

# SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 9 mai 1990.

## RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

*au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan (1) à la suite d'une mission effectuée en Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie ainsi qu'à Moscou du 28 février au 14 mars 1990 pour étudier l'évolution économique de ces pays et leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France,*

Par M. Jean FRANÇOIS-PONCET  
et MM. Bernard BARBIER, William CHERVY,  
Francisque COLLOMB, Jean FAURE, Philippe FRANÇOIS,  
Bernard HUGO, Robert LAUCOURNET et Louis MINETTI,

Sénateurs.

TOME II

ACTES DU COLLOQUE ORGANISÉ AU SÉNAT  
LE 10 AVRIL 1990

MUTATIONS ÉCONOMIQUES EN TCHÉCOSLOVAQUIE,  
POLOGNE ET HONGRIE : RÉUSSITE OU ÉCHEC ?

---

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean François-Poncet, président ; Robert Laucournet, Jean Huchon, Richard Pouille, Philippe François, vice-présidents ; Bernard Barbier, Francisque Collomb, Roland Grimaldi, Louis Minetti, René Trégouet, secrétaires ; MM. Jean Amelin, Maurice Arreckx, Henri Bangou, Bernard Barraux, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Roland Bernard.

...

Roger Besse, Jean Besson, François Blaizot, Marcel Bony, Jean-Eric Bousch, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Robert Calmejane, Louis de Catuelan, Joseph Caupert, William Chervy, Auguste Chupin, Henri Collette, Marcel Costes, Roland Courteau, Marcel Daunay, Désiré Debavelaere, Rodolphe Désiré, Pierre Dumas, Bernard Dussaut, Jean Faure, André Fosset, Aubert Garcia, François Gerbaud, Charles Ginesy, Yves Goussebaine-Dupin, Jean Grandon, Georges Gruillot, Rémi Hermit, Bernard Hugo, Pierre Jeambrun, Pierre Lacour, Gérard Larcher, Bernard Legrand, Jean-François Le Grand, Charles-Edmond Lenglet, Félix Leyzour, Maurice Lombard, François Mathieu, Serge Mathieu, Jacques de Menou, Louis Mercier, Louis Moinard, Paul Moreau, Jacques Moufet, Henri Olivier, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Jean Pourchet, André Pourny, Jean Puech, Henri de Raincourt, Jean-Jacques Robert, Jacques Roccaserra, Jean Roger, Josselin de Rohan, Jean Simonin, Michel Souplet, Fernand Tardy, René Travert.

**ACTES DU COLLOQUE ORGANISÉ AU SÉNAT**

**LE 10 AVRIL 1990**

**par la commission des Affaires économiques  
et du Plan**

**sous le haut patronage de M. Alain POHER,  
Président du Sénat,**

**et présidé successivement par  
M. Jean FRANÇOIS-PONCET,  
Président de la commission  
des Affaires économiques et du Plan,  
M. Robert LAUCOURNET,  
vice-président de la commission,  
et M. Philippe FRANÇOIS,  
vice-président de la commission**

---

**MUTATIONS ÉCONOMIQUES**

**EN TCHÉCOSLOVAQUIE, POLOGNE ET HONGRIE :**

**RÉUSSITE OU ÉCHEC ?**

---

## SOMMAIRE

	Pages
Ouverture du colloque par <b>M. Jean François-Poncet</b> , <i>président de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat</i> .....	5
Allocution de <b>M. Alain Poher</b> , <i>président du Sénat</i> .....	7
* * *	
<b>CONCLUSIONS DE LA MISSION D'INFORMATION SÉNATORIALE</b> .....	8
Présentation des conclusions de la mission : <b>M. Jean François-Poncet</b> , <i>président de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> .....	8
Les hommes du renouveau : <b>M. Bernard Barbier</b> , <i>secrétaire de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> .....	13
Bilan et perspectives agricoles et agro-alimentaires : <b>M. Philippe François</b> , <i>vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> .....	18
Le problème énergétique : un révélateur des handicaps économiques : <b>M. Robert Laucournet</b> , <i>vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> .....	23
Prise de position de <b>M. Louis Minetti</b> , <i>secrétaire de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> .....	27
* * *	
<b>PREMIER FORUM : LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN TCHÉCOSLOVAQUIE, HONGRIE ET POLOGNE</b> .....	31
Introduction aux travaux du forum : <b>M. Robert Laucournet</b> , <i>vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> .....	31
- Communication de <b>Mme Marie Lavigne</b> , <i>professeur à l'université de Paris I</i> .....	32
- Communication de <b>M. Georges Sokoloff</b> , <i>conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (C.E.P.I.I.)</i> .....	36
- Communication de <b>M. Lionel Stoléro</b> , <i>secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan</i> .....	40
Débats .....	46
* * *	
<b>DEUXIÈME FORUM : LES FORMES DU SOUTIEN OCCIDENTAL À L'EUROPE DE L'EST</b> .....	55
- Introduction aux travaux du forum : <b>M. Philippe François</b> , <i>vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> .....	55
- Communication de <b>M. Pablo de Benavides Salas</b> , <i>directeur de la « Task Force » Pologne/Hongrie à la commission des Communautés européennes</i> .....	57
- Communication de <b>M. Philippe Giscard d'Estaing</b> , <i>vice-président du C.N.P.F. international et président-directeur général de Thomson International</i> .....	63
- Communication de <b>M. Jean-Pierre Saltiel</b> , <i>gérant de la Banque Lazard</i> .....	67
- Communication de <b>M. Fijalkomwski</b> , <i>ambassadeur de Pologne en France</i> .....	73
Débats .....	76
* * *	

<b>TROISIÈME FORUM : PERSPECTIVES GÉOPOLITIQUES : L'EUROPE DE L'EST ENTRE L'U.R.S.S. ET LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE</b> . . . . .	85
- Introduction aux travaux du forum : <b>M. Jean François-Poncet</b> , <i>président de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> . . . . .	85
- Communication de <b>M. Daniel Gros</b> , <i>conseiller au Center for European Policy Studies de Bruxelles</i> . . . . .	86
- Communication de <b>M. Pierre Hassner</b> , <i>directeur de la recherche à la Fondation nationale des sciences politiques</i> . . . . .	89
Débats . . . . .	99

\*  
\* \*  
\*

<b>CLÔTURE DU COLLOQUE : M. JEAN FRANÇOIS-PONCET</b> , <i>président de la commission des Affaires économiques et du Plan</i> . . . . .	101
--	-----

\*  
\* \*  
\*

<b>Annexe I : « La transition Plan-marché : pour un second plan Monnet » : Lionel Stoléru</b> , <i>secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan</i> . . . . .	105
--	-----

<b>Annexe II : « Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne : la transition vers le marché : chacun pour soi ou ensemble ? » : Marie Lavigne</b> , <i>professeur à l'université de Paris I</i> . . . . .	113
---	-----

## **OUVERTURE DU COLLOQUE**

**par M. Jean François-Poncet, président  
de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat.**

**Monsieur le président, messieurs les présidents, messieurs les sénateurs, messieurs les députés, mesdames et messieurs, j'ai l'honneur d'ouvrir le colloque sur la Mutation économique en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie : réussite ou échec ?**

**Au nom de la mission d'information et de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat, je remercie de tout cœur M. Alain Poher, président du Sénat, de bien vouloir honorer de sa présence cette manifestation à laquelle il confère le niveau et le caractère que nous souhaitons lui donner.**

**Permettez moi, en cet instant, de fournir aux participants — que je remercie d'être venus si nombreux — quelques explications.**

**Il convient peut-être d'abord d'expliquer pourquoi, ayant effectué une mission d'information — le Sénat en fait très régulièrement —, nous avons décidé de la prolonger par un colloque. Il y a deux raisons à cela.**

**La première tient au sujet lui-même qui est probablement aujourd'hui l'un de ceux qui suscitent le plus d'interrogations tant en ce qui concerne l'évolution des pays en cause, que pour les conséquences économiques et politiques de cette évolution sur la Communauté économique européenne.**

**La deuxième raison est qu'avant la publication de notre rapport, dont le plan vous a été remis mais non le texte, nous souhaitons enrichir notre réflexion. Le colloque y contribuera. Comme vous l'avez constaté, nous avons prié un certain nombre d'experts reconnus de ces pays ou de cette partie de l'Europe de se joindre à nous et nous ferons figurer leurs interventions dans le rapport que nous publierons, je l'espère rapidement, sous la forme habituelle des documents du Sénat, mais aussi, peut-être, en librairie.**

**Notre visite a pris quinze jours. Elle portait sur la situation économique de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne. Cela ne veut pas dire que nous ayons fermé les yeux sur l'évolution politique qui ne peut pas être dissociée de la situation économique.**

**Pourquoi ces trois pays, et pas les autres ? Parce qu'il fallait bien choisir et parce qu'il nous a semblé que la R.D.A. en raison de ses liens avec la R.F.A., se trouvera dans une situation particulière.**

Pour d'autres raisons, plus préoccupantes, hélas, la Roumanie nous a paru connaître, elle aussi, une situation spéciale. Il en va de même pour la Bulgarie dont la spécificité est bien connue. Au contraire, malgré les différences qui les séparent, Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne présentent des analogies et se prêtent à des rapprochements éclairants.

Au cours de ces quinze jours, nous avons rencontré et conduit de très intéressantes conversations avec une soixantaine de personnes, dont la liste figure dans le dossier qui vous a été remis. Nous avons aussi effectué un certain nombre de visites à des entreprises, parmi elles des coopératives agricoles, les sénateurs membres de la mission vous en parleront.

S'agissant du déroulement de notre réunion, nous commencerons par vous présenter les conclusions de la mission.

Après une petite pause, le premier forum débutera avec pour thème un diagnostic de la situation économique actuelle en Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne. Nous entendrons Mme le professeur Lavigne et M. le professeur Sokoloff qui sont des experts nationalement et internationalement reconnus. M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan, qui a voyagé dans ces pays en même temps que nous, tirera les conclusions de ce premier forum.

Ensuite, M. le président Poher nous fera l'amitié de nous recevoir à déjeuner dans les salons de la Présidence.

**M. Alain POHER, président du Sénat.** — Un modeste buffet !  
(*Sourires.*)

**M. Jean FRANÇOIS-PONCET, président.** — Buffet, oui, modeste, ce serait bien la première fois. (*Sourires.*)

Après le déjeuner, nous aborderons notre deuxième forum consacré aux formes du soutien occidental à l'Europe de l'Est.

Nous évoquerons, pour finir, les perspectives géopolitiques : l'Europe de l'Est entre l'U.R.S.S. et l'Europe occidentale. Nous entendrons sur ce thème M. Pierre Hassner que vous connaissez et qui est, l'un des mieux qualifiés pour stimuler notre réflexion.

Le premier forum sera présidé par M. Robert Laucournet, le deuxième par M. Philippe François, l'un et l'autre vice-présidents de la mission d'information. Je présiderai moi-même le dernier.

La parole est maintenant au président Poher pour inaugurer notre colloque.

### **Allocution de M. Alain Poher, président du Sénat.**

**M. Alain POHER.** — Je suis heureux de vous accueillir aujourd'hui dans cette salle du Sénat, au retour d'une mission de notre Haute Assemblée qui a traversé la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Depuis quelques mois, chaque jour nous apporte un flot d'informations nouvelles, témoignage de changements, inimaginables il y a quelques mois et qui paraissent aujourd'hui sans retour.

Personnellement, j'ai toujours porté beaucoup d'attention à l'Europe de l'Est depuis qu'élève à l'Ecole des mines, j'avais reçu comme mission de me rendre sur les bords du Danube et de la Vistule.

Il est particulièrement étonnant aujourd'hui de voir à quel point, après des péripéties extraordinaires, des années lourdes qui ont compté double, ces pays se rapprochent de nous à grande allure.

La mutation économique sera sans doute difficile ; on peut même craindre des problèmes ardues à résoudre. C'est pourquoi je suis très intéressé par ce colloque.

En effet, c'est une chance incroyable, en cette fin de 1989 et au début de 1990, de pouvoir assister à autant de changements en si peu de temps ; une inquiétude aussi, car aller trop vite peut être risqué ; mais ces trois pays ont une grande chance.

J'ai le sentiment que votre mission vous a permis d'apprendre beaucoup de choses et de faire naître un grand espoir d'avenir.

J'estime que nous devons aider ces pays à saisir cette nouvelle chance qui leur a été accordée par les événements que nous vivons et à laquelle ils ne pensaient pas il y a un an.

Je suivrai donc votre colloque avec beaucoup d'attention.



### **Présentation des conclusions de la mission.**

**M. Jean François-Poncet, sénateur du Lot-et-Garonne, président de la commission des Affaires économiques et du Plan, membre du groupe du Rassemblement démocratique européen.**

**M. LE PRÉSIDENT.** — Merci, monsieur le président, de ces encouragements et commentaires.

Comme vous le savez, Mesdames et Messieurs, un des problèmes dans ces colloques est de respecter l'horaire. Nous allons nous y employer avec autant de souriante fermeté que possible...

Le premier point de l'ordre du jour appelle la **présentation des conclusions de la mission sénatoriale.**

Il m'échoit de tenter de faire devant vous, en dix minutes, cette synthèse.

Je vais tenter de formuler quelques propositions, très simples, presque élémentaires, mais qui traduisent le sentiment que nous avons, les uns et les autres et, quelque soient nos sensibilités politiques différentes, collectivement éprouvé.

**Première proposition.** Nous avons eu le sentiment que le basculement vers l'Occident de ces pays à cheval sur l'Europe centrale et l'Europe orientale, était irréversible. Je le dis parce que les nouvelles qui nous viennent de Moscou évoquent la possibilité d'un retour de bâton en Union soviétique. Se produira-t-il ou non, ce n'est pas le sujet de notre colloque, mais notre conviction est que même s'il se produisait, il ne renverserait pas les évolutions en Europe centrale et orientale. Tout est allé trop loin et par conséquent on ne reviendra pas en arrière.

Permettez-moi de m'interrompre pour saluer l'arrivée de M. Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur. Je le remercie de sa présence parmi nous en ce matin.

Cette première conclusion est fondée sur toute une série d'observations.

Le basculement idéologique est stupéfiant. Pendant quinze jours, nous avons rencontré toutes sortes d'interlocuteurs dont un certain nombre étaient des communistes encore au pouvoir, comme en Hongrie — communistes réformateurs, certes et qui d'ailleurs ont beaucoup fait pour la transformation du régime hongrois — mais nous n'avons entendu nulle part, en quinze jours, un seul interlocuteur qui ait plaidé la cause du maintien du système antérieur ou même d'un système intermédiaire.

Dans les conversations, ce qu'on entend défendre, c'est le capitalisme pur et dur. Des voies intermédiaires qui, pendant un moment, ont suscité de l'intérêt — la voie hongroise, la spécificité est-allemande — il ne reste pas grand chose. Le sentiment que nous avons eu est celui d'un véritable basculement idéologique qui ne va pas sans craintes ou sans problèmes.

Un inéluctable basculement humain également qui, pour l'essentiel, n'a pas encore eu lieu en ce sens que partout la pyramide des cadres communistes demeure en place. Mais notre opinion est qu'avec et après les élections tout va changer. Nous avons rencontré, il faut le dire aussi, une génération nouvelle d'hommes dont M. Barbier va nous parler, et qui prennent en main la destinée de leurs pays.

Enfin, le basculement stratégique. Nous étions en Hongrie au moment où les premiers effectifs soviétiques ont été retirés. Conformément à l'engagement qui a été pris, il n'y aura plus de soldats soviétiques dans dix-huit mois. Il en ira de même en Tchécoslovaquie.

Cette première observation comporte bien sûr certaines limites. L'une est économique. Elle tient à la dépendance de ces pays vis-à-vis des livraisons d'énergie soviétique et de matières premières qui fait que 30 % de leur commerce extérieur, quoi qu'il arrive, s'effectuera, pendant longtemps encore, avec l'Union soviétique.

Je le dis parce qu'il faut avoir dans l'esprit que c'est un basculement psychologique, politique, idéologique profond, mais qui ne modifie pas entièrement les données de la géographie et de l'Histoire.

**Deuxième proposition** à laquelle je donnerai une formulation un peu provocante.

Nous avons eu le sentiment que l'Europe centrale et orientale n'était pas une province du tiers monde. Certains seront sans doute surpris par cette réflexion mais le fait est qu'un certain nombre d'analystes, au cours des six, huit, dix derniers mois, ont développé la thèse qu'en réalité les relations Est-Ouest n'étaient rien d'autre que des relations Nord-Sud et que nous étions en présence, à l'Est, de pays qui présentaient des caractéristiques qui les rendaient relativement proches des pays du tiers monde : l'endettement, le taux d'inflation, l'état des équipements et des infrastructures... On pourrait dresser une liste relativement convaincante pour étayer cette thèse.

Le sentiment, presque instinctif, que nous avons eu ne va pas du tout dans ce sens. En effet, nous avons ressenti que le niveau de culture et de civilisation était, en définitive, très proche du nôtre. Nous avons la conviction que c'est ce qui compte et que le développement économique est avant tout le reflet du développement culturel. Cela nous a conduits à la conclusion que la traversée périlleuse, entreprise par ces pays et leurs économies, des rivages désolés du collectivisme vers les rivages enchantés... disons chatoyants de l'économie de marché, finirait bien.

**Troisième proposition**, qui évidemment nuance la deuxième : il est clair que les traumatismes seront durs à supporter et qu'il y aura, pendant la traversée, de très gros grains qu'il faudra savoir encaisser.

Celui qui nous a le plus marqués est le choc social, qui ne s'est pas encore produit — sauf en Pologne où il commence — mais que nous allons voir partout et qui résultera de plusieurs facteurs.

— La réduction inévitable du niveau de vie tout d'abord.

En Pologne, cette réduction est actuellement comprise entre 30 et 40 %. Quand on songe à la réaction des postiers français lorsque la réduction du pouvoir d'achat est de l'ordre de 0,5 %, on mesure le degré de résistance dont doivent faire preuve les salariés polonais face à de tels pourcentages.

— Le chômage ensuite.

Pour le moment, il ne fait que commencer et l'on n'a pas encore assisté à l'explosion qui accompagnera inévitablement la mutation de ces économies. Un certain nombre de branches industrielles devront tout simplement être fermées, notamment celles qui sont polluantes. Qu'adviendra-t-il de la lignite, dans ces pays ? Par suite de son hypertrophie, le secteur de l'industrie lourde et de la sidérurgie devra être réduit comme il l'a été chez nous. Et puis, il y a toutes les entreprises qui ne sont pas, et ne peuvent pas être, rentables qui, elles aussi, appelleront des fermetures et des créations nouvelles d'emplois. Mais entre les deux, le chômage intersticiel sera inévitable.

D'autres traumatismes se produiront. J'ai déjà parlé de la relève des hommes et des cadres, qui s'opérera progressivement bien entendu, mais qui se fera nécessairement. Comment ne pas songer aux tensions nationalistes dont on a vu les premières manifestations entre la Roumanie et la Hongrie ? Mais il y en aura probablement d'autres et nous avons, un peu partout, senti la préoccupation que l'éveil futur d'un courant populiste, à la fois nationaliste, étatiste et de type poujadiste, pouvait susciter parmi les responsables politiques qui s'appêtent à prendre les commandes dans ces pays.

**Quatrième proposition.** Elle se déduit de la précédente : c'est l'importance, et aussi les interrogations, que suscite la stabilité des institutions qui vont se mettre en place. A partir du moment où de tels traumatismes se présentent, il est évident qu'il faut des gouvernements forts et stables. Comme le mode électoral choisi partout est la représentation proportionnelle, nous nous sommes posé la question de savoir si celle-ci ne produirait pas des gouvernements de coalition faibles et mal armés pour affronter les tempêtes sociales et autres que je viens de décrire. Les résultats du deuxième tour des élections en Hongrie ont montré que cette crainte était peut-être excessive ; comme vous le savez,

une des formations s'est assuré la majorité et il y aura un gouvernement stable en Hongrie. Notre sentiment est, en effet, que, quels que soient ce gouvernement et la nature de la majorité, mieux vaut une majorité stable et forte qu'un gouvernement incertain de ses lendemains.

**Cinquième proposition.** C'est la nécessité absolue d'une aide occidentale pour permettre à ces pays de surmonter les traumatismes que je viens d'évoquer. Une aide d'Etat à Etat, mais probablement plus encore — et je veux insister sur ce point — l'aide du secteur privé.

C'est à cet égard que la situation de ces pays se distingue de celle qu'a connue l'Europe au moment du plan Marshall. A la réflexion, la référence à un plan Marshall n'est sans doute pas la plus adaptée ; en effet, en 1945, il existait en Europe une structure, un environnement d'entreprises privées qui n'existe pas dans ces pays. Le problème est précisément de le créer et l'aide multiforme du secteur privé occidental paraît être la plus adaptée. Il est bien évident que l'idéal est que toute entreprise de ces pays trouve une entreprise occidentale jumelle qui la prenne par la main, qui lui apporte les capitaux, des cadres, une méthode de gestion et si possible des marchés. C'est probablement ce qui va se passer en Allemagne orientale. Les choses se passeront sans doute moins facilement dans les autres pays, cette méthode reste, nous a-t-il semblé, celle qui conduit le plus sûrement au succès.

Peut-être assistera-t-on à la plus formidable opération d'imbrication économique et industrielle de tous les temps. Nous nous interrogeons, à juste titre, sur les rapports que ces pays vont entretenir avec la Communauté économique européenne et nous avons raison, je crois, de nous poser la question parce que le moment viendra où ils frapperont à la porte de la Communauté. Mais, au-delà de ces rapports entre les Etats d'Europe centrale et l'ensemble économique que constitue la C.E.E., il y aura ces relations, ces articulations, ces liens, qui s'établiront ou non — mais à mon avis ils s'établiront — à la base du système économique entre les entreprises et qui, en définitive, trancheront le problème avant même qu'on ne soit appelé à en décider au niveau des Etats.

**Sixième proposition.** C'est la variété de la situation de ces différents pays, qui est essentielle pour les prévisions qu'on peut faire quant à leurs chances et à leurs difficultés, mais aussi quant à l'aide que l'Occident veut leur apporter.

Je ne vous étonnerai pas — surtout pas vous, monsieur le Président du Sénat, qui avez évoqué votre connaissance ancienne de ces pays — en affirmant que l'héritage du passé existe. Le rouleau compresseur communiste ne s'est pas manifesté de la même façon dans les trois pays et il n'a pas effacé les particularités et les spécificités nationales. Je ne les rappellerai pas, mais il est incontestable que figurent dans cet héritage les handicaps que connaît la Pologne, l'avance prise par la Hongrie, les



atouts de la Tchécoslovaquie. A cela s'ajoutent aujourd'hui les différences des politiques pratiquées, dont certaines ne sont d'ailleurs que le reflet de la différence de ces héritages. Il y a l'audace polonaise. La Pologne entreprend à cette traversée un peu dans le style des assauts de la cavalerie polonaise, j'espère avec autant de courage et plus de résultats que sur le champ de bataille. Il y a la continuité hongroise ; c'est comme s'il n'y avait pas de solution de continuité entre les réformes déjà entreprises par des communistes, ou des excommunistes, et ce qui va se passer maintenant. Il y a, enfin, la prudence tchécoslovaque, ce pays avançant à pas comptés.

Nous ne cherchons pas à établir une hiérarchie ni à faire un pari mutuel pour déterminer qui va arriver en tête. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il nous a semblé que la Hongrie et la Tchécoslovaquie, chacun avec des atouts différents, étaient les mieux placés ; que la Pologne était probablement — en dehors du grand atout politique que représente la présence d'un gouvernement qui a l'adhésion de la population — le pays qui rencontrerait le plus de difficultés et que, pour cette raison, l'Occident devait le plus aider.

**Une dernière proposition enfin concernant la présence et les intérêts de la France.**

La présence française est faible. Elle n'est pas nulle, mais elle est évidemment très inférieure à celle de l'Allemagne ; elle est sans comparaison à la fois sur les plans industriel, culturel et linguistique, l'allemand étant la deuxième langue de tous ces pays avant l'anglais et le russe, malgré l'enseignement forcé de cette langue depuis la guerre.

La présence de la France est souhaitée, ne serait-ce que pour rétablir un meilleur équilibre. Il n'y a pas, dans ces pays, de sentiment anti-allemand, contrairement à ce qu'on peut penser ou à ce qu'on entend dire ici ou là, mais il n'y a pas non plus le désir de devenir une colonie de la R.F.A. ou de l'Allemagne unie de demain. Le désir d'une certaine diversité dans les aides se manifeste et par conséquent une présence française importante est souhaitée. Tout le problème est de savoir comment elle peut se manifester et il y a là toute une politique à développer.

Pour ce qui est des grandes sociétés, elles se déterminent librement. Le gouvernement peut sans doute, Monsieur le Ministre, les stimuler, les pousser, les inciter, mais c'est à elles de se décider. Il nous a toutefois semblé — et cela figure dans notre rapport — qu'il y avait quelque chose à mettre en place pour des petites et moyennes entreprises qui ont besoin, compte tenu des incertitudes de l'environnement, d'un filet de protection auquel nous croyons qu'il est temps de penser.

Nous avons aussi le sentiment que les collectivités régionales, départementales et municipales ont un rôle à jouer dans les échanges et la formation des cadres. Cela se pratique déjà mais il faut faire beaucoup

plus. Comme je le disais pour les entreprises, il m'apparaît que chaque collectivité territoriale doit choisir son homologue dans ces pays afin de l'aider dans la formation des cadres et sur la voie du redressement.

Nos assemblées parlementaires peuvent et doivent également en faire autant. Nous avons par exemple enregistré en Pologne la demande qu'une mission de fonctionnaires et de sénateurs viennent passer quinze jours ou un mois en France pour s'informer sur le fonctionnement du Sénat de la République. Cela fait partie de ce que nos assemblées devraient pouvoir faire.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, voilà très brièvement résumées — et sous une forme que j'ai voulue volontairement claire et par conséquent très simplificatrice — les quelques grandes conclusions que nous avons tirées de notre voyage.

Nous allons maintenant entendre le sénateur Bernard Barbier sur les impressions que lui ont faites les hommes que nous avons rencontrés, c'est-à-dire les responsables d'aujourd'hui et de demain.

Je vous précise qu'il nous communique ses remarques en son nom et au nom de ses collègues MM. Francisque Collomb, sénateur du Rhône, secrétaire de la commission des Affaires économiques et du Plan, rattaché administrativement au groupe de l'Union centriste et Jean Faure, sénateur de l'Isère, membre du groupe de l'Union centriste.

La parole est à M. Bernard Barbier.

### **Les hommes du renouveau.**

**M. Bernard Barbier, sénateur de Côte-d'Or, secrétaire de la commission des Affaires économiques et du Plan, membre du groupe de l'Union des républicains et des indépendants.**

**M. Bernard BARBIER.** — Monsieur le président, monsieur le ministre, messieurs les ambassadeurs, mes chers collègues, mesdames, messieurs, une mission comme celle que nous venons de vivre, ce n'est pas seulement une suite de kilomètres parcourus en avions ou en minibus, ce ne sont pas seulement des entretiens passionnants et nombreux, des déjeuners et dîners de travail, ni quelques visites bien rapides. C'est surtout et avant tout la rencontre avec des hommes. Et pour moi, c'est sans doute la plus grande image, le plus grand souvenir même, que je garderai de cette mission assez extraordinaire dans le contexte d'évolution foudroyante des pays de l'Est.

Je rappelle que cette mission a été préparée par des entretiens, en janvier et février, qui ont constitué une mise en condition assez surpre-

nante par certains aspects mais qui, en même temps, ont été extrêmement utiles pour nous permettre d'approcher mieux ces pays en mutation.

Vous me permettez de ne porter aucun jugement car mon but, aujourd'hui, est de donner, en quelques minutes, les impressions d'un Bourguignon, homme de la vigne et du vin, plus habitué aux contacts sur le terrain qu'aux grandes discussions macro et micro-économiques.

Je laisserai intentionnellement de côté toutes celles et tous ceux — ambassadeurs, conseillers, secrétaires, conseillers commerciaux et culturels de nos différentes ambassades — qui nous ont apporté une aide très précieuse et ont manifesté un désir réel de nous faire partager, chacun à leur façon, leur sentiment sur le pays où ils sont en fonction.

A peine descendus d'avion, notre premier contact à Bratislava a été assez surprenant : le président du Conseil national slovaque, Rudolf Schuster, froid, sévère, mais compétent et efficace, nous présentant chacun et chacune des membres des commissions du Plan et du Budget en donnant les étiquettes ou nuances politiques, tout en se déclarant lui-même communiste et nous avouant très tranquillement que le lendemain, 1<sup>er</sup> mars, avait lieu l'élection du président du Conseil national et que, vraisemblablement, il serait remplacé. On montrait du doigt, discrètement, celui qui serait vraisemblablement le futur président. Vingt-quatre heures plus tard, nous apprenions que, contrairement à toutes les prévisions, il avait réalisé un score sans appel et restait président. Compétence ? Efficacité ? Je ne saurais répondre — et les éléments d'appréciation nous ont manqué — mais le résultat est là : le challenger, apparemment, ne faisait pas le poids.

Autre contact étonnant avec les hommes et les femmes de Public contre la violence, ou VPN, des acteurs, des poètes, des étudiants prolongés, qui nous ont fait des réponses merveilleuses de naïveté ou de simplicité.

Aux questions : « Comment allez-vous gouverner, quelle économie allez-vous adopter ? » ils nous ont répondu tout simplement : « Nous voulons passer de l'économie d'Etat à l'économie de marché. » Mais à la question : « Comment ? », ils nous ont dit : « En remplaçant l'une par l'autre ». (*Murmures.*)

Mais quel désir de bien faire ! C'en était presque touchant.

Et puis, ce déjeuner avec Alexander Varga, le vice-Premier ministre du gouvernement slovaque et son ministre de l'Industrie, où nous avons pu mesurer toute l'importance du phénomène slovaque : ils sont d'abord et avant tout slovaques, le reste ne vient qu'après. Un grand problème est certainement posé et le président Jean François-Poncet l'a évoqué. Nous le retrouverons tout au long de notre périple mais jamais autant, peut-être, que nous ne l'avons senti en Slovaquie.

A notre arrivée à Prague, dans cette très belle ville, nous avons eu un entretien avec M. Jaroslav Vostatek, vice-ministre du gouvernement fédéral tchécoslovaque, un homme froid et glacial, tout au moins au début, mais plus humain au fur et à mesure que la conversation se déroulait. Ce même sentiment, nous l'avons éprouvé avec le vice-président de l'Assemblée fédérale, accompagné des responsables de la planification, du budget, de l'industrie. C'est là que, personnellement, j'ai pris véritablement conscience de l'évolution politique de ce pays et, notamment, du consensus qui permet cette évolution lente : d'abord la création d'une loi électorale et puis, en juin prochain, l'élection d'une constituante qui, dans deux ans, aura donné au pays ses règles de vie pour l'avenir.

J'avoue avoir eu beaucoup de peine à reconnaître le communiste resté communiste, le communiste converti et celui qui ne l'était pas ou ne l'avait pas été. Mais toutes ces discussions, qui étaient assez fraîches et compassées au départ, avaient tendance rapidement à s'humaniser. Influence des événements, certainement, évolution importante pour l'avenir...

Comme le président l'a rappelé, nous n'avons fait que passer en Russie, ce pays ne faisait pas partie de la définition même de notre mission. Je m'y étais rendu, il y a deux ans et demi et tous les membres du groupe de l'époque avaient été frappés lorsque M. le Premier secrétaire Mikhaïl Gorbatchev avait parlé de *perestroïka* et de *glasnost*. En deux ans et demi, indiscutablement, il y a changement dans le discours et peut-être même un progrès. Mais après avoir entendu un économiste comme Nikolai Petrakov, conseiller spécial depuis le premier janvier du président Gorbatchev, ou passé un moment avec Stefan Sitarian et M. Jourkine, on reste rêveur : ou bien tout va évoluer très rapidement, ou bien alors rien n'avancera et l'on se retrouvera à la case départ. Ces hommes, ce pays, je le dis très simplement comme je le ressens, posent une véritable interrogation.

On ne peut pas en dire autant de la Pologne où j'ai personnellement été conquis par les hommes que nous avons rencontrés : que ce soit le fin et délicat M. Wielowiejski, vice-maréchal du Sénat, M. Wujec, représentant du groupe parlementaire de Solidarité, que ce soit M. Cesary Josefiak, président de la commission des Affaires économiques du Sénat et tous ces sénateurs qui nous ont accueillis, issus de l'enseignement, du journalisme et des professions libérales, tous sont animés d'une volonté déconcertante, acceptant les pires sacrifices pour faire avancer et sauver leur pays — tous unis par l'idéal de *Solidarnosc*. Le ministre de l'Agriculture, M. Janicki, homme très humain, membre du parti, a su très simplement, je dirai même très humainement, présenter les problèmes de cette agriculture dont nous parlera notre excellent collègue Philippe François.

Lors de notre visite à l'usine de tracteurs URSUS — je ne parlerai pas de l'état de cette entreprise vieillissante et obsolète — nous avons vu successivement les membres du comité d'établissement du syndicat officiel OPZZ, très préoccupés, selon moi, de sauver leurs prérogatives et leurs petits avantages. Et puis, nous avons rencontré, après le repas pris en commun à la cantine de l'usine, les membres du comité d'établissement de Solidarnosc-URSUS. Nous avons fortement ressenti la foi de ces femmes et de ces hommes, la confiance qu'ils ont dans leurs amis qui occupent des postes de responsabilité nationale, la volonté d'agir, de faire bouger leur entreprise.

Le peuple polonais tout entier mérite d'être salué pour son courage et pour sa clairvoyance dans son désir de transformer le pays, de l'arracher à plus de quarante années de régime antidémocratique. Ce peuple, malgré les restrictions dont parlait le président François-Poncet, a accordé tout récemment 90 % d'opinions favorables au Premier ministre et 60 % au ministre des Finances. Je dis tout simplement : il faut le faire ! Et espérer ardemment qu'ils réussiront.

Autre rencontre intéressante avec les représentants des sociétés françaises installées en Pologne, qui nous ont transmis ce message, qui sera le leitmotiv de notre journée : venez nous aider à former des techniciens, des cadres, des commerciaux, jeunes ou moins jeunes.

Moment très émouvant que celui de ce déjeuner avec l'Association France-Pologne. Quel haut niveau de rencontre, quelle hauteur dans les discours ! Nous avons pu nous rendre compte de l'intensité des liens entre la Pologne et la France et du grand désir de voir se renforcer notre coopération.

J'ai retrouvé, celui qui était venu voir le président Alain Poher au début de l'année 1990, le maréchal Stelmachowski président du Sénat polonais. Permettez-moi d'ouvrir une parenthèse : les dix-sept stagiaires polonais qui sont venus dans ma bonne ville de Nuits-Saint-Georges, à l'occasion d'un voyage d'études d'une semaine en Bourgogne, nous ont permis, à mes adjoints, conseillers, directeurs et moi-même, de passer une journée étonnante. Une journée d'amitié. Ces hommes et ces femmes nous ont interrogés sur les multiples aspects de la vie d'une commune, sur les élections municipales — ce qu'est un isoloir, une urne, un bureau de vote — un budget... La réunion a duré douze heures ! Ils venaient là pour tout apprendre et pendant une semaine, tourner de commune en commune. Je dois vous dire qu'après une journée comme celle-là, je sais qu'il y a beaucoup de volontaires qui sont prêts à en accueillir d'autres de la même façon car nous nous rendons compte qu'ils sont venus se faire une idée de la démocratie et qu'ils ont choisi la France comme modèle. C'est un bel hommage à notre pays mais en même temps quelle responsabilité est la nôtre car nous devons leur apporter notre savoir-faire et nos connaissances.

Enfin, dernier pays visité mais pas le moindre, la Hongrie. Budapest où à l'arrivée, nous avons été les hôtes de M. Ernő Kemenes, président de l'Office national de la planification. Je ne sais pas aujourd'hui encore s'il a jamais cru à la planification d'Etat, s'il y croit encore ou s'il y croira un jour, mais c'est un débattre indiscutablement de haut niveau qui nous a dit : la planification se porte bien, mais il faudra tenir compte des élections. Celles-ci connues, il faudra attendre la formation d'un gouvernement de coalition — ce qui ne saurait tarder ; je crois d'ailleurs, que la coalition sera plus modeste qu'on pouvait le supposer au moment où nous étions sur place. Le Forum Démocratique a remporté une victoire plus large que prévue.

Au fur et à mesure de nos rencontres et de nos entretiens dans ce pays, je n'ai pu m'empêcher de songer à cette publicité d'une grande eau minérale française : « Buvez, éliminez » où l'on voit un masque qu'on enlève et qu'on remet. En effet, il y a des hommes dont nous étions incapables de dire s'ils appartenaient ou avaient appartenu à ce parti qui les avait poussés. Je dois avouer que c'est un sentiment qui ne m'a pas quitté. Enlèveront-ils un jour ce masque qui les a certainement figés pendant tant d'années...

Nous saurons bientôt si M. Janos Martony, commissaire du Gouvernement chargé de la Privatisation, ou M. Ferenc Bartha, le remarquable président de la Banque nationale de Hongrie, figureront au sein de la nouvelle équipe ou auront des responsabilités. Ce sont des techniciens chevronnés qui ont certainement rendu de grands services et constaté l'évolution, mais qu'adviendra-t-il d'eux ? Comment les responsables du Forum Démocratique — que nous avons vus dans cet immeuble qui appartenait il y a encore quelques mois au parti communiste et qu'ils avaient investi, occupé, où nous sommes passés à travers les affiches et autres documents électoraux — réussiront-ils ? Ils nous sont certes apparus animés d'une foi et d'un désir total de réussir, plus solides et mieux armés, mieux organisés que les responsables de l'Alliance des Démocrates, mais comment réussiront-ils, car le président François-Poncet le disait, les problèmes d'endettement et d'inflation sont tout de même très importants...

En conclusion, si tant est que l'on puisse oser apporter une conclusion à un tel problème, je dirai qu'au-delà de l'intérêt profond qu'a représenté cette mission — je précise que c'était la première mission à l'étranger qu'il m'était donné de faire depuis les onze années que je suis dans cette maison — elle a été dans son ensemble extraordinaire. Toutes ces rencontres, si différentes et ayant cependant une même connotation, ont fait revenir comme un leitmotiv les mots de privatisation, d'économie de marché — même s'ils n'ont pas été toujours dits à bon escient et ne sont pas toujours compris de la même façon. Elles ont montré l'enthousiasme de certains, la résignation d'autres mais, surtout, cette

mission nous a confirmé que chacun se tourne vers la France en lui demandant de ne pas oublier les pays d'Europe centrale. Gabriele d'Annunzio a dit que « nous devons être des hommes pour qui les autres hommes existent ». C'est sans doute la plus grande leçon que je rapporterai de cette Europe de l'Est en disant que les besoins sont immenses et que s'il n'est pas possible de faire tout pour tous, il nous est toujours possible de faire quelque chose pour quelqu'un, quelque part. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je remercie M. le sénateur Bernard Barbier et je me félicite de cet orchestre à plusieurs instruments qui permet, semble-t-il, de faire apparaître les sensibilités de chacun et les réactions que nous avons eues les uns et les autres à cet environnement qui n'est pas toujours transparent. Il m'a semblé que c'était un des points qui ressortaient clairement de l'intervention de notre collègue.

M. Philippe François, un des vice-présidents de notre mission, va maintenant nous entretenir de l'agriculture, secteur qui nous a procuré quelques surprises... Nous n'avons pas eu le temps de l'étudier en détail mais il a retenu notre attention car, comme chacun le sait, rien de ce qui est rural n'est étranger au Sénat. Et, dès que nous avons abordé l'agriculture, les sénateurs n'ont pas manqué de dresser l'oreille, la plus exercée étant celle de notre collègue Philippe François à qui je donne la parole.

### **Bilan et perspectives agricoles et agro-alimentaires.**

**M. Philippe François, sénateur de Seine-et-Marne, vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plan, membre du groupe du Rassemblement pour la République.**

**M. Philippe FRANÇOIS.** — Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames et messieurs, l'agriculture représente une part essentielle de l'économie tchécoslovaque, polonaise et hongroise.

Il convient de retenir, en premier lieu, que le régime socialiste soviétique qui a dirigé arbitrairement ces pays pendant près d'un demi-siècle n'a pas, dans ses plans, donné une priorité à l'agriculture mais, au contraire, a généralement favorisé le développement de l'industrie lourde.

Il faut dire aussi que l'appréciation de l'action communiste, dans ce domaine, se trouve compliquée par une certaine opacité statistique qui résulte du manque de données communiquées à l'Occident, de la difficulté d'évaluation des devises locales et par l'hétérogénéité des informations nationales.

Les agricultures des pays visités sont très différentes.

Leur importance et la place qu'elles occupent dans l'économie varient considérablement.

La Pologne et la Hongrie ont une vieille tradition agricole alors que la Tchécoslovaquie a surtout développé dans le passé une compétence industrielle. La surface agricole utile est de 19 millions d'hactares en Pologne (soit les 2/3 de celle de la France), elle tourne autour de six millions d'hectares en Tchécoslovaquie et en Hongrie. La part de l'agriculture, dans la production nationale nette, est d'environ 20 % en Pologne et Hongrie, de moins de 10 % en Tchécoslovaquie.

En Pologne, la grande majorité des terres appartient aux agriculteurs, contrairement à ce qu'on pourrait croire. Près de 80 % des exploitations sont privées. Le nombre de fermes privées est de 2 729 000 ; 29,6 % ont entre 0,5 et 2 hectares, 27,6 % ont de 2 à 7 hectares, 25,2 % ont de 5 à 10 hectares et seulement 17,6 % ont plus de 10 hectares.

A l'inverse, les agricultures tchécoslovaques et hongroises sont collectivisées à plus de 90 % et organisées en grandes exploitations dans le cadre d'un système de production quasi-industriel. En Tchécoslovaquie, la surface moyenne des fermes d'Etat est de 6 100 hectares, celle des coopératives de 2 600 hectares.

De ce point de vue, les agricultures de ces deux pays possèdent un avantage de modernité faisant défaut à l'agriculture polonaise qui n'a pas fait évoluer ses structures foncières. Mais les inconvénients de la collectivisation du sol ne doivent pas être dissimulés. En Hongrie, les fermes privées, qui couvrent 9 % du sol, fournissent un tiers de la production nationale.

Enfin, les productions et les rendements des agricultures de chacun de ces pays soulignent leurs différences.

L'élevage domine en Tchécoslovaquie, les cultures végétales (céréales, pommes de terre, betteraves à sucre) l'emportent en Pologne, alors que la production hongroise se répartit à égalité entre les deux secteurs.

Les rendements céréaliers hongrois et tchécoslovaques sont peu éloignés de ceux obtenus en Europe de l'Ouest alors que l'agriculture polonaise a, de ce point de vue, beaucoup de retard. Le rendement en blé est de 30 quintaux à l'hectare en Pologne, 53 en Tchécoslovaquie et 54 en Hongrie. Il est de 60 quintaux à l'hectare en France.

D'une manière générale, seule la Hongrie est un exportateur net de produits agricoles. La Tchécoslovaquie en importe deux fois plus qu'elle n'en exporte.

Les insuffisances agricoles sont cependant partout similaires.

Ces agricultures sont inefficaces dès lors qu'elles emploient une population pléthorique. Près d'un Polonais sur trois, un Hongrois sur cinq et un Tchécoslovaque sur sept est agriculteur.

Leur rentabilité est, de ce fait, très faible. En Tchécoslovaquie, les coûts de production sont supérieurs de 80 % à ceux de la R.F.A.

D'une manière générale, l'environnement économique d'ensemble est peu propice au développement d'une agriculture performante.

En amont du secteur agricole, dans tous ces pays, il manque :

- des engrais en quantités suffisantes ;
- des semences de bonne qualité ;
- des produits phytosanitaires ;
- l'irrigation et le drainage (seule la moitié des surfaces susceptibles d'être irriguées le sont en Hongrie) ;
- la maintenance élémentaire du matériel agricole.

En Pologne, seulement 20 % des fermes ont l'eau.

En aval, c'est encore pire. Les capacités de séchage et de stockage sont insuffisantes. Les moyens de transport et la distribution ne sont pas adaptés au traitement efficace de denrées périssables. Pour la Pologne, entre la production et la consommation, les pertes de produits peuvent atteindre 50 % pour la pomme de terre et 20 % pour le lait et la viande.

L'influence de l'U.R.S.S. dans les échanges agricoles de ces pays aggrave encore ces handicaps car ils reçoivent des roubles non négociables sur le marché des devises en paiement de leurs exportations, alors qu'ils doivent acheter leurs instants en dollars.

Bien qu'elles soient le plus souvent considérées comme prioritaires, les industries agro-alimentaires sont incapables de se développer.

La transformation des produits laitiers est presque inexistante.

Les capacités de production ne suffisent pas à traiter la totalité des produits. L'innovation qui peut favoriser le développement commercial n'est l'objet d'aucune préoccupation.

C'est un bilan sinistre, mais c'est un fait !

Le secteur industriel reste la plupart du temps le goulot d'étranglement de l'ensemble des activités agro-alimentaires, ce qui entrave l'essor de la production de base.

Les changements entrepris dans chacun des trois pays ouvrent le champ à des perspectives communes.

L'agriculture figure parmi les priorités du renouveau économique en cours. Les réformes les plus urgentes peuvent, en effet, être mises en œuvre rapidement et la Pologne et la Hongrie surtout espèrent pouvoir financer leurs futures importations de biens de consommation et d'équipement par leurs exportations de matières premières agricoles.

Il restera à notre agriculture nationale, et notamment à nos coopératives, de réfléchir et d'agir pour aider ces pays mais, dans le même temps, à prendre des dispositions d'investissement de participation en amont qui seront bénéfiques pour tout le monde. Certaines activités évoluées telles que la production des champignons ou du fois gras en Hongrie méritent d'être étudiées pour y apporter des capitaux, généralement souhaités par les coopératives locales d'Etat, sachant que plus de la moitié de ces produits transformés et consommés en France proviennent déjà de ces pays. Nous avons, là, un rôle considérable à jouer puisque la France est le premier pays agricole de l'Europe.

Selon une étude réalisée par le Centre français du commerce extérieur, les importations agricoles de ces trois pays devraient, dans un premier temps, s'accroître pour satisfaire la demande de leurs populations en produits alimentaires encore indisponibles. Elles devraient toutefois s'orienter prioritairement vers les intrants nécessaires à leurs productions.

Au cours de cette période, les demandes d'importation du secteur devraient également concerner les technologies agro-alimentaires. La France n'est pas suffisamment présente alors que la R.F.A., l'Autriche, l'Italie et les Pays-Bas sont déjà sur le terrain, sans oublier les Japonais !

L'effort de nos industriels devrait être accentué. Il est indispensable que nous soyons entendus.

Après quelques années, si les réformes prévues aboutissent, ce qui est probable, les pays visités devraient réduire leur dépendance alimentaire extérieure (la Pologne notamment) mais aussi accroître leurs exportations vers l'Occident (la Hongrie principalement).

La C.E.E. pourra être alors un débouché naturel pour leur production. Il convient donc de préparer dès maintenant une telle évolution afin qu'elle ne s'effectue pas au détriment des agriculteurs communautaires et tout particulièrement des agriculteurs français.

En conclusion, ces agricultures n'ont actuellement rien à voir avec les agricultures occidentales.

D'une part, l'émiettement paralyse la Pologne. Il lui faudra au moins vingt ans pour faire la mutation que nous avons su faire dans les années soixante. D'autre part, les immenses exploitations de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie ressemblent à des féodalités, loin de ce que nous défendons sous le titre d'exploitations familiales.

Là aussi, le temps sera nécessaire. Il s'impose à ces pays de procéder par étapes et de commencer par la formation de leurs concitoyens qui ont été laminés par le communisme.

Notre rôle peut être essentiel et favorable à notre agriculture. C'est elle, la première d'Europe, qui aura la mission d'organiser et de s'organiser.

N'attendons pas les directives de la Commission de Bruxelles qui devra limiter son rôle à donner des avis et faire des suggestions.

Une fois encore, la France est appelée à grands cris parce qu'elle a beaucoup à donner et parce qu'elle peut légitimement recevoir. C'est à nous de ne pas manquer l'opportunité. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je remercie M. le sénateur Philippe François pour cet exposé très documenté.

Bien qu'il ait noté le fait, permettez-moi de souligner la surprise que nous avons éprouvée : connaissant imparfaitement l'agriculture de ces pays, nous pensions que celle qui allait relativement le moins mal était l'agriculture privatisée de tout temps, c'est-à-dire la polonaise, et que celles qui allaient le plus mal étaient les agricultures collectivisées, celles de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie qui le sont totalement.

Nous avons au contraire découvert que c'était dans ces deux derniers pays que la situation était relativement la moins mauvaise, ce qui ne veut pas dire que tout aille bien, comme M. le sénateur Philippe François vient de l'indiquer.

En Hongrie, par exemple, il sera intéressant de voir ce que le nouveau gouvernement va faire. Fera-t-il éclater les grandes entreprises collectives ? Que retiendra-t-il de ces regroupements ? On se dirigera sans doute vers une appropriation privée, mais il est probable qu'on va maintenir un minimum de structures collectives. Personnellement, je n'exclus pas qu'au bout du compte on ait, dans ces pays, une structure agricole plus moderne que la nôtre et pourquoi pas plus productive...

Il faut être vigilants.

La parole est maintenant à notre collègue M. Robert Laucournet pour exposer le problème énergétique, qui pèse très lourdement sur les économies, et qui est intéressant en lui-même mais aussi pour tout ce qu'il signifie de l'évolution passée et future de ces pays.

## **Le problème énergétique : un révélateur des handicaps économiques.**

**M. Robert Laucournet, sénateur de la Haute-Vienne, vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plan, membre du groupe socialiste.**

**M. Robert LAUCOURNET.** — Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, mesdames et messieurs,

Ainsi que M. le président Jean François-Poncet vient de vous l'indiquer, je consacrerai mon propos à l'examen de la situation énergétique des pays visités par la mission sénatoriale. Cette approche me paraît, en effet, de nature à mettre en évidence certaines des caractéristiques majeures de leur économie ainsi que les contraintes qu'elles font peser sur les transformations en cours.

Mon propos portera donc sur les servitudes d'hier, le constat d'aujourd'hui, les perspectives de demain.

Tous les pays visités se trouvent, en matière d'énergie, confrontés à un même problème qui peut se résumer en une phrase : ils produisent moins d'énergie qu'ils n'en consomment ; ils en consomment beaucoup plus que ce qui est nécessaire à l'Ouest pour une même quantité de production.

Ce bilan, globalement négatif, a une double cause : la prépondérance de l'industrie lourde dans l'économie et un système de subventions favorisant les gaspillages. Il comporte deux conséquences : une dépendance des exportations soviétiques d'énergie et une pollution très importante qui atteint des niveaux alarmants en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Les consommations d'énergie des pays visités comptent parmi les plus élevées du monde en raison de l'importance de leur industrie lourde et d'un système de subventions généralisées.

La part de la métallurgie, de la chimie de base et de la mécanique lourde dans la structure industrielle révèle, partout, la prépondérance de ces secteurs. En Pologne, les industries mécaniques représentent un tiers des emplois et le quart des investissements. En Tchécoslovaquie, la métallurgie, la construction mécanique et la chimie représentent 50 % de la production industrielle ; les biens de consommation et les produits alimentaires moins du tiers. En Hongrie, les produits de base occupent plus de la moitié de la main-d'œuvre industrielle.

La vétusté des équipements utilisés dans ces branches a, encore, accentué leur tendance naturelle à consommer d'importantes quantités d'énergie.

La propension « énergivore » de l'appareil productif s'est, en outre, trouvée encouragée par un système de subventions qui a artificiellement et systématiquement abaissé les coûts énergétiques. En Pologne, ces coûts ne représentaient en 1989 que 2 à 3 % du prix de revient des produits. En janvier 1990, la suppression presque complète des subventions dans ce secteur a entraîné une multiplication du prix du charbon par cinq pour les entreprises et par six pour les particuliers.

La combinaison de ces paramètres industriels et tarifaires a conduit à une consommation massive d'énergie. Par unité produite, l'industrie polonaise absorbe trois fois plus d'énergie que les industries occidentales. En Tchécoslovaquie, la consommation par habitant est trois fois supérieure à celle de l'Europe de l'Ouest. Elle situe ce pays au quatrième rang mondial, derrière les Etats-Unis, le Canada et la R.D.A.

La première conséquence de cette situation est une dépendance des exportations soviétiques d'énergie.

Aucun des trois pays visités ne possède de ressources naturelles suffisantes pour répondre à l'ampleur de ses besoins.

Certes, la Pologne dispose de charbon, la Tchécoslovaquie de lignite et la Hongrie de gaz naturel, mais aucune des trois nations n'est autosuffisante en matière énergétique. Le taux de dépendance extérieure en la matière atteint 46 % pour la Hongrie. Celui de la Pologne n'est que de 13 %, mais il devrait inéluctablement s'accroître car la rentabilité des exploitations minières nationales diminue. La production polonaise de charbon est en baisse de 5 % par an. Pour 1989, elle aurait décliné de 10 millions de tonnes.

Les importations de gaz et de pétrole nécessaires à l'équilibre de la balance énergétique proviennent d'Union soviétique : en totalité pour le gaz et à plus de 90 % pour le pétrole.

Les échanges avec l'U.R.S.S. représentent environ 40 % de l'ensemble du commerce extérieur de ces pays. Dans ce cadre, les importations d'énergie représentent à elles seules 52,7 % de l'ensemble des importations soviétiques pour la Tchécoslovaquie, 48 % de celles de la Pologne et 44,4 % de celles de la Hongrie. Le pétrole et les produits dérivés composent le quart des exportations soviétiques en Hongrie et plus du tiers de celles effectuées en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Pour les limiter, tous les pays concernés exploitent au maximum leurs ressources nationales et recourent, ainsi, très fortement à la houille et, plus encore au lignite, sans se soucier des incidences négatives qui en résultent pour l'environnement.

**La deuxième conséquence de leur bilan énergétique déséquilibré est donc une grave pollution interne.**

**La consommation de houille (charbon, lignite) atteint 7 910 kilogrammes par habitant et par an en Tchécoslovaquie, 7 000 kilogrammes en Pologne et 1 970 kilogrammes en Hongrie qui n'en possède pas de grandes réserves. A titre de comparaison, la France en utilise 294 kg par habitant et par an et la R.F.A. 3 000 kilogrammes.**

**En outre, le lignite utilisé, notamment en Tchécoslovaquie, comme combustible dans les centrales thermiques est très souvent de très mauvaise qualité.**

**L'absence de filtrage des dégagements d'oxyde de soufre produit par la combustion de charbon, et surtout de lignite, entraîne en Tchécoslovaquie et en Pologne des seuils de pollution atmosphérique inquiétants. En Haute Silésie, sur un périmètre de 4 000 kilomètres carrés, 3 millions de Polonais vivent dans la région la plus polluée d'Europe. En Tchécoslovaquie, les rejets d'oxyde de soufre libérés dans l'atmosphère sont deux fois plus importants qu'en R.F.A. alors que le pays est quatre fois moins peuplé. Dans le bassin charbonnier de la Bohême septentrionale, où les rejets atteignent des seuils impressionnants, le taux de mortalité infantile est supérieur de 12 % à la moyenne nationale.**

**D'une manière générale, la préoccupation écologique a été systématiquement négligée. La pollution des eaux n'est pas moins forte que celle de l'air, même si elle obéit à d'autres causes. La crise qui en résulte est devenue aiguë. Moins critique en Hongrie, la situation y est néanmoins préoccupante. Les statistiques de 1982-1984 enregistraient même une diminution d'un an de l'espérance de vie pour l'ensemble de la population en Tchécoslovaquie et en Hongrie et pour la population masculine en Pologne.**

**Ces handicaps industriels, commerciaux et écologiques que révèle le bilan énergétique des pays visités, composent la toile de fonds des difficultés qu'ils auront à affronter pour reconquérir la prospérité.**

**La fermeture des mines assurant l'extraction de produits insatisfaisants, la modernisation et la restructuration d'une industrie désuète sont nécessaires mais elles engendreront inéluctablement un chômage important qui peut menacer le consensus social nécessaire au succès des réformes.**

**La dépendance énergétique à l'égard de l'Union soviétique freine la réorientation du commerce extérieur vers les pays occidentaux, alors que celle-ci est indispensable à la dynamisation des entreprises locales.**

**Aussi, le desserrement de l'étau que fait peser la contrainte énergétique semble, impérativement, passer par un vaste programme d'économies d'énergie qui suppose un système de prix et une fiscalité efficaces. Il paraît, également, appeler le développement, sur place, d'une produc-**

tion électro-nucléaire significative où les industriels français pourraient jouer un rôle de premier plan. Ce n'est pas par hasard que nous avons rencontré, dans le cadre de notre mission, des représentants de haut niveau du C.E.A. et d'Electricité de France qui se préoccupent de ces problèmes.

Après Tchernobyl, il reste à rappeler que la fiabilité des technologies occidentales est de très loin supérieure à celles développées par l'U.R.S.S. et que les atomes emprisonnés dans les réacteurs nucléaires sont moins dangereux pour la santé des populations que les molécules d'oxyde de soufre libérées par les centrales thermiques au charbon. Il n'en reste pas moins que le souvenir dramatique de cette catastrophe marquera longtemps encore les esprits.

Telles sont, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les impressions que la mission a retirées de son voyage sur le problème énergétique qui, vous l'avez bien compris, est révélateur des handicaps économiques. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je remercie le sénateur Robert Laucournet.

L'énergie, à l'Est comme à l'Ouest, est un secteur-clé. Les deux mots à retenir sont : dépendance et pollution. Il est difficile de ne pas dériver un peu vers l'idéologie — c'est rare, mais de temps en temps la tentation existe... On a trop entendu dire que le capitalisme « sauvage » était gaspilleur, pollueur, non protecteur de l'environnement, ce qui est d'ailleurs bien souvent le cas, pour ne pas noter, lorsqu'on se rend à l'Est, que rien n'a été plus gaspilleur et plus pollueur que la planification !

Cela conduit à la conclusion que, par rapport à l'environnement, les systèmes, au mieux, sont neutres et que c'est la façon dont on les emploie qui compte.

C'est une constatation qui ne va pas très loin, mais comment ne pas la faire ? Si je me permets de l'exprimer en cet instant c'est qu'ayant récemment reçu les représentants « des Verts » dans ma circonscription, lorsqu'ils ont prononcé le mot « capitalisme », je les ai arrêtés. Ils se sont d'ailleurs arrêtés tout seuls... (*Sourires.*)

La parole est au sénateur Louis Minetti qui va nous faire part de ses positions sur les conclusions de la mission.

## **Prise de position**

**de M. Louis Minetti, sénateur des Bouches-du-Rhône, secrétaire de la commission des Affaires économiques et du Plan, membre du groupe communiste.**

**M. Louis MINETTI.** — Monsieur le président, monsieur le ministre, messieurs les ambassadeurs, mes chers collègues, mesdames messieurs, éminents spécialistes. Ni censeur, ni laudateur, ni Ponce Pilate, j'ai participé à cette délégation, pénétré des problèmes économiques graves des Françaises et des Français, les yeux ouverts sur les problèmes graves des trois pays concernés : Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie.

Parti d'un pays en crise appelée par certains celle du capitalisme monopoliste d'Etat, en tout cas « du système », selon les termes mêmes de M. le Président de la République, j'ai rencontré dans ces pays une crise, la crise de ce que M. le professeur Paul Boccard appelle « des pays à économie de rattrapage étatique se réclamant du socialisme ».

J'ai voulu mesurer ce qu'il y a de différent ou de comparable dans ces deux types de crise, en tout cas explorer une perspective, coopération ou domination, comme l'autre face de réussite ou d'échec des restructurations et des changements en cours.

Notre pays connaît des résultats importants quant à la capitalisation bancaire, aux bénéfices distribués et au développement de quelques créneaux industriels, tels l'aérospatiale, les télécommunications, mais menacés. M. le Président de la République, dans la récente émission « 7/7 », a reconnu que les inégalités se sont aggravées, inhérentes au système — ce sont ses propres termes. Ces inégalités fortes de crise, rappelées par d'autres statisticiens, les nôtres, sont les suivantes — je les énonce brièvement mais un autre débat serait nécessaire : trois millions et demi de chômeurs, selon les normes du Bureau international du travail ; notre caisse d'allocations familiales nous informe que six millions trois cents mille personnes n'ont pour vivre que 60 % du S.M.I.C. ; selon A.T.D. quart monde, huit millions de personnes ont moins de cinquante francs par jour pour vivre ; et enfin, le père Vreminski, a fait adopter par le Conseil économique et social son rapport sur la grande pauvreté qui précise que quatre cents mille personnes sont sans couverture sociale, quatre cents mille également sans logement.

Un examen plus fouillé devrait d'ailleurs aborder les thèmes de la précarité de l'emploi.

Un autre type de crise existe en Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie. Elle révèle des caractères communs à ces trois pays et des caractères spécifiques.

Dans les caractères communs : un système de gestion de l'économie et de la société hyper-centralisateur, de commandement administratif. Certes, on peut estimer, quoique de manière contradictoire, que ce système a obtenu historiquement des résultats ; notamment un rattrapage évident et effectif sur le monde capitaliste en général. Mais ces pays-là, chacun le sait — c'est moins contredit —, étaient enfouis dans une misère profonde. Hormis le quadrilatère de Bohême, nous savons tous que — selon les sources — douze à quinze millions de Polonais sur les trente-huit de l'actuelle Pologne se sont expatriés, résultats des vagues d'émigration, depuis 1900. Chacun sait aussi que la Hongrie est historiquement connue comme le pays du million de mendiants. Cette misère-là a disparu. A la place sont apparues des industries et une agriculture, en crise, mais qui existent et ont une relative importance. De plus, la plupart de ces industries supportent très mal la concurrence internationale des pays les plus avancés. C'est, me semble-t-il, la racine de la crise.

La crise de ce système est la manifestation de perte d'efficacité en tous genres, en particulier au niveau le plus immédiat de la vie courante. C'est la crise d'une voie de développement, d'un type d'accumulation sur le modèle ancien, connu depuis plus d'un siècle : modèle ancien de la formation de la grande industrie capitaliste.

Au titre des caractères spécifiques, à l'époque où nous y étions, la Tchécoslovaquie ne connaissait pas d'inflation significative mais enregistrait des distorsions importantes entre la Bohême et la Slovaquie. Quant à la Pologne, elle connaissait une hyper-inflation. La Hongrie possédait, elle, une très bonne agriculture, avec une économie depuis longtemps engagée dans la voie de réformes.

Ensemble, ces pays ne connaissaient pas de chômage et s'engagent sur ce qu'ils appellent « l'économie de marché ».

Cette terminologie est, à mes yeux, vague car le marché — cela nécessiterait d'autres colloques — existe depuis des millénaires, depuis le temps lointain des premiers échanges humains. Le marché a fonctionné aussi bien sous l'esclavagisme antique que sous la société féodale ou le système capitaliste. Il est une catégorie économique et non une ligne de partage.

Pour l'essentiel, et bien qu'il ne s'agisse pas d'aborder les problèmes idéologiques, capitalisme et socialisme se différencient par une formule qui mérite d'être explicitée : l'exploitation de l'homme par l'homme. Avec plus ou moins de succès, l'un la récuse, l'autre la développe.

Le rattrapage permis par l'organisation étatiste de l'économie a eu, entre autres, comme résultat le travail assuré, les loyers dérisoires, la bonne protection sociale — retraite, vacances et autres — la formation générale et sportive. Mais que deviendront ces acquis que le chômage massif annoncé mettra évidemment en pièces ? Ces acquis eux-mêmes sont en crise.

Je rejoins ici mes préoccupations françaises. Dans notre intérêt national bien compris, saurons-nous développer des coopérations industrielles, agricoles et de services, sources d'équilibre en Europe, ou laisserons-nous installer la seule domination bancaire, source d'autres aliénations ?

En un mot, laisserons-nous les grands groupes financiers imposer un type de rapports que l'on trouve en Afrique, en Amérique du Sud ou dans le Sud-Est asiatique ? La vulnérabilité actuelle des trois peuples concernés est grande, à la mesure de visées dominatrices. Le peuple français a tout à perdre, comme ceux de ces pays, à une telle perspective.

Bien que les conditions soient très différentes, cette domination financière opère comme un facteur commun de chômage et de difficultés de vie, à l'Ouest comme à l'Est, en s'attaquant aux acquis sociaux et nationaux.

Dans les vingt dernières années, notre économie nationale a beaucoup perdu de son efficacité, de ses capacités productrices, notamment en mécanique lourde, en machine-outils, en industrie légère. Mais elle a des atouts dans le nucléaire, les télécommunications, les transports ferroviaires, la pharmacologie, la chimie, les industries de service, voire dans certains secteurs de l'agro-alimentaire. Une collaboration devrait s'organiser donnant du travail aux uns et aux autres. C'est cette voie de coopération qu'il faut explorer, développer, faute de quoi la France continuera à s'abaisser devant l'Allemagne, même et surtout dans le cas d'une C.E.E. plus intégrée.

Comme ces trois pays ont des traditions nationales, disposent d'un niveau culturel élevé, d'un développement économique en crise, mais évident, il y a des risques d'explosions sociales — et ou — nationalistes inévitables qui pourraient intervenir avec des conséquences difficiles à prévoir. Dès lors que les systèmes économiques s'ouvrent les uns aux autres, leur finalités, c'est-à-dire la vie en société, les droits sociaux apparaissent comme le ciment de ce que l'on a appelé « la Maison commune européenne ».

En tous cas, c'est la conclusion centrale à laquelle j'aboutis.

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je ne voudrais pas que ceux qui nous font l'honneur d'être dans cette salle considèrent que les propos que M. Louis Minetti a tenus — et qu'il était tout à fait dans son droit de tenir — traduisent le sentiment général de la mission... (*Rires.*) J'imagine

que, les uns et les autres, vous aviez en vous-même apporté cette correction.

Il nous a donné une interprétation qui est celle du Parti communiste français. Je dois souligner que nous avons éprouvé un grand intérêt à avoir le sénateur Louis Minetti parmi nous pendant notre tour de ces pays. Mais l'honnêteté m'oblige quand même à dire, cher ami Minetti, que la thèse que vous venez de défendre — c'était une thèse — n'est pas seulement minoritaire en France et dans la mission sénatoriale française mais qu'elle est plus que minoritaire — pour ne pas dire absente — en Europe de l'Est.

J'ai tendu l'oreille et je n'ai jamais rien entendu de tel de la part de ceux qui ont vécu le système communiste. On en parle comme cela de l'extérieur, mais ceux qui vivent dans le système communiste n'ont qu'un rêve : le nôtre.

Et si nous avons entendu cela dans les trois pays dont je vous ai parlé, là où nous l'avons entendu peut-être le plus, c'est à Moscou, de la part du conseiller économique seul en titre de M. Gorbatchev, M. Petrakov. Ce qu'il a dit nous a stupéfaits. Je n'ose même pas rapporter ses propos car on pourrait croire que j'y mets quelque esprit pervers, mais ils étaient tout à fait sidérants. Et nous l'avons entendu d'une façon plus marquée encore de la part de l'académicien soviétique, M. Bogomolov, qui n'est rien moins que le président de l'Institut de l'économie du système socialiste mondial qui tient des propos dont le libéralisme ferait rougir Reagan... (*Rires.*)

Je tenais à apporter cette précision parce que l'interprétation tout à fait digne de notre collègue Minetti, est digne surtout par sa singularité. (*Rires.*)

Ayant dit cela, je tiens à le remercier d'avoir été un collègue aussi charmant pendant toute notre mission.

Mesdames et Messieurs, je vous invite maintenant à une brève pause car nous avons pris un peu de retard. Mon intention est de le rattraper à tout prix. (*Applaudissements.*)

La séance est suspendue.

(La séance est suspendue à 11 h 15.)

## PREMIER FORUM

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN TCHÉCOSLOVAQUIE, HONGRIE ET POLOGNE

La séance est reprise à 11 h 35, sous la présidence de M. Robert Laucournet, vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat.

**M. LE PRÉSIDENT.** — Mesdames, Messieurs, je vous propose maintenant d'ouvrir le premier forum que j'ai l'honneur de présider. Il concerne la situation économique, c'est-à-dire la photographie de l'existant, un coup de projecteur sur les constatations que la mission a faites dans ces trois pays.

En début d'après-midi, M. Philippe François présidera un forum sur les formes du soutien occidental et en fin d'après-midi, le président François-Poncet présidera, bien entendu, le forum de conclusion qui évoquera les perspectives géopolitiques, c'est-à-dire l'Europe de l'Est entre l'U.R.S.S. et la Communauté économique européenne. Nous avons pensé de la sorte couvrir à peu près globalement les thèmes de débat et vos préoccupations.

Dans l'immédiat, le coup de projecteur sur nos constatations vous fera part de nos découvertes et de nos surprises. Nous aurons, également, un débat qui sera animé par trois personnalités que je vous présenterai successivement.

Nos invités ont accepté d'écouter la salle et nous souhaitons vivement que vous interveniez le plus largement possible dans la limite du temps dont nous disposons. Nos invités vous répondront et ils pourront même dialoguer entre eux, ce qui animera notre débat et le rendra le plus fructueux possible.

Mon rôle est modeste. Il consiste simplement à présider ce forum, à animer et diriger le débat, mais je laisserai la plus grande place aux personnalités éminentes qui ont accepté d'y participer.

Notre première intervenante est Mme Marie Lavigne, docteur ès sciences économiques et diplômée d'études supérieures de russe, professeur à l'université de Paris I et directeur du Centre d'économie internationale des pays socialistes,

Mme Lavigne a publié un certain nombre d'ouvrages dont *Les économies socialistes, soviétique et européennes, Le Comecon, Les relations économiques Est-Ouest, et Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale*, en 1986.

Avant le départ de notre mission, nous avons entendu Mme Lavigne, car comme vous l'a indiqué M. le président François-Poncet, nous avons parfaitement préparé cette mission. Nous allons maintenant avoir le plaisir ainsi que vous mêmes, Mesdames, Messieurs, d'entendre cette éminente spécialiste du sujet que nous traitons aujourd'hui.

La parole est à Mme Marie Lavigne.

**Communication de Mme Marie Lavigne,  
professeur à l'université de Paris I.**

**Mme LAVIGNE.** — Monsieur le président, les propos que vous venez de tenir sont partiellement frappés d'obsolescence, comme d'ailleurs ce qui se passe dans les pays dits socialistes eux-mêmes. Je ne suis plus directeur du Centre d'économie internationale des pays socialistes depuis décembre dernier ; de toute façon, il aurait été difficile de conserver encore ce nom à ce centre. A ce propos, M. Bogomolov, que j'ai rencontré la semaine dernière, m'a informé du changement de nom de son institut. En effet, l'institut d'économie du système socialiste mondial est devenu l'institut d'économie des pays d'Europe centrale et orientale. Ainsi, il n'est pas nécessaire de se prononcer sur la nature du système. (*Sourires.*)

De la présentation qui a été faite tout à l'heure, je retiendrai essentiellement cette conclusion qui me semble résumer le tout : ceux qui vivent dans le système communiste n'ont qu'un rêve, c'est le nôtre. C'est en tout cas la version positive. En revanche, la version négative, c'est l'affiche que vous voyez sur les murs de cette salle et qui représente un parti hongrois utilisant tout de même des caractères russes pour signifier la fin des camarades.

Nous sortons du système et nous entrons dans un autre et comment parler, dans ces conditions, de la situation économique de ces trois pays, qui appelle de nombreux commentaires ? Nous pourrions évoquer les modalités de la transition vers le marché : transition progressive, approche graduelle, qui semble être celle de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie ; ou entrée immédiate dans le nouveau système. Nous pourrions parler des difficultés conjoncturelles que soulève ce passage et qui peuvent là aussi imposer soit un traitement de choc soit un traitement de médecine douce pour ne pas tuer le malade.

J'ai choisi un angle d'attaque particulier qui fait le pont entre les présentations de ce matin et celles que vous entendrez cet après-midi.

Par conséquent, je souhaite, répondre à la question : si l'on admet que ces pays veulent sortir de leur système et se précipitent vers le nôtre, doivent-ils le faire en ordre dispersé et chacun pour soi ou doivent-ils dans cette situation, tenter de reconstituer ou plutôt de créer un certain arrangement régional entre eux ? Car reconstituer quelque chose en l'empruntant au passé, c'est précisément ce que nous ne voulons pas faire en Europe centrale ou orientale.

Pour ma part, je pense, bien que l'idée d'un nouveau groupement économique régional soit totalement impopulaire aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est et surtout, à l'heure actuelle, à l'Est, qu'une solution à terme apparaîtra inévitable et est, dès maintenant, recommandable même si nous admettons, en effet, que le mouvement est irréversible et qu'à terme, ces pays s'intégreront non seulement dans notre système d'économie de marché mais aussi dans l'espace européen, comme nous l'évoquerons cet après-midi.

Je souligne l'utilité de la reconstitution d'un arrangement régional, précisément, pour résoudre les problèmes économiques très graves qui se posent actuellement à ces pays. Je vous ai indiqué que ce n'était pas une idée populaire. J'ajouterai que ce n'est pas non plus la réalité. Actuellement, le commerce entre ces pays décroît et la décroissance sera, selon toutes prévisions, beaucoup plus forte encore en 1990. Le C.A.E.M. se dissout et l'acte de décès sera probablement officiel à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin, lors de ce qui sera sans doute la dernière session de cette organisation dans sa constitution actuelle.

Les pays de l'Europe de l'Est s'éloignent actuellement de l'U.R.S.S., non pas tant pour des raisons fondées sur l'hégémonie soviétique d'autrefois qui n'est certainement plus menaçante aujourd'hui, mais tout simplement parce qu'ils considèrent que l'U.R.S.S. n'a pas encore pris le départ vers cette évolution qui, pour eux, est irréversible. Ils veulent non seulement couper les ponts avec l'U.R.S.S. mais aussi s'affranchir de leur dépendance mutuelle. C'est un peu comme dans une famille où se produit un divorce pénible et où les enfants réalisent tout à coup, après la séparation des parents qu'après tout, ils ne s'aimaient pas beaucoup entre eux et qu'ils préfèrent partir chacun de leur côté.

Cette évolution « centrifuge » a une version un peu moins radicale que nous rencontrons également à l'heure actuelle et qui est de conserver par nécessité un certain commerce avec l'Union soviétique, compte tenu des dépendances qui ont été rappelées tout à l'heure, tout en ne faisant rien, absolument rien qui pourrait laisser penser que l'on recherche une solution commune, que l'on cherche à fonder un groupement commun parce que, d'après ces pays — je pense que votre mission a dû en trouver des échos — tout regroupement aboutirait à retarder l'objectif d'entrer dans l'Europe et plus concrètement, dans la Communauté économique européenne.

Hier, j'ai lu dans *Le Monde* un entrefilet qui signalait l'ouverture du premier sommet « Adriatique-Danube » regroupant précisément les trois pays considérés, plus l'Autriche et la Yougoslavie à titre d'observateurs signalant l'ambiguïté et les difficultés d'un tel regroupement.

Pourtant, la seule solution que je vais tenter de justifier en quelques mots et qui me paraît acceptable pour ces pays, utile pour eux comme pour nous — car il ne faut pas oublier l'intérêt de ceux qui dispensent leur aide — est un nouvel arrangement régional pour lequel je ne donne pas de nom. Vous pouvez l'appeler, si vous le souhaitez, la « Cosa » comme l'a fait le parti communiste italien lorsqu'il s'est cherché une nouvelle dénomination. Ce nouvel arrangement ne remplacerait pas le Comecon puisqu'il n'est plus question de cette organisation, mais il permettrait d'instaurer une certaine concertation.

Ce groupement régional devrait-il comprendre l'U.R.S.S. ? A terme, c'est, à mon avis, inévitable. Cependant, compte tenu du climat actuel que nous observons, il est préférable de mettre l'U.R.S.S. de côté.

A quoi servirait un tel arrangement ? Je lui vois plusieurs domaines d'application.

Il aurait pour première utilité de faciliter cette restructuration qui est à l'œuvre à l'heure actuelle, ainsi que la transition vers une économie de marché.

Cette transition a beaucoup de composantes et elle implique, en tout cas, une restructuration sectorielle, c'est-à-dire l'élimination d'une grande partie des entreprises de l'industrie lourde, la modernisation, des grands monopoles d'Etat, voire la lutte contre ces grands monopoles.

Nous pourrions également ajouter une dimension dont il est beaucoup question à l'Est actuellement et qui a été évoquée tout à l'heure : je veux parler du développement d'industries non polluantes. Pour parvenir à ces objectifs, une concertation pourrait être utile, en s'inspirant d'expériences européennes passées. Après tout, nous avons également une industrie de l'acier beaucoup trop lourde et nous avons réduit nos capacités de façon concertée dans le cadre communautaire. Nous avons également lutté contre les monopoles, les ententes et les positions dominantes en utilisant des dispositifs du traité de Rome. Nous avons des actions concertées qui se dessinent dans le domaine de l'environnement. Pourquoi les pays de l'Est ne feraient-ils pas également cette expérience ?

A cet égard, je tiens à citer une proposition émise aux Etats-Unis par un sénateur républicain, proposition qui lie les problèmes de l'énergie et de la pollution. Comme il a été rappelé tout à l'heure, le développement énergétique de l'Europe de l'Est a été extrêmement polluant, car il reposait sur le charbon et la lignite. Ce sénateur a tout simplement suggéré que l'on accélère le passage de l'Europe centrale et orientale vers une balance énergétique fondée essentiellement sur le gaz,

en aidant à la fois ces pays et l'Union soviétique à développer les achats de gaz d'un côté et les livraisons de gaz de l'Union soviétique de l'autre, parce qu'un système énergétique davantage fondé sur le gaz serait moins polluant que le système actuel. Je vous livre cette suggestion assez intéressante, qui émane d'un sénateur républicain, que les Etats-Unis sembleraient assez prêts à soutenir.

La deuxième utilité d'un regroupement régional de ces pays et qu'une concertation régionale serait une amorce de solution aux problèmes monétaires. Elle permettrait, en particulier, à faciliter par une organisation mutuelle la marche à la convertibilité qui, pour tous les pays est un objectif primordial à l'heure actuelle. Là aussi, ces pays regardent vers l'Ouest, car ils veulent se débarrasser du rouble et ils ont raison. Ils veulent rendre leur monnaie convertible en monnaie occidentale. Nous y avons d'ailleurs intérêt parce que cela facilitera le développement de « joint ventures ».

Pourquoi laisser complètement de côté le problème de la convertibilité mutuelle de ces monnaies ? Sur ce point aussi, des propositions sont faites actuellement pour la mise en place de quelque chose qui rappellerait notre union européenne des paiements qui était un dispositif dérivant du plan Marshall.

Enfin, je pense qu'une organisation mutuelle de ces pays serait utile aussi dans le domaine purement commercial, car si ces pays s'orientent effectivement vers le marché, il est paradoxal qu'au moment même où ils affirment la nécessité du marché, ils s'enferment eux-mêmes dans des barrières protectionnistes. Actuellement, non seulement le commerce ne se libéralise pas entre la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie ou la Bulgarie, mais au contraire des barrières supplémentaires sont érigées. On rêve d'un libre échange avec les pays de l'Association européenne de libre échange, avec les pays de la Communauté, mais on ne veut surtout pas d'un libre échange mutuel.

Ce phénomène est paradoxal et posera certainement à ces pays des difficultés considérables dans l'ensemble du processus de leur transition vers l'économie de marché. Après tout, un marché régional pourrait être un entraînement à un marché international pour lequel ces pays ne sont pas encore préparés.

Voilà quelques idées que j'évoque devant vous et je pense qu'il serait dans l'intérêt occidental d'œuvrer dans ce sens plutôt que d'aprouver, comme nous le faisons, ces pays dans le rejet de tout ce qui leur rappelle le communisme passé. Devons-nous leur dire de jouer la carte occidentale, tout en sachant bien que nous n'avons pas l'intention de les accepter très rapidement comme des membres à part entière de l'ensemble occidental ? Mais c'est ce que nous verrons au cours de la séance de cet après-midi. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous proposerai, mesdames, messieurs, d'ouvrir le débat à la suite des trois exposés.

Notre deuxième invité que nous avons reçu au début de l'année lorsque nous préparions cette mission est M. Georges Sokoloff, docteur en géographie économique, docteur d'Etat en sciences politiques.

M. Sokoloff enseigne l'économie de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est à l'université de Paris III. Il est, par ailleurs, conseiller scientifique du ministère du Plan au Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

Ses publications sont nombreuses : *L'économie de la détente*, *L'économie obéissante* et plus de 200 études, articles et contributions à des ouvrages collectifs sur l'U.R.S.S., les pays est-européens, le Comecon et les échanges Est-Ouest.

M. Sokoloff, je vous donne la parole.

**Communication de M. Georges Sokoloff, conseiller scientifique du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (C.E.P.I.I.).**

**M. SOKOLOFF.** — Monsieur le Président, mon propos est également de traiter les trois économies qui nous intéressent ici aujourd'hui comme un ensemble. *A priori*, le trait d'union qui les regroupe semble s'imposer de lui-même. Et il n'est sans doute pas étranger, de la part de la mission sénatoriale, au choix de son itinéraire. La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie se sont distinguées par une détermination commune à opérer la mutation Plan-Marché. Elles ont, en outre, essayé de transposer cette détermination à l'échelle internationale en déclarant vouloir bâtir ensemble, sur les ruines du C.A.E.M., un groupement précisément fondé sur l'adhésion de ses membres aux principes du marché.

En examinant cependant la situation de plus près, on peut se demander si le principe d'amalgame qui semble ainsi s'imposer de lui-même est le bon. Je ne m'interrogerai pas sur la viabilité d'une triade économique qui compterait plus de milliards de dollars de dettes que de millions d'habitants. C'est d'ailleurs un argument auquel les Tchécoslovaques sont de plus en plus sensibles. Je ne m'étendrai pas non plus sur une autre observation : la détermination des trois pays à sauter dans l'eau froide du marché est peut-être commune, mais pas égale. Si nous présentons ce constat en termes économiques simples, les Polonais ont laissé exploser les prix et ont durement sous-indexé les salaires. Les Hongrois lâchent les prix avec une laisse et sans sous-indexer réellement les salaires. Les Tchécoslovaques discutent encore de tout cela au bord du bassin.

Je me demande si ce qui unit finalement le plus nos trois pays, au-delà de ce que leurs nouveaux dirigeants ont pu dire ou faire dans le

sens du marché, ne tient pas à la pesanteur de certains éléments de leur structure économique, notamment telle qu'elle est déterminée par le rapport entre l'Etat et les entreprises. Ce rapport n'exclut pas la mutation vers le marché, il suppose par la suite — et sans doute pour une durée de temps suffisamment longue — une économie beaucoup plus mixte, à mon sens, que celle que Jeffrey Sachs souhaiterait voir s'installer rapidement en Pologne et ailleurs.

Ce jugement repose sur trois groupes principaux de considérations.

En premier lieu, l'Etat devra conserver un rôle important en matière de protection sociale. Je sais qu'il existe une théorie des anticipations voulant que, une fois le changement de système jugé crédible par le public, celui-ci adapte son comportement : en l'occurrence, il renoncerait de lui-même à sa mentalité d'assisté. Je sais aussi — les Polonais sont là pour la prouver — que le nationalisme anti-soviétique fournit la substance, émotionnelle sinon rationnelle, d'un pacte social entre les peuples et les gouvernements, qui permette aux uns et aux autres de mieux supporter les rigueurs sociales de l'entrée dans le marché. Néanmoins, l'ampleur et la durée des sacrifices exigés par la mutation — en termes de hausse des prix, de sous-indexation des revenus, d'insécurité de l'emploi — sont telles qu'il ne me semble pas que l'Etat puisse renoncer à son rôle de protecteur. Or, les incidences budgétaires et réglementaires de ce rôle pèseront nécessairement sur la liberté d'action des entreprises.

En deuxième lieu, l'Etat doit conserver un rôle protectionniste dans le domaine des relations économiques extérieures. Selon les économistes libéraux qui conseillent Solidarité, c'est faux en théorie : la compétitivité des taux de change devrait assurer d'elle-même l'équilibre commercial, tandis que la convertibilité de fait de la monnaie devrait attirer les investissements étrangers et contribuer aussi au rééquilibrage automatique de la balance des paiements. Je n'en suis pas convaincu en réalité. N'oublions pas que nos trois pays, étaient tributaires, fût-ce à des degrés divers, de leurs échanges avec l'U.R.S.S. et que l'éclatement actuel de ce cadre ne fera qu'accentuer leurs problèmes financiers extérieurs : à l'exportation — je pense à la faillite de la société Ikarus et aux difficultés de nombreuses autres entreprises est-européennes — comme à l'importation. Sur ce dernier point, je rappelle que nos trois pays devront prochainement régler en devises à l'U.R.S.S. une facture pétrolière et gazière d'environ 12 milliards de dollars. Compenser en offrant davantage de produits « forts » à l'U.R.S.S. n'est pas vraiment une solution pour eux. Cela reviendrait en effet à soustraire ces produits des exportations destinées à l'Ouest, alors même que ces exportations seront déjà amputées, à concurrence de 25 % environ, des recettes jusqu'ici procurées par la vente de produits pétroliers soviétiques transformés.

Autrement dit, le déficit des balances des paiements en devises convertibles risque de se creuser encore à un moment où, dans deux au

moins des trois cas que nous examinons, l'endettement extérieur est plus que critique.

La négociation d'une sortie plus douce du C.A.E.M. permettrait peut-être d'étaler le choc et il faudrait, me semble-t-il, que l'Ouest soit impliqué dans cette négociation. Car c'est réellement un sujet de négociation économique internationale. En tout état de cause, il me semble difficile d'imaginer que les entreprises de nos trois pays conservent la liberté d'importation qu'elles ont actuellement en Pologne. Je crois plutôt en une longue période de strict contrôle des changes.

En troisième lieu, il est évident que l'Etat restera à la tête d'un important secteur public. Cette affirmation semble en contradiction avec le slogan désormais général de « privatisation ». Pourtant, un examen même rapide de l'assiette des privatisations possibles se révèle plutôt préoccupant.

Sans conteste, le secteur privé peut se répandre rapidement dans l'agro-alimentaire, les industries légères, la construction, les services, etc. Mais le problème se pose surtout au niveau des grandes entreprises. Là, l'étranger peut dans doute acquérir une partie du capital. C'est d'autant plus souhaitable que les entreprises occidentales ont un rôle essentiel à jouer dans la restructuration de ces économies. Néanmoins, les acquisitions seront limitées par la qualité des actifs disponibles, par le nationalisme ambiant et par l'appréciation qui sera faite du risque d'investissement dans des pays dont l'évolution reste incertaine. D'autre part, certaines entreprises seront sans doute liquidées, notamment dans la filière des industries d'armement, qui sont comme un caillot dans le système circulatoire de ces économies. Pour le reste, l'idée est de le vendre, par actions, à la population. Cependant, surtout si elle se trouve purgée de l'excès de liquidités faisant obstacle au rétablissement de l'équilibre macro-économique, l'épargne locale sera sans doute insuffisante pour acquérir une partie significative du patrimoine national. Le problème se résoudra probablement par un jeu de participations croisées entre entreprises publiques. Autrement dit, l'Etat demeurera propriétaire non seulement des secteurs « stratégiques » qu'il entend normalement se réserver, mais aussi d'une série d'entreprises restées sans acquéreur.

Or, l'excès de capital public risque de fausser le jeu du marché sous l'effet bien connu « d'arrangements » entre gestionnaires qui se connaissent trop bien et qui seraient trop dépendants du pouvoir pour durcir entre eux les règles du jeu, notamment pour s'imposer de véritables contraintes budgétaires. Certains, comme Jeffrey Sachs, considèrent que le choc initial de l'immersion dans le marché fera disparaître d'emblée ces mauvaises habitudes ; d'autres espèrent — et cela me paraît plus sérieux — que les élections libres donneront naissance à une nouvelle génération de gestionnaires. Il faut l'espérer, mais également réfléchir aux positions où des hommes neufs et compétents seraient les plus utiles : vraisemblablement, à la tête de structures d'intermédiation entre l'Etat et les entreprises (institutions financières notamment).

Pour conclure, j'ai défendu l'hypothèse de l'économie mixte non seulement parce qu'elle me paraît réaliste, mais aussi et surtout parce qu'elle présente, lorsqu'on la regarde en face, un certain nombre de pièges qu'il vaut mieux déceler avant qu'ils ne représentent un véritable danger pour la mutation Plan-Marché. Cela ne sert pas à grand-chose d'infliger à un obèse une cure d'amaigrissement drastique, lorsqu'on sait que tous ses amis sont pâtisseries et qu'ils le gaveront d'éclairs au chocolat sitôt la cure achevée. Certes on ne peut pas tirer prétexte des mauvaises fréquentations de notre malade pour ne rien faire. Cependant, le choc thérapeutique initial ne sera positif que si on garde à l'esprit le milieu dans lequel évolue le patient et si on y aménage les contrepoids nécessaires.

Ainsi le vrai tour de force que devront réaliser les responsables des économies est-européennes (et leurs conseillers) sera de faire fonctionner le marché à l'encontre de pesanteurs sociologiques, de contraintes extérieures et de structures de propriété largement anticoncurrentielles. Cela dit, il vous appartient d'intégrer à ces réflexions une autre dimension encore : les économistes et surtout les économistes habitués à la contemplation des pays de l'Est pêchent souvent par excès de pessimisme. L'un d'eux, précisément, portait dans la revue *Communist Economies* (cela existait encore) ce jugement tout de même excessif sur l'avenir du système économique tchécoslovaque : « *Beaucoup de détails changeront, mais il n'est pas raisonnable de s'attendre à des changements plus profonds ou d'espérer une transformation du modèle dans son ensemble.* » C'était au début de l'année 1989 et l'auteur s'appelait Vaclav Klaus ! (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — L'impression que j'ai recueillie au cours de ce voyage dans ces trois pays, c'est que les opposants au système antérieur s'étaient réfugiés dans des organismes de planification. Nous avons rencontré partout des personnes qui surgissent maintenant, soit dans la vie économique, soit dans la vie politique qui sont restés pendant cinq ans, pendant dix ans, cachés, terrés dans des organismes qui étaient chargés de faire de la planification et des études économiques, avec des statistiques faussées, déformées ou mises au placard, nous a-t-on dit, quand elles ne correspondaient pas aux normes et aux impératifs politiques du moment.

Pour répondre à ces planificateurs qui surgissent maintenant et qui prennent la direction des affaires, la commission a pensé que le meilleur moyen était de vous présenter M. Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan. Nous l'avons rencontré la dernière fois à Prague au dîner de l'ambassade où il était entouré de M. Dlouhy, ministre de la Planification et de M. Klaus, ministre des Finances.

Je donne donc la parole à M. Lionel Stoléru qui, depuis des mois, est notre ambassadeur itinérant dans ces pays qui nous appellent, qui sollicitent nos conseils, qui nous demandent aussi de former des hommes.

**Communication de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat  
auprès du Premier ministre, chargé du Plan.**

**M. STOLÉRU.** — Il n'est pas très facile actuellement de se rendre dans les pays de l'Est avec la casquette de secrétaire d'Etat au Plan. C'est un mot qui sert de repoussoir et la première chose consiste à expliquer que si nous nous occupons du Plan, et que, en conséquence, notre concept de Plan n'a rien à voir avec celui des pays de l'Est.

Cela dit, je me félicite tout d'abord de cette initiative du Sénat qui est en pointe dans cette action de communication et de travail sur les pays de l'Est. En France, il me semble que malgré l'intérêt des télé-spectateurs pour telle ou telle révolution que nous retransmettent les écrans, une fois l'actualité passée, l'intérêt se porte sur d'autres sujets et les responsables économiques ne portent pas suffisamment leur attention sur la révolution économique qui se déroule en Europe de l'Est. Il ne faudrait pas que nous soyons en retard et l'action du Sénat est, à cet égard, tout à fait utile ; j'y vois une preuve de plus du dynamisme habituel de Jean François-Poncet qui me demande toujours à quoi sert le Plan. Je répondrai que le Plan sert à préparer le marché dans les pays de l'Est. (*Sourires.*)

Je constate néanmoins que la mission a tout de même choisi la facilité en ne retenant que trois pays sur les sept d'Europe de l'Est, qui s'étend jusqu'à l'Asie. L'U.R.S.S. est un problème en soi, je le reconnais. Quant à la R.D.A., admettons que la R.F.A. s'en occupe ; mais sur les cinq autres, vous avez laissé de côté les plus difficiles, si je peux m'exprimer ainsi, la Bulgarie et la Roumanie. Ces pays sont dans des situations encore plus arriérées par rapport au marché que les trois qui ont fait l'objet de votre sollicitude. Je suggère donc qu'une deuxième mission complète ce tour d'horizon pour ne pas oublier ces deux pays qui, de surcroît, sont des pays francophones.

Sur les trois pays qui font l'objet de notre colloque, je tiens à faire part de quelques idées simples, qui, à la lumière d'une série de déplacements qui nous ont effectivement conduits dans les six pays de l'Est — car la R.D.A. est vraiment prise en main et n'a besoin de personne d'autre que du chancelier Kohl — semblent se détacher comme les idées forces du débat économique.

Première idée force qui a eu un peu de mal à faire son chemin : la révolution économique est plus difficile que la révolution politique. Evidemment, cette idée est difficile à faire admettre, car lorsqu'on a été sous le joug du totalitarisme et qu'on a souffert du goulag ou de l'absence de liberté, on estime, une fois qu'on s'est débarrassé de la dictature politique, que c'est gagné. Malheureusement, c'est faux. Je ne sais pas

combien de temps et combien d'efforts sont nécessaires pour se débarrasser d'une dictature. Vaclav Havel nous a entretenus de ce sujet lorsque j'étais à Prague et lorsqu'il est venu à Paris ; et il en parle en connaissance de cause pour y avoir réfléchi en prison pendant un certain temps, quand tant d'autres y sont morts. Néanmoins, une fois qu'on arrive à se débarrasser de la dictature, cela se fait en quelques semaines ou en quelques mois. Ainsi, en l'espace d'une année, l'ensemble des pays de l'Est ou presque se sera affranchi politiquement et aura accédé à un système démocratique avec un pouvoir issu d'élections libres.

En revanche, la révolution économique ne peut pas se faire aussi rapidement que la révolution politique. L'idée que l'économie ne se modifie pas aussi rapidement que le politique, que l'on ne passe pas du Plan au marché aussi rapidement que l'on passe de la dictature à la démocratie est une idée difficile à faire admettre dans ces pays, d'autant plus que les deux types de liberté sont liés. Elles sont liées pour le meilleur et pour le pire, c'est-à-dire que si les performances économiques de ces trois pays pour ne parler que d'eux s'avéraient décevantes, nous pourrions nous attendre à des conséquences politiques en retour qui pourraient être dramatiques.

Les espoirs mis par chacun des citoyens dans ce que leur apportera la révolution, c'est la liberté, certes, mais aussi le niveau de vie. Quand on a cassé le mur de Berlin, on s'est précipité à Berlin-Ouest pour respirer l'air de la liberté, mais on s'est également précipité dans les magasins de Berlin-Ouest. J'ignore d'ailleurs laquelle de ces deux aspirations étaient la plus vive. Toujours est-il que si on n'aboutit pas à des satisfactions économiques ou à des espoirs économiques, on peut parfaitement imaginer que l'effort politique de libération des peuples échoue. Ainsi, ces pays risqueraient de se retourner, peut-être pas à nouveau vers le communisme, mais vers d'autres formes tout aussi désagréables qui pourraient être un national-populisme ou je ne sais quelle forme de dictature de type péroniste. Ainsi, les peuples se seraient-ils libérés d'un joug pour tomber sous un autre parce qu'ils reprocheraient à leur nouveau gouvernement démocratique de n'avoir pas su améliorer leur situation économique.

Deuxième point qui est lié au précédent : quelle que soit l'hésitation de ces pays lorsqu'on pose le problème en ces termes, c'est-à-dire la nécessité de réussir l'économie dans la foulée du politique, la décision du choix de l'économie de marché doit être clairement affirmée. Vous n'êtes pas sans savoir que cet objectif n'est pas évident et l'ensemble de ces pays ou presque s'est interrogé sur le but qu'il fallait poursuivre en matière économique.

En U.R.S.S., ce débat dure depuis cinq ans dans le cadre de la *perestroïka*, surtout depuis l'élection de Gorbatchev à la présidence de la République. Ce tournant est visiblement très important, mais il ne fait pas l'objet de nos débats sur les pays de votre mission.

Les autres pays se sont demandé s'il n'existait pas une troisième voie qui permettrait d'avoir les avantages des deux systèmes, c'est-à-dire le niveau de vie occidental et le mode de vie d'Europe centrale, un mode de vie où l'on ne se fatigue pas trop, où la notion de productivité ne signifie rien, où l'on fait ses courses pendant les heures de travail, etc.

Le cheminement de l'idée selon laquelle on ne peut pas avoir les vitrines de Paris avec les prix de Prague, qu'on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre et qu'il existe un tout, à prendre ou à laisser, a été progressif, mais ces pays en ont maintenant conscience. L'objectif du marché est dorénavant reconnu dans ces pays sans qu'on soit obligé de mettre des qualificatifs du type « marché planifié », « marché socialiste » ou autre ; l'objectif est le marché.

Ce constat est important car l'objectif du marché doit être affiché clairement si l'on veut avoir une chance d'y parvenir un jour. L'un des thèmes que nous avons développé dans ces pays auprès des responsables qui s'interrogeaient sur ce qu'il fallait faire et sur cet objectif est le suivant : s'il existe une démarche qui, en tout état de cause, n'aboutira pas, c'est celle de s'orienter vers le marché en cachette. Un gouvernement qui prendrait en cachette des réformes pour parvenir au marché serait certain de cumuler tous les inconvénients et d'échouer. En effet, on ne fera pas les révolutions économiques nécessaires en douce et si l'on n'a pas prévenu les citoyens de l'évolution à venir, il est évident qu'on ne peut pas aller très loin.

Ainsi, apparaît la troisième idée, celle de la **rupture** ou de la **transition**. Nous estimons que la réponse à cette interrogation est la **rupture et la transition**. C'est le grand débat à la mode à l'Est : la thérapie de choc ou les petits pas.

Il est clair qu'il n'y a pas rupture ou transition, mais rupture et transition. En ce qui concerne, par exemple, le système de prix qui est évidemment déterminant dans cette affaire, nous avons tenté d'expliquer, non sans mal, à nos interlocuteurs que la logique du prix socialiste, c'est-à-dire la formation réglementée du prix, la formation planifiée, la formation dirigée du prix à partir des coûts de revient ne conduirait jamais à un prix de marché de l'offre et de la demande. On peut décentraliser ou améliorer la formation des prix, aucune convergence n'est possible entre un prix de revient et un prix de vente. A cet égard, j'ai souvent développé l'exemple du prix du brin de muguet offert le 1<sup>er</sup> mai pour expliquer que le prix de l'offre et de la demande fait que le 1<sup>er</sup> mai le muguet a une valeur importante et que le 2 mai, le brin de muguet a une valeur quasi-nulle. Aucune analyse de prix de revient ne permettra jamais d'expliquer ce phénomène de l'offre et de la demande du marché. Il s'agit donc d'une **rupture** totale car il n'existe aucune continuité possible entre un prix de revient et un prix de vente.

Cependant, dans le cadre de cette rupture totale, intervient une transition, c'est-à-dire que nous ne sommes pas obligés, le jour du grand

soir ou le soir du grand jour, de libéraliser totalement la formation des prix pour les dizaines de milliers d'articles qui font la vie quotidienne. Lorsqu'on libère un prix, c'est une rupture mais on peut étaler dans le temps la libération progressive des divers prix en ne s'amusant pas, pour commencer, à faire joujou avec le prix du pain, celui de la viande ou celui des loyers.

Par conséquent, la rupture intervient dans la mesure où l'on change totalement de mécanisme de formation des prix, et la transition dans la mesure où on commence par modifier un certain nombre de prix et où on étend progressivement le dispositif jusqu'à couvrir l'ensemble du champ économique, de préférence en terminant par les prix des produits de première nécessité.

Cet exemple de rupture et transition est absolument fondamental et il se vérifie dans les autres domaines. Naturellement, il ne faut pas confondre ce phénomène avec ce qui se passe en Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne, c'est-à-dire avec l'arrêt des subventions aux prix des produits de première nécessité, comme les prix alimentaires. Ce n'est pas parce qu'on arrête de subventionner des prix que les prix sont libres. Si on arrête de subventionner la viande, le prix de la viande augmentera bien qu'il soit toujours fixé par l'Etat à un niveau plus élevé, ce qui n'a rien à voir avec un prix de marché. Sur ce point, nous avons des discussions de vocabulaire à n'en plus finir sur le sens de l'expression « libérer les prix », qui ne consiste pas à supprimer les subventions aux prix tout en continuant à fixer les prix de manière réglementaire. Cela consiste à laisser le consommateur, par l'offre et la demande, fixer librement le prix.

Ce phénomène de rupture et transition est essentiel et il doit être pris en compte. Comment les économies de ces trois pays organiseront-elles cette rupture et cette transition ? Le cas de la Pologne est assimilé à celui du « big bang », c'est-à-dire qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1990, on plonge et on est dans le marché. Naturellement, c'est faux. Il est vrai que la Pologne a pris une série de décisions de ruptures importantes au 1<sup>er</sup> janvier, mais elles ne constituent pas du tout la totalité des décisions qu'il faut prendre pour s'orienter vers le marché. Je citerai un exemple simple, celui du zloty qui n'est pas convertible. On a amené le zloty vers un prix de marché correspondant environ à celui du marché noir, donc un prix d'équilibre qui n'est pas trop mauvais. Cependant, premièrement, le zloty n'est pas convertible ; deuxièmement, le taux de change est fixé ; troisièmement, il faut tenir compte du fonds de stabilisation en devises. Lorsque les devises feront défaut, le zloty reprendra des évolutions aléatoires.

Par conséquent, même dans le cas de la Pologne, nous ne sommes pas dans une rupture où, du jour au lendemain, on se jette à l'eau dans l'économie de marché. Pourtant, la Pologne est le premier pays à s'être imposé les mesures les plus radicales. De toute façon, dans le cas de la

Pologne et *a fortiori* pour les autres, la transition durera des mois et des mois.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, les premières semaines de la réforme polonaise sont assez réconfortantes. Tout le monde souligne un taux d'inflation de 75 % le premier mois, mais ce n'est pas énorme quand on part d'un système de prix totalement artificiel pour aller vers un système de prix de marché. Par ailleurs, dès le mois de février, la courbe de l'inflation est descendue et nous avons le sentiment que le choc sur les prix en Pologne a été assez bien digéré puisque l'inflation normale que nous pouvions attendre de la libération de certains prix s'est apaisée une fois que l'équilibre de l'offre et de la demande a été atteint. Nous voyons même se stabiliser un certain nombre de prix.

Cependant, il faut savoir, en premier lieu, ce que deviendront les salaires. La grand mérite de la décision polonaise, c'est d'avoir désindexé les salaires. Non seulement l'indexation est interdite mais elle joue en sens inverse, c'est-à-dire qu'il est interdit d'augmenter les salaires de plus de 60 % de la hausse des prix le premier mois, puis 40 %. La Pologne a parfaitement compris que le risque majeur du passage au marché, c'est la spirale infernale inflation-salaires. Vous partez de 75 % et vous vous retrouvez à 1000 % très rapidement.

Du côté de la **demande**, l'expérience polonaise sur trois mois est donc plutôt satisfaisante. En revanche, elle est beaucoup moins convaincante du côté de l'**offre**, car quand on libère les forces du marché, c'est naturellement pour qu'au niveau de la production, la concurrence et le dynamisme participent à l'augmentation de l'offre. Or, actuellement, après trois mois, en Pologne, la production diminue et on ignore si les exportations ont suffisamment bénéficié de l'ajustement du zloty par rapport à son cours précédent.

Dans les autres pays, nous n'en sommes pas là. La Tchécoslovaquie et la Hongrie digèrent leurs élections et il faudra voir ce que seront les mesures effectives, même si le discours est bien celui du passage au marché.

Je rejoins les propos de Mme Lavigne, qui assez curieusement coïncident tout à fait avec une série de réflexions que nous menons actuellement sur le C.A.E.M. : on ne peut pas passer au marché sur le plan national tout en étant dans un système international ou interrégional qui soit contradictoire avec le marché. Par conséquent, le C.A.E.M. doit être supprimé ; mais doit-il être supprimé totalement et chaque pays doit-il se précipiter vers le marché mondial ?

Nous avons le sentiment, là aussi, qu'une transition du C.A.E.M. sera absolument indispensable. Jeter le bébé avec l'eau du bain aurait pour conséquence que ces pays seraient dans une situation totalement non concurrentielle sur le marché mondial et, dans cette hypothèse, ou ils se refermeraient comme une huître en autarcie, ce qui serait pire que

tout, ou bien ils seraient en faillite immédiate dans des conditions tragiques.

Par conséquent, un champ régional de transition avec la concurrence internationale, où les pays de l'Est feraient entre eux l'apprentissage du commerce concurrentiel nous paraît également une voie assez sage dans cette entrée dans le marché.

Enfin, je voudrais dire un mot du contexte culturel de la transition vers le marché.

M. Abalkine qui est chargé de la réforme à Moscou me disait à propos du système de prix que les Polonais préféreraient payer leurs produits plus cher et ne pas faire la queue, alors que les Russes préfèrent payer leurs produits moins cher et faire la queue puisque de toute façon, ils font la queue pendant leurs heures de travail. (*Sourires.*) Evidemment, c'est un raisonnement contre lequel nous n'avons aucun argument.

Dans le cadre de ces transitions que nous observerons, les chocs culturels, économique et social sont tels qu'en tout état de cause, il faut réunir les conditions d'un consensus politique, économique et social. J'ignore si la réforme polonaise réussira, je le souhaite ; en tout cas, je suis certain qu'elle aurait déjà échoué si la Pologne n'avait pas le cas particulier de l'alliance Solidarnosc-Gouvernement, c'est-à-dire un consensus politico-social. Il est évident que dans un autre pays qui ne bénéficie pas de cette alliance une expérience similaire aurait déjà échoué, faute de ce support qui permet d'accepter des évolutions brutales et particulièrement douloureuses pour les citoyens concernés, telles que sont l'inflation et le chômage. En attendant le paradis de l'économie de marché, on commence par passer par le purgatoire de l'inflation et du chômage.

Ce consensus doit se traduire dans les autres pays et il faut qu'en Tchécoslovaquie et en Hongrie, il se crée. L'idée que se forment des gouvernements de coalition et d'union nationale dans une période aussi exceptionnelle, est une idée forte. Les pays qui, après des élections libres et l'élection d'une majorité, réussiront à associer l'opposition au processus politique et économique sont des pays qui réussiront mieux que ceux qui auront à subir le feu des critiques constantes de l'opposition au cours de la période de transition vers le marché.

Cette période est suffisamment difficile pour que l'union nationale, non pas comme règle de gouvernement, mais à titre exceptionnel puisse fonctionner. Le principe de table ronde majorité-opposition sur la réforme économique avec la recherche d'un consensus, l'association des syndicats sont des éléments déterminants pour le succès de l'opération.

Inversement, comme l'indiquait M. Sokoloff, qui nous a beaucoup aidé dans ces missions et ces travaux sur l'Europe de l'Est, les problèmes à la mode comme les privatisations sont tout à fait accessoires. En

Tchécoslovaquie, la caractéristique de ce pays par rapport aux autres, c'est d'avoir d'énormes monopoles. L'industrie tchécoslovaque est concentrée entre quelques grands combinats qui n'obéissent ni aux consommateurs, bien évidemment, ni au Gouvernement. Le problème de faire obéir ces monopoles n'est pas lié aux privatisations, mais à la restauration de l'autorité de l'Etat. Comme il m'est arrivé de l'indiquer un peu brutalement dans des conversations, face à ces comportements de monopole, il est sans doute plus efficace de mettre à la porte le directeur que de privatiser l'entreprise. Non seulement l'effet est bénéfique pour l'entreprise considérée, mais cela sert de leçon pour les autres. Si vous y ajoutez le fait que l'argent fait défaut pour privatiser de manière interne et que vendre, brader au capital international les entreprises vitales d'un pays n'est pas non plus une bonne stratégie, je ne crois pas que la création d'une Bourse à Budapest soit de nature à modifier l'évolution vers le marché d'un pays comme la Hongrie. Ce sont des gadgets par rapport aux problèmes de fond.

Pour conclure, je signalerai à nouveau que les calendriers économique et politique sont liés. Tous ces pays ont fait leur révolution, ce qui était une étape. Ils s'aperçoivent maintenant que le processus économique sera difficile et lent, mais ils sont dans l'étape politique des élections libres : la Hongrie, dimanche dernier, la Tchécoslovaquie, dans un mois et la Pologne dans un processus plus continu, ainsi que tous les autres : la Bulgarie au mois de juin, la Roumanie, fin mai, etc.

La minute de vérité sera ce que nous appelons l'état de grâce et qui existe dans toute démocratie. Le gouvernement qui vient d'être élu ou qui sera élu dans ces pays à la suite des élections libres, est un gouvernement qui pendant trois mois aura tous les pouvoirs pour prendre ou non les décisions de rupture pour aller vers l'économie de marché. Pour les hommes d'affaires qui se demandent s'ils peuvent croire ou non à la transition vers le marché de ces pays, le test est simple. Les pays qui, dans les trois mois après les élections libres, auront pris les textes de loi sur les ruptures fondamentales, sur le système de prix, de crédit, etc. seront crédibles dans leur marche vers l'économie de marché. Ceux qui, pour de bonnes raisons, expliqueront qu'il faut attendre que se mette en place tel ou tel phénomène ou tel ou tel équilibre et qui n'auront pas, dans les trois mois, pris des mesures structurelles fondamentales vers l'économie de marché, sont des pays qui n'iront jamais en économie de marché. (*Applaudissements.*)

6

**M. LE PRÉSIDENT.** — Mesdames, Messieurs, je vous propose maintenant d'ouvrir le débat qui ne pourra malheureusement pas se prolonger longtemps compte tenu de l'heure avancée.

Dans un premier temps, nous enregistrons toutes les questions et, dans un second temps, l'orateur concerné répondra ou apportera des précisions.

**M. WILD, chef du département pays de l'Est du C.E.P.I.I. —** Il ne m'appartient pas de faire la synthèse des communications qui ont été présentées et bien que je sois plutôt spécialisé sur l'économie de ces pays, je voudrais insister sur un point sur lequel M. Barbier a fait une excellente intervention : le problème des sociétés.

Ces sociétés n'ont pas fini, me semble-t-il, de nous surprendre. Elles nous ont surpris tout au long de l'année 1989 en faisant la preuve de capacités fantastiques à bousculer les règles du jeu, leurs systèmes et j'ai l'impression que, les grandes surprises à venir, ce sont elles qui nous réservent.

Ce qui me frappe beaucoup, c'est qu'un pays comme la Pologne qui était considéré comme le plus indocile de l'ensemble des pays de l'Europe centrale et orientale, qui, en 1956, en 1970 et en 1976, était descendu dans la rue pour réagir contre des hausses de prix de 20 % a supporté un taux d'inflation de 1 350 % sur la période annuelle. J'estime que cette constatation est très intéressante et notre prospective de la transition dans ces pays est faussé par le fait que nous ignorons complètement quelles sont les capacités de ces sociétés à supporter les coûts sociaux et à s'orienter plus ou moins rapidement dans cette voie.

Encore une fois, ce qui est demandé à ces sociétés, c'est non seulement de résister et de supporter les coûts sociaux de la transition, mais c'est aussi d'engendrer un réseau de petites et moyennes entreprises qui constitueront la relève. Ce phénomène permettra progressivement d'adapter l'offre sociale à la demande sociale réelle et il permettra à ces pays de s'orienter vers la compétitivité internationale. Là aussi, j'ai l'impression que nous serons surpris agréablement par les capacités de ces sociétés à faire naître les nouveaux tissus industriel et social. C'est par là que se fera la vraie privatisation de ces économies.

Encore une fois, j'ai été très surpris par ce qui s'est passé en Pologne où dans le cadre d'une chute globale de la production industrielle, nous notons une forte croissance de la production industrielle et des services qui relèvent de l'entreprise privée.

En conclusion, à la suite des différents exposés que nous avons entendus ce matin, apprêtons-nous à être étonnés par la capacité de ces sociétés à réaliser la transformation qui les attend.

**M. RICHET, professeur à l'université Panthéon-Assas. —** Je souhaiterais faire une remarque à la suite des propos tenus par MM. Stoléru et Sokoloff ; ma question s'inscrit dans le sens de l'intervention de M. Wild.

Je crois que c'est l'économiste américain Freidman qui a indiqué que l'économie, c'est un peu comme le tango, il fallait être deux pour y participer et, dans votre exposé, vous avez mentionné les problèmes macro-économiques, les problèmes de la demande, mais il faut tenir

compte de l'autre versant, celui de l'offre, ainsi que, comme le soulignait Gérard Wild à l'instant, celui des opérateurs.

D'après Gérard Wild, nous pouvons nous attendre à voir émerger un réseau de PME. Personnellement, je n'en suis pas persuadé, car comme l'a fait remarquer Georges Sokoloff et M. Stoléru, nous avons, d'un côté, de très grandes entreprises, des monopoles et, de l'autre côté, nous n'avons que des micro-entreprises, de toutes petites entreprises de la seconde économie. Lorsque nous connaissons la richesse de nos sociétés d'économie de marché, nous nous apercevons que c'est tout de même un réseau de petites entreprises qui fait le tissu industriel en France, les PME représentant plus de 90 % des entreprises. Par conséquent, quelle est la capacité à engendrer très rapidement ce flux de petites entreprises ? En outre, si nous parlons de l'aide occidentale, faut-il que nous nous orientons dans cette direction pour apporter notre savoir-faire dans le domaine de la création de ces PME ?

**M. HUMBERT, directeur Europe du nord de Pierre Fabre cosmétique.** — Je tiens à vous faire part de mon expérience parce que, depuis environ une douzaine d'années, je voyage dans ces pays, que ce soit en U.R.S.S. que je connais de Léningrad à Irkoutsk et j'ai beaucoup vendu à l'U.R.S.S. y compris à l'Armée rouge ou en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie.

En tant qu'entreprise, je n'ai pas tout à fait le même enthousiasme que vous, compte tenu du nombre de difficultés qui s'opposent actuellement à des accords entre les entreprises européennes et celles des pays en question. Vous pouvez d'ailleurs le constater par le nombre très faibles d'accords de « joint ventures » qui ont été passés avec ces pays, soit environ 3 350 et pour la plupart d'entre eux pour des investissements très faibles. Par conséquent, je voudrais savoir quel type d'aide nous pourrions leur apporter.

Très sincèrement, lorsque je vois que l'Allemagne fera de la R.D.A. un pays analogue à la République fédérale d'Allemagne, je me dis que si nous, au niveau de l'Europe, nous n'envisageons pas un plan d'aide et de développement de ces pays analogues à ce que l'Allemagne fera en R.D.A., il est vraisemblable que cette dernière servira de phare dans quelques années à l'ensemble de ces pays et que l'influence allemande sera à juste titre de plus en plus importante.

Sur le second point concernant l'aide à ces pays, vous avez la vision des politiques tandis que nous avons celle des économistes ; il est préférable de faire de l'économie d'abord parce que c'est avec cette économie que les pays se développent. Il faut donc en trouver les moyens.

Quand on me parle de l'U.R.S.S. avec la *perestroïka* et avec les décisions que prend M. Gorbatchev, je suis obligé de vous indiquer très honnêtement que l'U.R.S.S. est un pays qui est en faillite avec un Etat

qui est en banqueroute. Il est probable que, dans les dix années à venir, l'U.R.S.S. connaîtra la plus formidable dette à l'égard des pays occidentaux avec toutes les grandes conséquences que cela peut entraîner. Par conséquent, je me pose un certain nombre de questions.

En Pologne, je crois que c'est davantage le marché noir que les sociétés commerciales qui est florissant à l'heure actuelle puisqu'il représente environ 50 % de l'économie. Quant à la Tchécoslovaquie, lorsqu'on me parle de *perestroïka*, par exemple, je vous assure, pour avoir discuté avec des paysans tchécoslovaques qu'ils n'ont pas du tout envie de changer de métier.

**Mme PARENT, directeur adjoint Paribas.** — J'ai été assez surprise par certains des éléments des exposés que nous avons entendus.

Tout d'abord, je me demande si, dans l'approche et dans l'aide que nous tentons d'apporter à ces pays, nous n'essayons pas de leur vendre nos propres formules qui peuvent, dans le monde capitaliste, peut-être se comparer à d'autres. Lorsque nous affirmons le rôle nécessaire de l'Etat en matière de protection sociale, chacun sait qu'il existe, selon les pays capitalistes, de grandes graduations. Lorsque nous affirmons le rôle nécessaire de l'Etat à la tête d'un important secteur public, là également peut intervenir, rien que dans le monde capitaliste, un très large débat.

J'ai été également surprise lorsque j'ai entendu M. le secrétaire d'Etat dire que les Bourses sont un gadget, que pour lutter contre les monopoles tchécoslovaques, il faut restaurer l'autorité de l'Etat et que les privatisations reviennent à brader éventuellement à l'encan un pays. Je ne vois pas personnellement beaucoup de différences entre encourager les entreprises françaises à créer des « joints ventures », c'est-à-dire à prendre des participations au niveau du capital et ce que nous appelons les « privatisations ». Nous n'avons pas parlé de privatisations à 100 %. C'est possible, comme nous l'avons d'ailleurs fait chez nous.

En ce qui concerne la question de l'intérêt d'un groupement régional des pays de l'Est, j'estime que l'idée est intellectuellement intéressante, mais je me demande si pour passer d'une interdépendance organisée, au niveau du C.A.E.M. ou au niveau des Etats, à une interdépendance spontanée, il faille vraiment passer par un système hybride.

Toutes les raisons qui ont été avancées — faciliter les restructurations industrielles, amorcer des solutions aux problèmes monétaires — me paraissent des étapes qui ne sont pas nécessairement indispensables. Le grand problème, comme l'a indiqué le chef du département Pays de l'Est du C.E.P.I.I. — nous pouvons être optimistes ou pessimistes sur ce propos — c'est de retrouver en face de nous des entreprises. Que signifie une entreprise ? Il s'agit de la liberté de décision, de s'approvisionner, d'investir, de vendre, de déterminer son prix.

Nous pouvons être optimistes et j'aurais tendance à l'être. Sur ce point, il faut certainement casser les monopoles, pas par le haut en restaurant l'autorité de l'Etat, mais en démembrant les outils de production pour que, précisément, à un moment donné, l'offre et la demande jouent et que les prix soient véritables.

J'ai tendance à penser, instruite par l'expérience quotidienne de travail avec ces pays, que c'est peut-être en favorisant, sans étape intermédiaire, une interpénétration la plus rapide possible entre ces acteurs économiques, ces économies et la nôtre que nous devrions y parvenir.

En d'autres termes, ne cherchons-nous pas, sous le thème transition-rupture ou transition et/ou rupture, de créer une catégorie bâtarde dans la notion d'une étape intermédiaire ?

Pour conclure, je ferai une citation. Certains orateurs ont indiqué que Vaclav Klaus a sur ce sujet des propos très clairs et s'il devait être reconduit dans le nouveau gouvernement tchécoslovaque qui sera issu des élections, même s'il n'institue pas immédiatement une réforme des prix, j'aurais tendance à lui faire crédit. Il indique que la réforme des prix n'est pas son problème, son problème étant de créer ces petites entreprises, de casser les grands monopoles. Il estime que lorsqu'il aura établi la concurrence dans le système de production, c'est-à-dire dans la fameuse offre, alors peut-être, dans une première étape, il pourra envisager de savoir ce que signifie liberté des prix, convertibilité des monnaies, etc.

Cette voie, qui est complètement différente de celle de la Pologne, peut également se défendre. Personne ne sait si elle a plus de chances ou moins de chances de réussite. En tout cas, même s'il n'institue pas la réforme des prix, je considère qu'il mérite un plus grand crédit. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Mesdames, Messieurs, je vous propose d'organiser nos travaux, avant la suspension de cette séance, de la façon suivante : M. l'ambassadeur de Pologne m'a demandé la parole et nous avons convenu qu'il la prendrait cet après-midi, de façon à ne pas être bousculé par le temps. Nous concluons cette séance sur deux interventions courtes, celle de M. Jean François-Poncet et celle de M. le secrétaire d'Etat, Lionel Stoléru.

**M. FRANÇOIS-PONCET, président de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat.** — Je me félicite de cet échange qui fait apparaître assez clairement l'une des principales interrogations. Par ailleurs, je remercie la dernière intervenante de la vigueur et de la clarté avec laquelle elle a exposé un point de vue qui est, en effet, assez différent, en tout cas dans sa tonalité, des interventions antérieures. Dans la pratique des choses, la différence est-elle aussi grande ? La

question reste posée, mais il était utile de la soulever. Je n'aborderai pas personnellement le sujet ; je laisserai M. Stoléru le faire.

La mission sénatoriale a eu le sentiment — je l'ai exprimé ce matin dans nos conclusions — que les sociétés mixtes constituaient un point tout à fait essentiel. Je veux parler de l'alliance du capital provenant de l'Occident avec celui des pays de l'Est à travers les entreprises, facilitant la mutation du secteur public au secteur privé et permettant une privatisation progressive. Cette privatisation n'est possible naturellement que si les grands combinats sont d'abord éclatés. C'est l'objectif que se sont fixés tous les ministres que nous avons rencontrés qui parlent d'abord de ce qu'ils appellent la « démonopolisation » et ensuite seulement d'associations avec le capital occidental.

Pour autant, pouvons-nous imaginer un tel processus sans une période de transition relativement longue ? La réponse, sur ce point, est évidente : il faudra, même en accélérant le processus, du temps.

Quelles sont donc les conclusions ? Nous considérons que ce serait une erreur de s'installer durablement dans la transition. Il faut s'orienter vers l'économie de marché à travers une imbrication étroite des entreprises occidentales et des entreprises « démonopolisées » de ces pays. Il nous faudra du temps, mais l'objectif ne sera atteint que si nous ne le perdons pas de vue et si nous gardons à l'esprit les propos de M. Wild : parallèlement à ce mariage, il est nécessaire qu'à travers des entreprises existantes, se créent et se développent de nouvelles entreprises. C'est probablement sur ce point qu'à terme, l'espoir sera justifié.

**M. LE PRÉSIDENT.** — La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

**M. STOLÉRU, secrétaire d'Etat.** — Mise à part la remarque de M. Wild que je partage sur la capacité d'adaptation de ces sociétés — nous constatons d'ailleurs l'accélération historique de ces événements — les deux autres questions sont en fin de compte assez proches puisqu'elles s'articulent autour de l'idée de l'offre et de la demande.

Tout d'abord, je crois effectivement que l'aide de l'Occident à ces processus est nécessaire sur le plan financier — la B.E.R.D. y apportera sa contribution — sur le plan de la formation, ainsi que dans beaucoup d'autres domaines. J'avais suggéré ce que j'appelle un deuxième plan Monnet, me référant à la démarche de Jean Monnet pour associer les six pays après la guerre dans l'Europe des Six.

Il est certain qu'il y a place pour une coopération Est-Ouest importante, dont l'exemple R.D.A.-R.F.A. est un mauvais exemple ou plutôt un trop bon exemple, car l'effort que fait la R.F.A. pour la R.D.A. n'est pas concevable comme type d'effort et comme niveau d'effort entre l'Est et l'Ouest. L'Europe de l'Ouest n'est pas disposée à payer pour l'Europe de l'Est ce que la R.F.A. est disposée à payer pour la R.D.A.

Comme me l'indiquait le Premier ministre bulgare : hélas ! nous n'avons qu'une seule Bulgarie. Par conséquent, il ne faut pas se faire d'illusions sur ce point.

J'en viens à la dernière question sur les différences d'approche. Je sais bien qu'en France, nous avons des débats métaphysiques sur le « ni-ni » et quelques autres problèmes ; mais quand nous travaillons avec l'Europe de l'Est, par bonheur, nous quittons totalement ces débats franco-français pour reconnaître que la voie, c'est l'économie de marché. Nous ne demandons pas à ces pays de copier le modèle français, d'éviter de calquer le modèle anglais, de rejeter le modèle suédois, de ne pas s'intéresser au modèle espagnol. De toute façon, ils partaient de 100 % d'Etat et il s'agit de s'orienter vers le marché.

Par conséquent, la voie est toute tracée, elle est claire et nette : savoir si certains de ces pays s'arrêteront à 0 % ou à 20 % d'Etat. Nous aurons le temps d'en parler dans trois ans. Pour l'instant, il s'agit de mettre en place le marché sous sa forme la plus pure et la plus simple, sans s'encombrer de considérations sur les différents types d'économie occidentale de marché.

Toutefois, ce qui pose problème, c'est la transition et je crois que vous sous-estimez beaucoup, Madame, l'ampleur et la difficulté des processus de transition. Je cite à nouveau M. Abalkine qui me disait : *« Somme toute, vous me faites penser à la phrase de Bernard Shaw selon laquelle la vie et la mort, tout compte fait, c'est un seul et même état ; le seul problème, c'est la transition. »*

Le problème de la transition est un problème en soi. Il ne s'agit pas de passer de l'un à l'autre et de se dire : on connaît l'état final, on connaît l'état initial et, entre les deux, l'évolution sera assez rapide et se passera d'une manière ou d'une autre. Le problème de la transition est redoutable, totalement inconnu puisqu'il n'est possible de se référer à aucune expérience dans l'histoire ni dans l'espace.

Par ailleurs, la séquence, l'enchaînement des mesures et des ruptures est un problème extrêmement difficile. Quand j'ironisais sur la Bourse et sur les privatisations, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je considère simplement que dans la première phase des ruptures initiales et rapides, ce n'est pas la priorité, d'une part, parce que, dans le cadre de la Bourse, il n'y a rien à vendre et à acheter pour l'instant et, d'autre part, parce que pour les privatisations, ce sont des processus très longs. La privatisation d'une entreprise à la fois sur le plan technique et sur les résultats que cela donnera au niveau de la gestion demande sans doute plusieurs années, alors que les problèmes que nous avons à traiter sont des problèmes de semaines.

Par conséquent, je ne crois pas que nous soyons en désaccord sur le fond mais c'est simplement sur le facteur temps que nous pouvons avoir des jugements différents. Vous faites, Madame, l'éloge de Vaciav

Klaus, mais M. Sokoloff vient de rappeler en citant une de ses déclarations qu'il y a un an, il tenait les propos inverses de ceux qu'il tient aujourd'hui.

Nous sommes donc dans une phase où toute l'astuce est de savoir dans quel ordre nous mettrons en place les mécanismes de l'état final du marché et combien de temps cela prendra.

Pour conclure, les ruptures les plus brutales mais les plus rapides sont du côté du prix de la demande, le prix de l'offre et de la demande, le prix du marché ; les transitions les plus longues sont sans doute du côté de l'offre parce que les monopoles, qu'on les casse ou non, qu'on les privatise ou non, sont des « mastodontes » qui mettent du temps à bouger. Certes, les micro-entreprises se créent mais elles sont « micro » et leur développement demande du temps. Il reste l'intermédiaire, c'est-à-dire le tissu de P.M.E. comme il a été souligné.

Je conclurai par cette image qui traduit l'impression que nous ressentons lorsque nous constatons ce qui se passe et ce qui va se passer au cours de l'année 1990 dans tous les pays de l'Est. Nous venons d'ouvrir un restaurant et les clients, alléchés, se précipitent. Un maître d'hôtel prend les commandes. Malheureusement, aux cuisines, pour l'instant, il n'y a encore personne. Le problème est de savoir si nous parviendrons rapidement à mettre des gens aux cuisines pour que l'offre suive la demande qui se manifeste spontanément. Dès qu'on donne une possibilité d'expression au marché, il faut que l'offre du marché arrive à suivre la cadence de la demande du marché. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Mesdames, Messieurs, je vous propose d'interrompre nos travaux pour les reprendre à 14 h 15.

Je vous rappelle qu'un buffet est organisé dans les salons de la présidence, sur l'invitation de M. Alain Poher.

La séance est suspendue.

(La séance est suspendue à 13 h 05.)

## DEUXIÈME FORUM

### LES FORMES DU SOUTIEN OCCIDENTAL À L'EUROPE DE L'EST

La séance est reprise à 14 h 25, sous la présidence de M. Philippe François, vice-président de la commission des Affaires économiques et du Plar du Sénat.

**M. LE PRÉSIDENT.** — La séance est reprise.

Mesdames, Messieurs, nous abordons maintenant la deuxième partie de nos réflexions en ouvrant ce deuxième forum intitulé : « *Les formes du soutien occidental à l'Europe de l'Est.* »

Nous avons l'avantage et l'honneur d'avoir parmi nous des orateurs d'une qualité exceptionnelle, que je vais vous présenter.

M. Pablo de Benavides Salas est directeur de la « Task Force » Pologne-Hongrie à la Commission des Communautés européennes.

Licencié en droit de l'université centrale de Madrid, M. de Benavides Salas a été reçu au concours de l'École des fonctionnaires internationaux de Madrid, ainsi qu'au concours à l'École diplomatique du ministère des Affaires étrangères.

Après avoir assumé diverses fonctions au ministère des Affaires étrangères espagnol, il a été directeur de cabinet du ministre chargé des Relations avec les Communautés européennes, M. Calvo Sotelo, secrétaire de la conférence pour les négociations de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes. Il a été, enfin, directeur à la direction générale des relations extérieures à la Commission des Communautés européennes de Bruxelles, chargé des relations avec les pays du Nord et du Centre de l'Europe. Récemment, en janvier 1988, il a été promu ministre plénipotentiaire en services détachés.

M. Benavides Salas est l'auteur de nombreuses publications reconnues d'intérêt par tous les économistes internationaux, notamment dans la revue du ministère de l'Économie et des Finances. Il a écrit de nombreux articles dans les journaux et revues espagnols. Il est l'auteur de deux rapports intitulés « *La cooperación política europea* » et « *La*

*economía malaguena y la integración de España en las comunidades europeas* ». Il a également écrit un livre intitulé : « *La política comercial común y la adhesión de España a las comunidades europeas* ». Enfin, il est l'auteur de nombreux rapports et contributions diverses sur les relations entre la Communauté et les pays de l'AFLE et de l'Europe de l'Est.

M. Benavides Salas nous a reçus à Bruxelles avant notre départ et nous a fourni nombre d'informations profitables.

Mesdames, Messieurs, je vous présente également M. Philippe Giscard d'Estaing qui est ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications.

M. Philippe Giscard d'Estaing a passé sa carrière dans les télécommunications. Après avoir été ingénieur des télécommunications à la direction régionale de Paris, puis à la direction générale des télécommunications, il a été nommé au groupement des systèmes électroniques radars, puis à la division nucléaire de la compagnie Thomson-Houston. Après avoir été directeur à la Sodeteg, il a ensuite occupé diverses fonctions chez Thomson-C.S.F. Par la suite, il a été successivement directeur du groupe international, président de Thomson-C.S.F. international, directeur délégué de Thomson S.A., administrateur de S.G.S.-Thomson microelectronics et de Thomson-C.S.F., censeur de la S.A. Chargeurs réunis, zuditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale. Actuellement, M. Philippe Giscard d'Estaing est président-directeur général de Thomson international et vice-président du C.N.P.F. international.

Mesdames, Messieurs, je vous présente, enfin, M. Jean-Pierre Saltiel, diplômé d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques. Il est également docteur de troisième cycle de l'université de la Sorbonne et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris.

M. Saltiel, après avoir été directeur adjoint du Crédit industriel et commercial, est actuellement gérant de la banque Lazard Frères à Paris.

Mesdames, Messieurs, je vous propose donc, dans un premier temps, d'entendre les exposés des trois intervenants que je viens de vous présenter et, dans un second temps, d'ouvrir le débat, en souhaitant que les échanges seront fructueux, sur le thème : quelles sont les formes du soutien occidental à l'Europe de l'Est ?

Dans un premier temps, je donne donc la parole à M. Pablo de Benavides Salas.

**Communication de M. Pablo de Benavides Salas, directeur de la « Task Force » Pologne-Hongrie à la Commission des Communautés européennes.**

**M. DE BENAVIDES SALAS.** — Monsieur le Président, je vais tenter de respecter les indications que M. le Président François-Poncet m'a transmises, en limitant mon exposé afin de consacrer du temps au débat que nous ouvrirons tout à l'heure.

Lors du sommet de l'Arche qui s'est tenu à Paris au mois de juillet dernier, auquel participaient les sept pays les plus industrialisés du monde, il a été confié à la Commission des Communautés européennes le rôle de coordonner l'action d'aide occidentale à deux pays, la Pologne et la Hongrie, qui ont été considérés comme les plus avancés dans le processus de leurs réformes politiques et économiques.

Cette décision sous-entendait, à mon avis, deux aspects de la question.

La première dimension concernait l'aide communautaire. Dans le cadre de la coordination de l'aide occidentale, il était nécessaire que la Communauté soit la première à donner l'exemple. Il lui appartenait donc en quelque sorte, au départ, de prendre le flambeau pour proposer des actions d'aide.

La seconde dimension innovatrice avait trait à la coordination de l'aide occidentale, cette mission n'ayant jamais été confiée auparavant à la Commission.

Quelle est l'action qui a été menée depuis lors par la Commission ?

Vers la fin de l'été dernier, nous avons élaboré un plan d'action qui comprenait une série de secteurs. Pour définir ces secteurs ou ces moyens d'action, je reprendrai les propos que le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, M. Bérégovoy, a prononcés hier, lors de la séance de clôture de la conférence sur la coopération économique en Europe qui s'est tenue à Bonn hier et qui se prolonge encore aujourd'hui et demain jusqu'à la fin des travaux.

M. Bérégovoy a énoncé les quatre tâches prioritaires que doivent s'assigner les pays d'Europe occidentale pour apporter leur contribution à l'extraordinaire mutation économique que l'Europe connaît actuellement : répondre aux besoins d'urgence, ouvrir nos marchés, financer les transitions, former les hommes. Ces quatre points sont un excellent résumé des tâches que la Communauté s'est fixées à ce moment-là.

L'objectif de répondre aux besoins d'urgence consistait en fait à parer au plus pressé, en prenant une série de mesures qui s'imposaient

dans les plus brefs délais, surtout en matière d'aide alimentaire à la Pologne. Nous pensions que le premier soutien aux réformes politiques et économiques en cours consistait précisément à assurer l'approvisionnement du marché. C'est la raison pour laquelle une série d'actions a été proposée, notamment l'envoi de produits agricoles d'une valeur d'environ 130 millions d'ECU.

Une deuxième action a été également envisagée : il fallait, dans un premier temps, couvrir les besoins d'urgence et, dans un second temps, assurer la production agricole pour les prochains mois, notamment pour la prochaine récolte. C'est la raison pour laquelle la première action a été suivie d'une deuxième : nous avons proposé non plus des produits alimentaires proprement dits mais des éléments de production, des intrants, un terme que je n'apprécie pas particulièrement mais qui est utilisé habituellement pour qualifier les pesticides, les produits destinés à l'élevage, ou autres.

A travers la vente de ces produits sur les marchés à des prix accessibles, un fonds de contrepartie, « a revolving fund », qui permet d'obtenir des crédits pour financer certains projets agricoles et industriels, est constitué.

Cette formule a déjà été utilisée dans le passé et elle a l'avantage d'instituer une forme d'autofinancement, tout en permettant aux petites entreprises d'accéder à ces facilités de crédits. A titre d'exemple, ce fonds de contrepartie, qui est déjà constitué et qui est opérationnel, comprend environ 450 milliards de zloty, c'est-à-dire environ 45 millions de dollars. Nous atteindrons vraisemblablement, vers la fin de l'année ou à l'automne, largement le double de cette somme.

Ce fonds de contrepartie permet donc de maintenir également d'autres projets et d'envisager certains instruments d'ingénierie financière pour que, à travers des sources de financement différentes, comme la B.E.I., nous puissions financer, entre autres, des projets d'infrastructures qui seront identifiés.

Le deuxième volet de cette aide concernait l'accès au marché. M. Bérégovoy parlait d'« ouvrir nos marchés ».

Par là, nous entendions, d'une part, supprimer un régime commercial qui était particulièrement sévère envers tous ces pays et, d'autre part, leur accorder tout au moins provisoirement, considérant que leur état de développement le justifiait, les bénéfices du système de préférences généralisées, en vue de créer une certaine incitation à l'exportation dans ces deux pays.

Bien entendu, l'aide ne pouvant pas s'arrêter là, il fallait également promouvoir de véritables moyens financiers pour développer certains secteurs d'intérêt primordial. Nous avons retenu à l'époque plusieurs secteurs et une enveloppe financière de 300 millions d'ECU a été approuvée.

Le premier domaine était celui de l'environnement. Paradoxalement — du moins dans une certaine mesure — l'intérêt de ces pays pour l'environnement n'est peut-être pas tout à fait celui qui correspond à leur niveau de développement industriel actuel. Ils sont, dans ce domaine, me semble-t-il, en avance par rapport à leur développement économique. Ce phénomène découle, à mon sens, du fait que les circonstances actuelles, en matière d'environnement, sont vraiment critiques dans certains de ces pays ; à tel point que d'après les statistiques, l'espérance de vie s'est vue raccourcie dans certaines villes. Certaines industries ont été implantées dans des milieux urbains qui n'étaient pas appropriés.

L'environnement a donc fait l'objet de nos préoccupations. Un certain nombre de projets sont actuellement en cours de réalisation ou à l'étude. Certains d'entre eux exigent des investissements relativement lourds. Des études de faisabilité sont en cours de réalisation et doivent déboucher sur l'exécution des projets car les ressources financières que la Commission est chargée de gérer doivent être engagées avant la fin de l'année.

Le deuxième secteur retenu était celui de la formation. M. Bérégo-voy l'a non seulement mentionné de façon explicite mais également mis en valeur, la France étant à l'origine — c'est tout à son honneur — de la création future des deux plus grands instruments pour le développement de la formation dans ces pays ; d'une part, la fondation pour la formation de cadres et, d'autre part, le programme Tempus d'échange de jeunes, inspiré d'exemples d'autres programmes déjà existants comme Erasmus, Commet ou Lingua. Nous utiliserons l'infrastructure qui a déjà été créée pour ces programmes, afin de mettre en œuvre les échanges avec les pays de l'Europe centrale et orientale.

D'autres actions, en matière de formation, sont mises en œuvre. Par exemple — et la presse française s'en est fait écho — un des problèmes posés par la fourniture de produits phytosanitaires était celui du bon usage de ces produits. Certains journaux français ont révélé la réticence, voire le refus de certains groupes d'opinion non seulement dans les pays récepteurs, notamment en Pologne, mais aussi dans l'ensemble de l'Europe occidentale vis-à-vis de ces produits. Nous avons donc accompagné la livraison de ces produits d'un programme technique d'apprentissage et d'information concernant l'usage de ces produits.

Le troisième secteur dans lequel s'est projetée l'action de la Communauté concernait les investissements. Je citerai, à titre d'exemple, les prêts C.E.C.A. auxquels la Hongrie et la Pologne sont éligibles, à concurrence de 200 millions d'ECU. Par ailleurs, la B.E.I. — la Banque européenne d'investissement — met à la disposition de ces pays une enveloppe de 1 milliard d'ECU pour l'ensemble des trois prochaines années.

Un troisième grand instrument sera créé prochainement mais il fait encore l'objet aujourd'hui même de discussions. Je veux parler de la

Banque européenne de reconstruction et de développement, la B.E.R.D., à ne pas confondre avec l'ancienne B.I.R.D. ou Banque mondiale.

En dehors de ces grands instruments, il existe une série de petits projets qui sont encore peut-être mal connus et dont nous n'avons pas sans doute suffisamment parlé. Des opérations de capitaux à risque sont déjà prévues, ainsi que la création de petites banques, dont deux notamment en Pologne. Il s'agit d'instruments d'accompagnement, d'incitation des investissements. Ils ne prétendent pas se substituer aux investissements privés ; tel n'est pas l'objectif de l'opération de la Communauté. Il s'agit d'inciter, de créer une certaine structure d'accueil, de développer la formation mais certainement pas de remplacer les investissements privés.

Un autre volet de l'action de la Commission est sans doute aussi important sinon davantage que les actions communautaires proprement dites. Je veux parler de la coordination des actions des « 24 ». Quelques jours après l'achèvement du sommet de l'Arche, le 1<sup>er</sup> août dernier, avait lieu une première réunion à laquelle participaient les vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E., ce qui ne signifie pas que cette composition soit figée ; elle est ouverte et accessible à d'autres pays qui le souhaiteraient. Ce groupe de vingt-quatre pays s'est réuni à plusieurs reprises, notamment au niveau interministériel à la fin de l'année dernière, le 13 décembre 1989. Tout au long de ces réunions, nous insistons sur la nécessité de coordonner l'aide à ces deux pays que sont la Pologne et la Hongrie.

Qu'entendons-nous par « coordination » ? Cette question pose un problème sérieux sur lequel je ferai part d'un certain nombre de réflexions.

La coordination ne consiste absolument pas à distribuer les rôles que les pays et les organisations internationales devront jouer dans ces actions d'aide destinées à ces pays. Cette coordination implique encore moins une ingérence de la Commission dans des domaines parfois teintés de nationalisme ou d'intérêts nationaux.

Par ailleurs, elle ne saurait se traduire par un guide de renseignements qui seraient destinés aux opérateurs économiques privés pour orienter leurs initiatives. Il ne s'agit pas d'une liste dans laquelle figureraient les bonnes adresses à retenir.

En revanche, par coordination — c'est là l'essentiel de l'opération — nous entendons déterminer certaines conditions liées à l'obtention de l'aide pour ces pays. Il est nécessaire que sur cette notion de la conditionnalité, dont on parle tellement sur le plan politique et sur le plan économique, surtout dans le cadre des organisations internationales, telles que le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, nous puissions recueillir une convergence de vues. Il faut éviter que se produisent des « cross conditionalities », des superpositions inutiles.

Il est fondamental de réunir tous les éléments de conditionnalité aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique et nous en avons parlé ce matin. Sur le plan politique, il s'agit de voir comment ces pays évoluent vers un système démocratique, comment l'Etat de droit s'établit progressivement et comment le respect des droits de l'homme se manifeste. Sur le plan économique, il s'agit de savoir dans quelle mesure tous ces pays se sont bien assigné l'objectif de parvenir à une économie de marché et à quel stade ce processus se trouve-t-il ?

En un mot, nous avons toujours estimé qu'il était indispensable de parvenir à une certaine convergence de vues de l'ensemble des participants, c'est-à-dire des vingt-quatre pays et des organisations internationales les plus directement impliquées dans cette action d'aide, pour déterminer ce que nous pouvons attendre de ces pays et comment le leur demander.

Sur le plan de l'information, il était également important que l'ensemble des participants échange des informations de façon à éviter d'éventuels doubles emplois.

A titre d'exemple, lorsque la Commission décide de financer certains projets en Pologne sur le fonds de contrepartie, elle tient à toujours se concerter avec les pays qui opèrent déjà sur le terrain, comme les Etats-Unis, les pays de l'A.E.L.E. ou certains pays membres. Il serait absurde que, par manque d'informations, chacun de nous finance exactement le même projet ou, inversement, néglige un projet intéressant.

Jusqu'à présent, nous n'avions jamais réussi à échanger un tel volume d'informations, même à l'intérieur de la Communauté, alors que nous y sommes tenus puisqu'une décision du Conseil affirme depuis la nécessité des échanges d'informations en matière de coopération.

A travers notre aide au profit de ces deux pays, nous sommes parvenus à instaurer cet échange et nous continuerons d'en bénéficier dans l'avenir.

Il est évident que parallèlement, si nous recherchions à mener des actions ou à engager des projets communs ou cofinancés, soit avec certains pays des « 24 », soit avec certaines organisations internationales, la manifestation de cette coordination serait éclatante. Pour certains projets, cette coordination et ce cofinancement existent déjà. Nous mettons actuellement en place plusieurs projets cofinancés aussi bien avec la B.E.I. qu'avec la Banque mondiale. Une Agence pour l'environnement a été créée à Budapest, à laquelle participent non seulement la Communauté mais aussi les Etats-Unis. C'était d'ailleurs une idée américaine à laquelle s'est jointe la Communauté. Il faudrait probablement inciter, mettre en relief ces initiatives pour que l'image de cette coordination soit de plus en plus et de mieux en mieux perçue dans les pays récepteurs. Il est clair que si, de surcroît, nous parvenions à une

certaine mise en commun des ressources financières disponibles, nous atteindrions le degré maximum de ce nous entendons par « coordination ».

Que nous réserve l'avenir ? La première décision à prendre, qui, sur le principe, existe déjà, consisterait à étendre ces actions à d'autres pays. La réunion des « 24 » du 13 décembre 1989 a déjà établi le principe que certains de ces pays, dont la Tchécoslovaquie que vous avez visitée récemment, devraient être éligibles au titre de cette aide des « 24 » et de l'aide communautaire.

Cette décision sera suivie d'ici deux ou trois semaines d'un nouveau plan d'action qui posera à nouveau les bases de la proposition que nous avons présentée au mois de septembre ou octobre 1989, c'est-à-dire l'identification de certains secteurs. De nouveaux secteurs s'ajouteront vraisemblablement à ceux qui avaient été déjà retenus au mois d'octobre dernier. A titre d'exemple, la Tchécoslovaquie s'intéresse à l'énergie ; la Bulgarie et la Roumanie chercheront à développer leurs productions agricoles ; la Bulgarie, étant un pays de passage, retiendra probablement les transports comme domaine préférentiel pour ce type d'aide ; le tourisme également fera vraisemblablement l'objet d'une attention particulière. Ces conclusions découlent des contacts et des missions d'information que j'ai dirigées il y a quelques jours dans tous ces pays.

Ces objectifs devront nécessairement être accompagnés d'un effort financier accru. Sans avoir à décider d'un nouveau plan Marshall, qui a été évoqué à plusieurs reprises, il est toutefois inconcevable que ces pays parviennent à « décoller » économiquement sans un minimum de rigueur dans notre approche.

Cette rigueur doit tout d'abord porter sur une masse critique nécessaire sur le plan financier pour que nous puissions créer un effet d'entraînement. Je n'en connais pas le montant mais, si je le connaissais, j'oserais difficilement le communiquer, compte tenu de son importance.

En outre, il serait faux de croire — nous en avons parlé ce matin — que cet effort ne sera qu'une question d'un ou deux ans. Nous devons avoir conscience, et nous devons faire prendre conscience aux pays récepteurs, qu'il s'agit d'une tâche de longue haleine, qui demandera des années. Sur ce point aussi, rien ne sert d'avancer d'ores et déjà des chiffres sur cette durée qui sera certainement beaucoup plus longue que l'on ne pense.

Par ailleurs, nous devons vraisemblablement à l'avenir diversifier nos moyens d'action et éviter de les concentrer dans des aides financières classiques. Nous devons envisager de nouveaux moyens. A titre d'exemple, nous avons déjà mis en place un fonds de stabilisation en Pologne qui a parfaitement fonctionné dans la mesure où il n'a pas été utilisé jusqu'à présent, et c'est un bon signe. (*Sourires.*)

Nous avons également déjà mis en œuvre d'autres instruments, comme un crédit d'aide à la balance des paiements, destiné à la Hongrie, d'un montant global de 1 milliard de dollars. Actuellement, la première tranche est déjà couverte et nous espérons que les « 24 » couvrent les deux tranches suivantes.

D'autres idées ont également été proposées et Mme Lavigne nous en a présenté un certain nombre en filigrane ce matin dans son exposé : pourquoi ne pas envisager une nouvelle édition de l'Union européenne des paiements — je laisserai dans ce cas l'Union soviétique de côté — une sorte d'U.C.E.P., l'Union centre-européenne des paiements ?

En tout cas, nous devons envisager de diversifier les moyens de cette aide, en ayant bien à l'esprit ce que j'ai indiqué tout à l'heure. D'une part, il faudra définir une masse critique pour qu'ils soient opérationnels. D'autre part, il sera nécessaire que cette aide se prolonge sur une période suffisamment longue pour que ces pays aient la chance de rattraper leur retard. Enfin, il faudra diversifier les éléments et les moyens d'action.

Voilà comment je vois le présent ; voilà comment j'envisage le futur proche en ce qui concerne l'action envers les nouveaux pays qui s'intègrent déjà dans ces plans d'aide et voilà comment j'envisage l'avenir plus lointain. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous remercie, monsieur Benavides, de votre exposé très complet et des précisions qui ne peuvent que nous instruire.

Avant de donner la parole au prochain orateur, je salue la présence de M. l'ambassadeur de Pologne qui nous a fait l'honneur d'être présent parmi nous et que nous aurons le plaisir d'entendre tout à l'heure. (*Applaudissements.*)

La parole est à M. Philippe Giscard d'Estaing.

**Communication de M. Philippe Giscard d'Estaing, vice-président du C.N.P.F. international, président-directeur général de Thomson International.**

**M. Giscard d'Estaing.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mon exposé portera essentiellement sur les questions relatives au secteur industriel et sur la façon dont le monde occidental, tout particulièrement la France, peut contribuer à le faire évoluer dans les pays de l'Est au bénéfice des uns et des autres.

Je voudrais tout d'abord faire quelques observations sur le marché des pays de l'Est.

Il s'agit d'un marché considérable, actuellement très peu ouvert. Ce marché est important sur le plan de la consommation au moins quanti-

tativement puisqu'il compte près de 380 millions de consommateurs potentiels, soit largement plus que ce que représente la Communauté, et représente l'équivalent du marché du Sud-Est asiatique.

Ce marché est également très important — nous y avons fait allusion ce matin — sur le plan des équipements d'infrastructure de toute nature : exploitation des richesses naturelles, production d'énergie, centrales nucléaires (actuellement, en U.R.S.S., quarante centrales de type Tchernobyl sont à reconstruire et il en existe environ une dizaine du même type dans les pays de l'Est). Je citerai également les télécommunications, les transports — infrastructure routière et aviation civile — en rappelant d'ailleurs que l'espace aérien soviétique est le plus grand du monde. Tous ces secteurs sont à renouveler ou éventuellement à créer.

Il s'agit d'un marché très mal servi et dont il est prouvé aujourd'hui que les industries nationales — tous pays de l'Est confondus — n'ont pas été capables, et ne le seront pas avant longtemps, de le satisfaire. Les exemples sont nombreux dans les secteurs que j'ai déjà cités mais aussi dans les domaines de la production alimentaire, de l'électronique, des produits de consommation, etc.

Il s'agit d'un marché très demandeur sur le plan de la consommation, et dans certains cas, paradoxalement, solvable. Chacun sait que l'épargne individuelle en U.R.S.S. est considérable. Dès que les magasins offrent quelques produits, ce qui est rare, la population se rue pour les acheter. La monnaie est, bien entendu, le rouble mais il faut tout de même bien alimenter le marché. Dans certains cas, ces marchés sont même solvables en devises et je citerai, à cet égard, l'exemple de la Hongrie à l'heure actuelle. Ceci deviendra d'ailleurs de plus en plus le cas lorsque la pression de la demande s'accroîtra à un point tel que les pouvoirs politiques devront accepter de consentir, pour la satisfaire, les sacrifices financiers nécessaires, soit à partir de réserves propres, soit grâce à des capacités d'emprunt. L'enjeu sera tel pour les nouveaux dirigeants des pays de l'Est, mais également pour l'Occident, qu'une conjonction des efforts devrait, me semble-t-il, apparaître comme vitale et impérative en la matière.

Cela ouvrirait alors des opportunités exceptionnelles que les Européens doivent saisir, même si elles présentent des risques évidents. Il s'agit pour l'Europe d'une occasion unique, en conquérant une position dominante sur cet énorme marché potentiel, de consolider sa position mondiale face aux Etats-Unis et surtout face au Japon et aux « dragons » de l'Extrême-Orient, qui saisiront certainement toutes les possibilités que les Européens laisseront échapper.

**Sur le plan industriel, l'état des lieux ne pousse pas à l'optimisme.** Les contraintes sont considérables et doivent bien être prises en compte par les industriels européens avant de s'engager.

En premier lieu, l'état actuel de l'outil industriel est lamentable tant sur le plan de la qualité que sur le plan de l'efficacité, et ce, à la seule exception de l'industrie militaire soviétique. Cependant, la reconversion d'une telle industrie, en elle-même difficile, est encore plus problématique en U.R.S.S., compte tenu des différences culturelles fondamentales qui existent entre le monde civil et le monde militaire dans ce pays.

En deuxième lieu, le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché représente, au-delà de l'expression partout affirmée de la volonté de le réaliser, un changement complet de mentalité et de culture qui ne peut l'être qu'au prix d'un immense effort de formation. Celui-ci sera très coûteux — qui le paiera ? — et prendra beaucoup de temps.

Néanmoins, ceux qui seront à même de contribuer à cet effort — la France, comme nous l'avons indiqué tout à l'heure, paraît prête à le faire — en tireront certainement le plus grand profit.

En troisième lieu, la contrainte la plus importante est, bien entendu, d'ordre financier, puisque toute modernisation de l'outil industriel sur le plan technique — transfert de technologie — sur le plan de l'équipement — achat de machines — sur le plan de la qualité — achat de sous-ensembles ou de composants fiables — pendant une assez longue période, nécessitera des dépenses en devises, qui ne seront absolument pas compensables par des exportations. Les produits actuels de l'industrie des pays de l'Est sont totalement invendables sur les marchés occidentaux.

La précarité des réserves des pays de l'Est en matière de devises est une contrainte majeure qui ne pourra être levée — dans quelle condition ? — que lorsque la convertibilité de leur monnaie sera réalisée.

En quatrième lieu, enfin, il faut mentionner une contrainte qui a été lourde jusqu'à ce jour, mais peut-être désormais provisoire, qui est celle des restrictions aux transferts de technologie imposés par le C.O.C.O.M. Je pense que le monde occidental devra rapidement prendre des décisions en la matière, faute de quoi une vraie coopération dans de très nombreux secteurs, dont bien sûr tous ceux qui impliquent l'électronique et l'informatique, ne sera pas possible de façon réellement constructive.

**Comment, dans ces conditions, aider les pays de l'Est, tout particulièrement les trois qui font l'objet de la réunion d'aujourd'hui ?**

Une première remarque s'impose à mon sens : parmi les trois pays, seule la Pologne a un marché interne d'une dimension notable, pouvant donner à une industrie nationale les chances d'une rentabilisation sur le plan national.

En revanche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie sont très dépendantes des marchés extérieurs et, à l'heure actuelle, je pense que leurs meilleures chances résultent de l'existence de leurs flux d'échanges avec l'U.R.S.S. et, dans certains cas, avec la Chine.

Il serait donc, à mon sens, suicidaire pour eux de vouloir tarir ces flux ou même de les réduire trop rapidement. M. le président Jean François-Poncet a souligné ce matin ce point qui est, à mon avis, extrêmement important. L'intérêt des pays de l'Est, à l'heure actuelle, réside largement, pour les Occidentaux, dans l'existence de ce fonds de commerce.

Par conséquent, une première forme d'aide consisterait à faire prendre conscience à ces pays de cette réalité, ainsi que de la difficulté qu'il y aura pour eux à devenir rapidement compétitifs sur les marchés hautement concurrentiels des pays occidentaux en prix et, surtout, en qualité.

Un deuxième point sur lequel il est important de convaincre les milieux industriels et peut-être politiques de ces pays est que, contrairement à ce qui est le cas actuellement et malgré les orientations initiales du C.A.E.M., il est exclu que chacun d'eux puisse continuer à être présent dans tous les domaines industriels et qu'ils doivent concentrer leurs efforts, à un moment d'ailleurs où même les grands pays développés européens le font. Tel est le cas, par exemple, de l'industrie des produits électroniques de grande consommation, secteur dans lequel il n'existe plus que deux grands industriels, Thomson et Philips, les industries nationales ayant disparu en Allemagne, en Espagne, etc. Tel est également le cas de l'industrie automobile en Grande-Bretagne. Il en sera de même pour d'autres secteurs dans les années à venir tels que la communication et la chimie.

Cette prise de conscience est loin d'être faite, si j'en juge par le secteur que je connais et par les ambitions que tous les pays de l'Est ont à l'heure actuelle de moderniser ou de développer leur industrie de l'électronique.

Une fois faits ou acceptés de tels choix, je pense que le développement de moyens industriels dans ces pays ne pourra réussir que si les partenaires industriels locaux acceptent l'idée sinon de faire partie intégrante d'un groupe étranger, du moins en quelque sorte d'appartenir à une famille industrielle. Je partage à cet égard tout à fait les propos tenus ce matin par le président François-Poncet.

A titre d'exemple, Thomson a ainsi dans de nombreux pays des « alliés » avec lesquels, quelle que soit la variété des liens juridiques, financiers ou commerciaux qui les unissent à Thomson, existe une coopération technique, industrielle et commerciale, également profitable aux différents partenaires. Nous sommes prêts, bien entendu, à élargir cette conception à des pays de l'Est. D'ailleurs, ce qui est vrai dans notre secteur l'est dans d'autres. Puisque nous avons parlé de la Tchécoslovaquie ce matin, des sociétés comme SKODA ou CKD auront certainement intérêt à se trouver des partenaires européens puissants dans leurs domaines, de l'automobile ou de l'électromécanique.

Il faudra, bien entendu, que les industriels occidentaux acceptent de s'engager, sous toutes les formes requises par les pays concernés (je ne pense pas que nous puissions imposer des formes d'association, en tout cas, actuellement), à apporter leur concours à la création de sociétés communes lorsque cela est demandé, ainsi que par des prises de participation dans des sociétés existantes. C'est le seul moyen, me semble-t-il, de parvenir à créer rapidement les liens dont je parlais tout à l'heure et qui sont une condition indispensable de succès. En effet, ces formes d'accord seront la matérialisation du réel engagement des industriels occidentaux à travailler avec les pays de l'Est et elles conduiront tout naturellement à une vraie coopération.

C'est sur cet aspect de l'engagement et du risque considérable qu'il présente dans l'état actuel des choses que je conclurai. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons convaincre nos partenaires que nous sommes résolus à les aider et à les intégrer non seulement dans l'économie de marché, mais aussi dans notre économie européenne. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT .** — Je vous remercie, Monsieur Giscard d'Estaing, de votre exposé et je donne maintenant la parole à M. Jean-Pierre Saltiel.

**Communication de M. Jean-Pierre Saltiel,  
gérant de la Banque Lazard.**

**M. SALTIEL.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, **une des formes les plus importantes du soutien occidental au développement présent en Europe de l'Est, en particulier en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, est le soutien financier.** A ce propos, nous sommes en droit de nous poser un certain nombre d'interrogations : ce soutien financier se développera-t-il — et dans quelles conditions ? — ou sommes-nous en présence d'un certain nombre de difficultés qui nous obligeraient à repenser les modes ou les composantes de ce soutien financier.

**A.** — **Dans la période que nous avons vécue jusqu'à présent, la coopération financière occidentale aux pays de l'Est se développait dans quatre domaines :** celui des crédits bilatéraux à soutien public que pratiquait l'ensemble des pays occidentaux, membres de l'O.C.D.E., sous forme de crédits garantis ; celui des crédits bancaires non garantis qui étaient consentis par des banques commerciales à des emprunteurs bénéficiant, en principe, du soutien et de la garantie publique des pays de l'Est concernés puisqu'il s'agissait d'un emprunteur unique, en général, banque du commerce extérieur ; celui des crédits multilatéraux pour les pays membres d'institutions internationales organisées à Bret-

ton Woods ; enfin, celui d'un flux assez mince d'investissements étrangers à travers la contribution occidentale aux « joint-ventures », aux sociétés communes.

Ce système de financement qui s'est mis en place au milieu des années 1960 et qui est encore en vigueur a, en ce qui concerne la Pologne et la Hongrie, montré ses limites et il est actuellement en crise. La dette de la Pologne s'élève à 40 milliards de dollars ; celle de la Hongrie représente une vingtaine de milliards de dollars ; enfin, la dette de la Tchécoslovaquie est plus faible ; elle se situe entre 6 milliards de dollars et de 8 milliards de dollars, car nous ne sommes pas encore absolument certains des chiffres. Malgré cet élément moins grave, c'est une situation d'endettement vulnérable parce qu'une partie des possibilités de remboursement de la Tchécoslovaquie est fondée sur le stock de créances que la Tchécoslovaquie détient sur un certain nombre de pays en voie de développement. Il est question d'une dizaine de milliards de dollars dont il n'est pas certain qu'ils soient facilement mobilisables. De ce fait, la situation tchécoslovaque pourrait faire apparaître des points de tension ou de vulnérabilité accrus.

Par conséquent, si nous jugeons d'une façon globale les modes de financement existants jusqu'à présent, nous ne pouvons pas ne pas conclure que quelque chose n'a pas fonctionné dans la logique de ces financements.

**B. — De ce fait, dans la période présente, il n'est pas étonnant de constater que l'essentiel du soutien financier immédiat aux pays de l'Est est un soutien financier public de caractère multilatéral.** Ce soutien se traduit pas l'accroissement des prêts ou des concours financiers du Fonds monétaire et de la Banque mondiale aux pays déjà membres et, après leur adhésion, à la Tchécoslovaquie et à la Bulgarie.

Les programmes de stabilisation, tant en Pologne qu'en Hongrie, ont été établis sur la base d'accords de confirmation avec le Fonds et une partie de la restructuration industrielle s'organise sur la base de prêts d'ajustements structurels négociés avec la Banque mondiale. Une incitation à la privatisation est mis en œuvre grâce aux concours de la Société financière internationale, l'organisme spécialisé de la Banque mondiale, en vue de favoriser le développement du secteur privé.

Non seulement les institutions traditionnellement actives dans les pays de l'Est ont dû se manifester mais, comme l'indiquait M. de Benavides, un appareil nouveau de soutien multilatéral est mis en place à travers les formes de soutien financier mises en œuvre par la Commission de Bruxelles. Par ailleurs, des institutions nouvelles se créent comme la Banque européenne de reconstruction et de développement.

Ces soutiens multilatéraux sont confortés, en ce qui concerne la Pologne, par l'acceptation de la part des créanciers bilatéraux de

prolonger et de reporter en quelque sorte sur des périodes assez longues les dettes contractées à leur égard par ces pays, permettant ainsi dans l'immédiat d'alléger le service de la dette.

Il va de soi que pour l'instant, une grande incertitude règne sur les deux fronts de l'endettement polonais et de l'endettement hongrois. L'endettement polonais vis-à-vis des banques devrait être négocié d'une façon plus stable avec les créanciers bancaires de la Pologne d'ici à quelque temps, mais suppose encore une fois un soutien du Fonds monétaire international à travers la négociation d'un programme élargi de prêts. Ce programme permettrait à la Pologne de lancer avec ses créanciers bancaires un mécanisme de réduction de dettes ou de réduction du service de la dette, utilisant les modalités du plan Brady, c'est-à-dire le plan qui a été mis en place au début de l'année par le secrétaire d'Etat au Trésor américain.

En ce qui concerne la Hongrie, un crédit-relais important a été mis en place grâce à la Commission de Bruxelles, mais nous savons que la Hongrie devra faire face à des échéances importantes en matière de remboursement de crédits dans les deux années qui viennent. La question est donc posée de savoir sous quelle forme ce refinancement pourra avoir lieu.

Pour toutes ces raisons, le rôle des multilatéraux est extrêmement important et il est actuellement une des sources quasiment unique de financements nouveaux.

**C. — Les éléments qui avaient expliqué le rôle des banques dans la période antérieure sont actuellement remis en cause.** En effet, nous assistons à un changement assez radical des conditions de fonctionnement de ces institutions dans les pays de l'Est, tant en ce qui concerne l'évaluation des risques qu'en ce qui concerne la possibilité d'opérer sur place.

1. **En ce qui concerne l'évaluation des risques, le changement est important.** En effet, à un système d'emprunteur unique bénéficiant de la position d'emprunteur souverain, nous voyons se substituer un système fondé sur l'existence de nombreux emprunteurs nouveaux : les entreprises industrielles qui ont dorénavant le droit de faire des opérations de commerce international. Pour ces nouveaux emprunts et ces nouveaux sujets de crédits, les banques sont amenées à mettre en place un système inédit d'évaluation du risque ; inédit parce que ces entreprises n'ont pas une comptabilité ni un passé permettant d'évaluer sur une longue période le risque qu'elles représentent ; inédit parce que les financements que les banques seront amenées à organiser sont soit des financements commerciaux dans des conditions nouvelles et différentes du passé, soit des financements de projets dans des conditions de réalisation inédites puisque l'ensemble du système économique des pays de l'Est évolue.

2. Enfin, les banques sont amenées à réfléchir sur les possibilités de s'établir dans les pays de l'Est et de voir leur rôle et leur risque devenir non seulement un rôle lié au financement externe et au risque externe mais aussi un rôle de financement local avec un risque de devises locales. De ce fait, les banques sont actuellement dans une phase de réflexion et d'incertitude qui ne favorise pas, pour les pays endettés et pour les pays vulnérables, une augmentation de leurs engagements tant en ce qui concerne les crédits à moyen terme qu'en ce qui concerne les crédits de soutien général.

D. — Cette réflexion me conduit à présenter quelques observations sur le quatrième mécanisme qui était faible en ce qui concerne son montant mais qui, semble-t-il, pourrait être appelé à jouer un rôle beaucoup plus important, qui est celui de l'investissement direct.

1. D'une façon générale, les « joints ventures » n'ont pas constitué jusqu'à présent un mécanisme puissant de mobilisation de ressources financières pour les pays de l'Est. Nous avons constaté, dans la plupart d'entre eux — en tout cas dans les trois pays qui nous intéressent aujourd'hui — un changement progressif des réglementations, des législations. Ce changement tend à ouvrir davantage ces économies à l'investissement étranger, tant à l'investissement direct qu'à un éventuel investissement de portefeuille dans la mesure où les privatisations fonctionneraient et dans la mesure où des investisseurs institutionnels étrangers pourraient être amenés à prendre des participations, soit dans des fonds, soit directement dans les entreprises.

2. Cette évolution de la législation, qui est peut-être une de plus intéressantes et une des plus novatrices en ce qui concerne les trois pays qui nous intéressent, se heurte cependant à un certain nombre de difficultés et je voudrais en souligner quatre.

a) En premier lieu, pour l'instant, n'est pas encore complètement défini le champ de l'investissement étranger. Habituellement, dans les pays de ce type, c'est-à-dire des pays à développement déjà avancé et qui cherchent à travers l'investissement étranger un développement accéléré, on voit se rétablir une coopération entre : le secteur public traditionnel, le secteur privé national et les investisseurs étrangers. Les codes d'investissement définissent les domaines d'intervention possible du secteur étranger. Or, cet élément est encore en cours de discussion. Pas davantage en Pologne qu'en Tchécoslovaquie ou qu'en Hongrie, nous n'avons pas une vision claire des limites de l'investissement étranger en termes de domaine d'activités, de domaine réservé ou de domaine dans lequel les opérations conjointes sont possibles !

b) En particulier, nous ne savons pas encore comment s'organisera le démembrement du secteur public. Ce démembrement permettrait soit des opérations conjointes ou des opérations d'investissement

avec des collectivités locales et des villes — cet élément est très important pour les investissements dans le domaine immobilier — soit la création d'investisseurs institutionnels dans des domaines comme les assurances, les fonds de pensions et les fonds de retraite, à partir du démembrement du secteur public qui avait un monopole de ces services.

c) Nous n'avons pas également une vue très claire (en ce qui concerne le secteur public) du système de concession qui pourrait permettre des investissements directs dans des domaines tels que la production et la distribution de l'eau, l'infrastructure, le téléphone et les transports.

En conséquence, l'investissement étranger est, certes, un élément décisif, mais encore faut-il en définir les limites et les frontières.

d) Autre élément de difficulté : compte tenu de la dimension du secteur public, un certain nombre de secteurs d'investissement semblent devoir faire une place trop importante à l'investissement étranger du fait de l'absence de contreparties locales ou d'activités locales. Cette donnée se vérifie dans le domaine des services, dans le domaine des activités bancaires, dans le domaine de l'expertise professionnelle — comptables, avocats, ingénierie — où des associations avec des entreprises locales sont difficilement concevables puisque celles-ci n'existent pas. Quelqu'un nous expliquait récemment que la Tchécoslovaquie comptait environ 250 avocats alors qu'il en existe environ 30 000 dans les pays de l'Ouest de taille européenne normale. Il est donc évident que les associations sont difficilement envisageables.

e) Enfin dernier point : le problème de la stratégie de l'investissement direct. M. Giscard d'Estaing le soulignait tout à l'heure, nous n'avons pas jusqu'à présent convenablement perçu — je ne sais pas si la Commission de Bruxelles a davantage de lumière que nous sur ce point — la stratégie de développement industriel que les pays concernés souhaitent poursuivre.

De ce fait, nous observons des stratégies en conflit : substitution d'importations, création d'une industrie nouvelle destinée à satisfaire les besoins de la consommation, transformation des industries d'armement. En fait, nous ne voyons pas très bien encore vers quel type de développement industriel ces pays s'orientent. Par conséquent, nous assistons davantage à une sorte de guerre psychologique de communiqués annonçant tel ou tel « joint venture » de telle entreprise avec telle autre ; nous avons l'impression qu'il s'agit d'avantage de prendre des places et de définir ses marques que de se lancer effectivement dans des investissements importants.

En conclusion, il semble manquer à ce quatrième volet du financement des éléments importants en matière d'incitation et d'encouragement. Dans la plupart des pays qui font appel à l'investissement direct étranger pour financer leur développement, les cotes d'investissement

disposent d'un volet d'incitation et d'encouragement important. Or, là, nous voyons trois problèmes poindre à l'horizon.

— Le premier concerne les **mécanismes de couverture des risques politiques et de non-transfert**. Nous constatons qu'un certain nombre de systèmes institutionnels se mettent en place actuellement pour étendre les procédures d'assurances à l'investissement dans les pays de l'Est et pour établir des procédures de financements nouveaux en ce qui concerne les P.M.E. et les P.M.I. La Grande-Bretagne vient d'annoncer que l'E.C.G.D. apportait son soutien à ce type de procédure d'assurances et la plupart des pays occidentaux le font. Cependant, il serait nécessaire de parvenir, sur ce point, à une certaine harmonisation que la Commission de Bruxelles pourrait favoriser.

— Le deuxième élément qui fait défaut dans le dispositif de code d'investissement a trait aux précisions en ce qui concerne **l'avenir des fusions et des acquisitions d'entreprises en Europe de l'Est**. Ce point dépendra du rythme de la privatisation et de la mise en place d'un marché financier fluide et transparent. Or, sur ce plan-là, nous en sommes aux balbutiements.

— Le troisième élément concerne **la définition du rôle des fonds étrangers dans les opérations d'investissement**. La plupart des pays de l'Est que nous avons visités — la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie — se déclarent intéressés par ces fonds d'investissement, mais ils ne semblent pas avoir prévu de mécanismes destinés à les accueillir et à comptabiliser cet investissement étranger dans l'investissement total autorisé dans telle ou telle branche d'activités.

**En conclusion**, en ce qui concerne le problème du soutien financier à apporter au développement présent en Europe de l'Est, le poids essentiel repose, pour l'instant, sur le rôle des organismes multilatéraux et sur le rôle de plus en plus nécessaire des organismes bilatéraux, c'est-à-dire des systèmes de crédits garantis, avec en filigrane le problème non résolu de la dette et le problème qui n'est pas encore complètement précis des possibilités réelles de l'investissement étranger.

A cela, s'ajoute un point essentiel qui est, pour les trois pays qui nous intéressent aujourd'hui, la concurrence de la République démocratique allemande qui, en termes d'investissement direct et de dette extérieure, semble être sur le point de résoudre son problème puisque sa monnaie sera convertible et que son système de droit devrait être très proche du droit allemand, permettant ainsi un flux plus rapide d'investissements étrangers que pour les trois autres pays qui nous intéressent. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je remercie les orateurs de nous avoir donné un exemple aussi brillant de leurs compétences dans ces trois

domaines de la Commission des Communautés européennes, l'industrie et la banque.

Avant d'ouvrir le débat qui sera, je l'espère, très fructueux, je donne la parole à M. l'ambassadeur de Pologne qui nous a fait l'honneur de répondre à notre invitation.

**M. FIJALKOMWSKI, ambassadeur de Pologne en France.** — M. le Président, M. le secrétaire d'Etat, Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord féliciter le Sénat de cette double initiative, d'avoir organisé, d'une part, cette mission en Pologne et, d'autre part, ce colloque, dont les conclusions ont pour objet d'informer et de révéler les réalités en Pologne et dans les autres pays de l'Europe centrale.

C'est dans cet esprit, me semble-t-il, que se justifie l'importance de notre rencontre parce qu'il y a un certain vide sur le plan de l'information (« information gap »). Je note, bien entendu, des clichés comme, par exemple, le fameux romantisme polonais apparemment incorrigible. A mon sens, ces clichés sont beaucoup plus négatifs que positifs, car nous avons besoin que soit diffusée une information approfondie et précise sur la situation économique, politique et social de nos pays respectifs. C'est sur une telle information que nous pouvons fonder le développement d'une coopération dans tous les domaines qui nous intéressent.

Je profite de cette occasion pour remercier et féliciter les orateurs qui sont intervenus avant moi, pour la compétence et la précision de leurs propos. J'ai écouté l'ensemble de leurs interventions avec beaucoup d'intérêt.

Si vous me le permettez, je reviendrai sur quelques questions qui ont été posées ce matin et je livrerai quelques réflexions surtout pour apporter quelques précisions. Bien entendu, j'évoquerai la Pologne car je ne suis pas habilité à parler au nom de mes amis hongrois et tchécoslovaques.

En ce qui concerne le processus de changement en Pologne, je tiens à souligner certaines caractéristiques.

Je tiens tout d'abord à indiquer que ce processus s'est déroulé de façon évolutive et sans violence, ce qui est un élément très important. Il a été entrepris avec un sens des responsabilités de la part de tous les participants de la scène politique polonaise. Au cours de ce processus, notre souci consistait à maintenir non seulement la stabilité interne mais aussi la stabilité externe. En fait, il fallait veiller à ne rien entreprendre qui, en provoquant un chaos en Pologne, aurait bouleversé l'environnement extérieur, compte tenu de la position géostratégique extrêmement délicate de la Pologne.

Autre caractéristique : la conception omniprésente, dès le début des événements, de l'intégrité des changements politico-sociaux et des

réformes économiques. Nous avons toujours eu conscience qu'il ne fallait surtout pas séparer ces deux domaines, mais qu'il fallait, au contraire, les traiter dans leur intégrité. Ce n'est pas par hasard si quelques mois après la mise en place du Gouvernement par le Premier ministre Mazowiecki, nous avons abordé la question des réformes économiques, qui constitue la clé du problème du changement de système en Pologne.

Cependant, avant d'aborder cette question, je voudrais souligner un autre phénomène qui me semble intéressant et qui a été évoqué par les orateurs ce matin. Je veux parler du crédit de confiance sans précédent qui a été accordé au Gouvernement, malgré toutes les pénuries et privations, liés à la mise en œuvre de la réforme économique.

L'abolition du système communiste en Pologne n'a pas provoqué l'explosion d'enthousiasme parmi la population. Personne ne dansait dans les rues. (*Sourires.*) Le sentiment qui régnait était, dans un premier temps, celui du soulagement et, dans un second temps, celui de la détermination, la volonté de changer le système et la fixation du prix qu'il faut payer sur le plan social.

Je tiens à souligner qu'en Pologne, très peu de gens actuellement nourrissent des illusions quant à la facilité de parvenir à un changement économique. Tout le monde est profondément conscient de cette difficulté et de son prix. Cette conscience prouve que la situation est acquise. Une euphorie, un enthousiasme se manifeste très vite mais passe peut-être encore plus rapidement. En revanche, la détermination froide subsiste. C'est la raison pour laquelle existe en Pologne un solide crédit de confiance dont je parlais tout à l'heure.

Cependant, nous savons parfaitement que cet état de grâce, auquel un des orateurs faisait allusion, ne durera pas éternellement. C'est pourquoi nous avons décidé d'une manière calculée et froide, dans le sens positif de ce terme, d'accentuer, (en me permettant d'employer les expressions utilisées par M. le secrétaire d'Etat, Lionel Stoléru), surtout la rupture avec l'ancien régime économique et après une période de transition. Nous avons opté pour un changement radical parce que nous sommes conscients que nous ne pouvons pas prolonger éternellement cet état de grâce. Il faut changer certaines choses par un choc thérapeutique pour produire des résultats positifs avant que cet état de grâce s'achève.

C'est la raison pour laquelle nous nous sommes prononcés en Pologne et nous sommes en train d'appliquer une économie de marché, sans y adjoindre aucun adjectif qualificatif (mixte, social, etc). En d'autres termes, nous ne pensons pas qu'il soit possible d'instaurer un régime qui serait composé d'une dose de socialisme et d'une dose de capitalisme. Nous ne nourrissons pas une telle illusion.

Notre choix se porte sur le système capitaliste, sur le système de l'économie de marché avec toutes les conséquences économiques,

sociales et politiques que cela suppose. Actuellement, nous œuvrons pour établir un tel système. Bien entendu, le prix social est élevé et certains des orateurs y ont fait allusion. Le niveau de vie a chuté, par exemple, de 30 à 40 %, mais c'est un phénomène inévitable étant donné les circonstances existantes.

En tout cas, nous avons, à mon avis, franchi un certain Rubicon et je m'en explique, apportant ainsi certaines précisions aux propos tenus par M. Stoléro qui probablement ne disposait pas des dernières données.

En premier lieu, nous avons libéré tous les prix, lesquels actuellement ne sont pas fixés par le Gouvernement, sauf pour quatre produits : le pain, le lait, les loyers et le prix de l'énergie. C'est d'ailleurs une situation de transition puisqu'il est également question de supprimer tout contrôle sur les dits prix. Dans le même temps, nous avons supprimé aussi les subventions.

En conséquence, pour la première fois depuis quarante-cinq ans, l'offre et la demande se sont rencontrées. Ce phénomène a d'ailleurs provoqué un choc pour beaucoup d'entreprises et les réactions ont été parfois très étranges. A titre d'exemple, certaines entreprises se retrouvent dans une situation telle qu'elles ne peuvent pas vendre leurs produits et qu'elles mettent en congé leurs employés au lieu de rationaliser la production.

En deuxième lieu, nous avons procédé à la réforme monétaire. La convertibilité de la monnaie nationale — le zloty — est totale. Aucune limitation n'est imposée aux citoyens polonais qui peuvent acheter ou vendre des devises comme ils le souhaitent, quel que soit le volume. En effet, le droit de change n'est pas réservé aux banques d'Etat. Les banques privées qui se sont déjà rétablies ont également cette possibilité. Il existe également les comptoirs de change privés auprès desquels vous pouvez changer ou acheter n'importe quel montant de devises dans la limite des fonds disponibles.

En ce qui concerne les entreprises étrangères, une limitation provisoire de transfert est imposée : les bénéficiaires ne peuvent être rapatriés librement que si le « joint venture » produit pour l'exportation. Dans ce cas-là, les profits provenant du surplus de l'exportation sur l'importation de ce « joint venture » sont totalement transférables. Si le « joint venture » travaille exclusivement pour le marché intérieur, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, il sera tout de même possible de transférer 15 % des bénéfices ; progressivement, ce pourcentage sera augmenté.

En troisième lieu, après trois mois de mise en œuvre de cette réforme économique radicale, à côté des symptômes négatifs comme la chute du niveau de vie, nous enregistrons également des aspects positifs : après la récession, la production commence à reprendre ; les prix se stabilisent et même tombent ; le taux d'inflation qui était de 80 % au mois de janvier a baissé de 4,7 % pour le mois de mars. Par conséquent,

les résultats obtenus, suite à la mise en œuvre de notre réforme économique, sont encourageants et constituent un bon pronostic d'avenir.

Pour éviter d'abuser du temps de parole qui m'est imparti, je n'entrerai pas dans le détail des problèmes concernant l'agriculture polonaise et la production de l'énergie. Je me permettrai simplement de faire une remarque en ce qui concerne la chute de la production de charbon.

Nous ne considérons pas cette chute comme un phénomène complètement négatif, bien au contraire. Après la multiplication du prix de l'énergie, les Polonais consomment moins tout simplement. La demande a baissé et nous n'avons donc pas besoin de produire davantage de charbon.

Pour conclure, je ferai part de quelques observations en ce qui concerne la présence économique française en Pologne. Sincèrement, la présence économique française en Pologne n'est pas à la hauteur des nécessités ni à la hauteur du potentiel des deux pays. Elle n'est pas non plus à la hauteur de l'ensemble des relations franco-polonaises qui sont excellentes, surtout sur le plan politique.

Pour illustrer mon propos, je citerai des exemples. La France se situe, parmi nos partenaires commerciaux, au sixième ou au septième rang parmi les pays occidentaux. Elle occupe le même rang en ce qui concerne les « joint ventures » déjà installés en Pologne. Je ferai une comparaison intéressante : nous avons établi l'année dernière 400 « joint ventures » polonais-allemands et environ 60 polonais-français.

Nous avons réellement besoin, me semble-t-il, d'un concours beaucoup plus dynamique des hommes d'affaires français pour accentuer la présence économique française qui est très souhaitable et très importante pour la Pologne.

M. Sosnowski, conseiller économique de l'ambassade de Pologne, est présent et il peut, si vous le souhaitez, vous fournir des détails, mais je peux vous assurer qu'il existe presque tous les instruments juridiques et structures nécessaires pour garantir un emploi efficace des moyens financiers en Pologne.

Enfin, puisque je suis, par mon expérience psychologique et par ma formation professionnelle, un optimiste modéré, je suis persuadé que la présence économique française sera quand même élargie dans les mois et dans les années à venir. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous remercie, monsieur l'Ambassadeur, de votre intervention à laquelle l'assemblée a été particulièrement attentive. C'est un élément supplémentaire que vous ajoutez aux relations entre la France et la Pologne.

Puisque nous avons un horaire à respecter, je propose, dans le cadre de ce débat, que trois ou quatre personnes se manifestent. Ces questions feront ensuite l'objet d'une réponse de la part des orateurs présents à la tribune.

M. Azambre, vice-président de la Chambre de commerce franco-yougoslave, s'est d'ores et déjà manifesté et je lui donne la parole.

**M. AZAMBRE, vice-président de la Chambre de commerce franco-yougoslave et représentant de la société D.T.I.** — Je voudrais faire part d'une réflexion et poser une question.

Tous les orateurs de ce matin nous ont incité à nous orienter vers l'Europe centrale et orientale. Je tiens à souligner un aspect important : quelle nouvelle approche dans ce nouveau contexte ?

Je pense que ce « comment » n'a pas échappé à la mission sénatoriale qui s'est rendue dans les trois pays dont nous discutons aujourd'hui. Par ailleurs, il nous a été indiqué, tout au long de cette journée, que des aides seraient accordées sous forme de prêts ; je n'ai pas entendu le mot de « subvention ». Pour moi, un prêt doit être remboursé et nécessite donc des devises convertibles. En outre, M. Saltiel a évoqué l'endettement de ces pays qui, en ce qui concerne la Pologne et la Hongrie, est considérable. Par conséquent, comment rembourser ce prêt ?

Si je m'adresse à une banque pour obtenir un crédit fournisseur sur la Pologne, la banque me répondra très justement qu'elle a déjà un encours suffisant sur la Pologne et qu'il n'est pas question de me consentir un crédit fournisseur supplémentaire. Si je m'adresse à la Coface, elle me répondra également avec beaucoup de prudence qu'elle a déjà un encours important sur ces pays, mis à part la Tchécoslovaquie.

Par conséquent, mettez-vous à la place d'un industriel français qui veut trouver des partenaires dans ces pays-là. Ma question est donc la suivante : comment le faire et sous quelle forme ?

Pour éviter d'abuser du temps, je ferai simplement une suggestion. Nous avons parlé de société mixte ou de « joint venture » dans la mesure où il y a un partenaire d'Etat. Certaines conversions de créances en devises convertibles ont été mises en place pour permettre des investissements dans ces pays. Ces techniques sont peu connues, peu utilisées et l'insuffisance de la présence française dans ces pays en témoigne.

En outre, avant la dislocation du Comecon dont il a été question, l'ensemble de ces pays était lié par des accords de « clearing » non seulement avec les autres pays d'Europe centrale et orientale, mais aussi dans l'axe Nord-Sud, y compris avec les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Cette autre formule n'est-elle pas une solution pour utiliser ces créances de « clearing » que certains pays détiennent sur d'autres, sans parler des pays d'Europe centrale ? Cette formule encou-

ragerait les investissements et créerait ainsi des conditions financières qui tendraient à diminuer le risque des sociétés françaises. Celles-ci hésitent actuellement à créer dans ces pays des sociétés mixtes avec des partenaires, qu'ils soient polonais, hongrois ou tchèques parce que le risque est trop grand et le risque financier considérable.

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je crois savoir que M. le Président de la Coface est présent dans l'assistance et il serait peut-être opportun, monsieur Baquiast, de vous désigner pour nous apporter des éléments de réponse.

**M. BAQUIAST, président de la Coface.** — Bien volontiers, monsieur le Président, bien que je sois venu pour m'instruire. (*Sourires.*)

En premier lieu, parmi les pays de l'Est qui ne sont pas homogènes — nous l'avons évoqué ce matin et je le confirme — nous considérons que certains d'entre eux — la R.D.A., l'Union Soviétique et la Hongrie — sont d'excellents risques, à l'image des meilleurs pays d'autres systèmes économiques.

En revanche, d'autres pays sont effectivement de mauvais risques en l'état actuel des choses et compte tenu du montant de la dette. Je regrette d'indiquer en présence de M. l'Ambassadeur de Pologne que pour l'instant, la Pologne n'est pas un excellent risque financier mais il n'est pas exclu qu'elle le devienne à nouveau.

En deuxième lieu, nous envisageons d'assouplir les possibilités de prise de garanties. Je tiens à souligner en particulier que les garanties d'investissement font actuellement l'objet, d'une part, d'une création et, d'autre part, d'une évolution.

En effet, la Sofaris, qui est un organisme cousin de la Coface, sur fonds publics, prend, depuis quelques jours, des mesures qui lui permettront de garantir ce que nous appelons la perte de fonds propres ou garantie du risque économique. Il ne s'agit pas exactement du risque commercial, pour parler le langage des banquiers, mais c'est une mesure analogue. En outre, parallèlement, la B.F.C.E. et la Coface, certes dans des conditions quelque peu différentes mais n'entrons pas dans le détail, continuent à garantir le risque politique sur les investissements effectués dans les pays de l'Est.

En troisième lieu, j'ai la prudence des financiers et autant je suis favorable aux évolutions, autant je ne souhaite pas que l'on « rock the boat », comme disent les Anglais. Ceux qui, dans le calme des salons parisiens, encouragent les peuples asservis à secouer par tous les moyens la tutelle qui pèse sur eux et à détruire avant de construire, sont des irresponsables. Nous n'avons pas d'exemple en France naturellement, par conséquent, mon propos ne visent pas des Français.

Je suis inquiet lorsque j'entends certains préconiser la réduction des produits, si rares soient-ils sur les étals des magasins publics, pour

augmenter la demande privée. Je ne suis pas certain que la réduction des productions, même de charbon, soit la manifestation du développement du niveau de vie. Par ailleurs, je ne suis pas certain que la destruction du peu de potentiel productif actuel garantisse le potentiel de production à venir.

En conséquence, j'aurais tendance à faire mien — vous ne vous en étonnez pas — le propos de M. le secrétaire d'État, Lionel Stoléru, pour qui la transition est essentielle. Je me méfie des médecins qui veulent faire courir les unijambistes avant de les avoir doté de prothèses. Il est clair que l'idéal, c'est de ne pas être unijambiste. Cependant, quand vous l'êtes par le malheur des temps et de l'histoire, avant de vous faire galoper, il serait judicieux de vous doter d'une ou de deux jambes de bois.

En tout cas, les financiers, qu'ils soient de droite ou de gauche, du centre ou d'ailleurs, font exactement les mêmes analyses avec les mêmes critères. Rien n'est plus étroitement conservateur qu'un financier de gauche et vice versa. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous remercie, monsieur Baquiast, de ces éléments de réponse.

**MM. d'Halluin et Raslovleff** ont également demandé à intervenir dans le cadre de ce débat.

La parole est donc à M. d'Halluin.

**M. D'HALLUIN.** — Je poserai une question et je ferai une suggestion en ce qui concerne la formation de l'encadrement dans les pays de l'Est.

Nous avons indiqué ce matin à juste titre qu'il fallait accélérer l'offre dans ces pays, satisfaire au plus vite les besoins de consommation et construire un tissu de P.M.I., si possible, performantes dans cet environnement dont les conditions étaient tout autres depuis quarante ans.

Nous avons proposé des quantités de mesures, économiques et financières mais, à mon avis, pas suffisantes en termes de formation des cadres. J'estime que la formation, si nous voulons tenir les délais qui politiquement sont nécessaires, est l'obstacle le plus important à la réalisation de ces objectifs. Ce problème est considérable sur le plan qualitatif et sur le plan quantitatif.

Sur le plan quantitatif, nous savons que nos universités ne peuvent pas répondre aux besoins. En conséquence, je me demande — telle est ma suggestion — si des entreprises de l'Ouest ne devraient pas prendre le relais de la formation. Nous pourrions, par exemple, imaginer que les entreprises de l'Ouest — les P.M.I. et les grandes entreprises — embauchent pendant six mois ou un an, un Polonais, un Tchèque ou un Hongrois, acceptent de le former en le payant au S.M.I.C., ce qui sera

plutôt une amélioration pour le candidat. Pour encourager les entreprises, l'Etat accorderait l'exonération de toutes les charges sociales pendant l'année en cours. Au niveau du S.M.I.C., cela représente 30 000 F par an. C'est exactement le coût de la formation d'un cadre en système d'Etat.

Sur le plan qualitatif, le coût ne sera pas plus élevé et la formation sera nettement meilleure dans la mesure où ces personnes seront insérées dans le tissu industriel et il n'existe pas de meilleur professeur que l'entreprise. Je ne pense pas que la langue pose problème et le slogan serait : à chaque P.M.I. son Polonais pendant six mois ou pendant un an.

Cette action pourrait rapidement concerner 50 000 à 100 000 cadres, c'est-à-dire qu'en termes quantitatifs, elle pourrait mieux satisfaire les besoins. Par ailleurs, il n'existe pas, à mon sens, de meilleure protection de tous les investissements financiers et risqués dont nous avons parlé que d'avoir plus de formation pour encourager ces investissements.

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous remercie, monsieur D'Halluin, de votre intervention et je donne maintenant la parole à M. Raslovleff.

**M. RASLOVLEFF, délégué pour les pays de l'Est de la compagnie Péchiney.** — Je poserai une question tout à fait pratique qui s'adresse à M. de Benavides.

Les différents intervenants de ce matin ont évoqué la question préoccupante de la pollution et de la trop forte consommation d'énergie dans les trois pays qui nous intéressent, notamment en Pologne.

Nous savons que la Communauté, dans le cadre de l'opération P.H.A.R.E., a prévu, si mes informations sont exactes, une ligne de crédits précisément pour aider la Pologne et la Hongrie dans un premier temps à régler ces problèmes-là.

Ma question est très concrète : lorsqu'il existe un projet commun entre un industriel polonais et un industriel français, quelles sont les conditions d'éligibilité à cette ligne de crédits ? Que faut-il faire ? Comment faut-il procéder ?

Nous sommes actuellement confrontés, au niveau des milieux industriels, à des informations qui circulent dans la presse et sur ce point, j'élargis ma question. Nous savons que la France accorde à la Pologne une aide d'un montant de 4 milliards de francs. Nous savons également que la Communauté et le « G 24 » examinent ces questions. Quand il s'agit de groupes importants comme Péchiney, nous pouvons nous renseigner sur place. Cependant, je pense aux autres industriels qui n'ont peut-être pas les mêmes facilités. Ce manque d'informations me semble préoccupant et il faudrait davantage informer des possibilités qui

se présentent à un industriel moyen. Nous avons beaucoup parlé de P.M.I.-P.M.E., lesquelles sont probablement encore plus concernées que nous pour bénéficier de ces possibilités.

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous propose, mesdames, messieurs, que les orateurs répondent maintenant aux questions très judicieuses qui ont été posées.

La parole est à M. Philippe Giscard d'Estaing.

**M. GISCARD D'ESTAING.** — Pour répondre à M. d'Halluin dont je partage tout à fait les propos, j'ai indiqué tout à l'heure que les problèmes de formation étaient essentiels. Ils prendront beaucoup de temps et ils coûteront très chers. Nous pouvons discuter à l'infini de la façon dont nous pourrions résoudre ces problèmes de formation. Les entreprises, à mon sens, sont prêtes dans la mesure où elles ont l'intention de coopérer avec les pays de l'Est à jouer leur rôle. A ma connaissance, elles le joueront si j'en juge par l'expérience de ma propre entreprise ou par celle d'autres entreprises que je connais.

Le problème le plus important, à mes yeux, en la matière, est celui du financement de la formation. Les coûts sont très élevés, même si les chiffres avancés par M. d'Halluin donnent l'illusion que ce n'est pas le cas. Par ailleurs, je pense que nos interlocuteurs des pays de l'Est ne sont pas du tout préparés à participer à cet investissement qui est considérable.

En conséquence, devons-nous essayer de les convaincre ? Devons-nous, au contraire, susciter des actions au niveau politique comme elles existent en France actuellement ou au niveau communautaire ! Devons-nous y participer ? Sur ce dernier point, ma réponse est positive. C'est, à mon sens, un problème extraordinairement complexe auquel il n'existe pas de réponse simple. Cependant, j'insiste vivement sur le fait qu'il me paraît capital que nos interlocuteurs des pays de l'Est comprennent que c'est pour eux un enjeu fabuleux et qu'ils doivent apporter leur contribution.

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous remercie, M. Giscard d'Estaing, de votre réponse et je donne maintenant la parole à M. Benavides.

**M. DE BENAVIDES SALAS.** — Je ferai quelques commentaires et j'apporterai quelques réponses aux différentes questions qui ont été soulevées.

En ce qui concerne les questions de solvabilité de ces pays, l'intervention de M. Saltiel comportait un élément très clair sur ce point : il existe une interrelation entre ce que peuvent faire les organisations multilatérales et le secteur public et la solvabilité telle que les opérateurs économiques le perçoivent eux-mêmes. En quelque sorte, nous ne pourrions pas avoir recours aux « joints ventures » comme éléments

mobilisateurs d'investissement tant que les opérateurs impliqués dans les « joints ventures » n'auront pas une certaine confiance dans la capacité de réponse des pays récepteurs. Cette capacité de réponse est elle-même conditionnée par les moyens de paiement que la Communauté internationale ou que les organisations internationales mettent à la disposition de ces pays.

Par conséquent, entre tous ces mécanismes financiers, entre tous ces facteurs de mobilisation des investissements, il existe des relations très étroites. J'en veux pour preuve, par exemple, le fait que la Pologne ait obtenu au mois de décembre, la veille de la réunion des « 24 », des conditions du Club de Paris tout à fait remarquables parce que les mesures, qui ont été prises en Pologne, ont inspiré confiance au Club de Paris et vice versa.

Certains éléments jouent donc entre eux et j'indiquais tout à l'heure pour faire preuve d'un peu d'humour que le fonds de stabilisation monétaire que nous avons créé pour la Pologne est d'autant plus efficace qu'il n'a pas été utilisé. Cela prouve que parfois, certains éléments jouent un rôle psychologique, car ils inspirent confiance non seulement aux opérateurs mais aussi confiance non seulement aux opérateurs mais aussi aux pays eux-mêmes. Cet élément fut évident en ce qui concerne la Pologne.

Nous ne pouvons donc pas dissocier ces instruments les uns des autres et s'il y a détérioration, il peut y avoir aussi amélioration. M. Baquiast y faisait allusion tout à l'heure en indiquant qu'il ne fallait pas exclure l'hypothèse que la situation de l'emprunteur ne s'améliore pas dans un futur proche. C'est précisément, à mon sens, l'objectif de toutes ces opérations.

En ce qui concerne la formation, il est clair que ce volet constitue l'élément fondamental quant à l'avenir de ces pays. De par les différents contacts que la Commission a eu avec l'ensemble des responsables de ces pays, nous avons toujours eu l'écho le plus clair, le plus franc et sans ambages de la situation dans ces pays en matière de formation. Les besoins de ces pays se manifestent à tous les niveaux : ils manquent de financiers, de banquiers, d'assureurs ; ils n'ont pas d'expérience de marché et il leur faut la créer. Pour y parvenir, l'aide de la Communauté internationale est indispensable. En matière de formation, la demande est très claire.

Le problème consiste donc à préparer les structures d'accueil dans les pays dispensant cette aide et surtout dans les pays récepteurs de cette aide. Il faut donc créer les structures d'accueil, les instruments sur lesquels se grefferont par la suite les actions soit privées, soit publiques en matière d'aide. On ne peut pas former quelques centaines de Polonais ou quelques centaines de jeunes Hongrois en les dispersant dans les banques occidentales, car le risque immédiat serait pour ces pays de perdre ces jeunes candidats.

C'est la raison pour laquelle il est préférable de raisonner en termes de création de structures d'accueil au sein même des pays récepteurs de l'aide. Certaines initiatives existent déjà en Pologne comme dans d'autres pays. A titre d'exemple, la création d'un centre de formation pour banquiers, inspiré plus ou moins par la Banque Nationale, constitue une excellente initiative. Je citerai également l'International Management Center à Budapest, rattaché, paradoxalement d'ailleurs, à l'Université Karl Marx mais qui fonctionne avec l'appui de la France et des Etats-Unis. Je ne vois pas pourquoi nous ne devrions pas encourager ces instruments pour élargir l'accueil et pour perfectionner la formation dont bénéficieraient rapidement les populations.

Nous devons également prendre en considération l'élément de la langue. A titre anecdotique, j'ai constaté hier à Bonn que sur l'ensemble des interventions de tous les pays de l'Europe Centrale et orientale, pas une seule, à l'exception de celle de l'Union Soviétique, n'a été faite en russe. Je tiens à le souligner, car il existe tout de même une volonté d'élargir, sinon de remplacer la connaissance du russe par celle d'autres langues. Sur ce point aussi, nous devons consacrer un important effort à la formation préalable ou, en parallèle, à la formation spécifique dans des branches déterminées.

Comment avoir accès aux mécanismes financiers de la Communauté ? Je me permettrai de relever sur ce point un excès de littérature, si j'ose m'exprimer ainsi. Le fait d'avoir créé des moyens au niveau communautaire ne signifie pas nécessairement qu'il s'agit de guichets ouverts pour les entreprises. Les projets qui sont proposés pour le financement — il en existe déjà de nombreux — doivent passer par le filtre établi par les autorités polonaises et la Commission. En fait, il faudra que ces projets soient proposés, acceptés, agréés par les autorités polonaises ou par les autorités hongroises et par les autorités des autres pays concernés si, dans quelques jours, est approuvé l'élargissement de l'action de la Communauté.

Par conséquent, premier passage inévitable : les pays récepteurs doivent eux-mêmes indiquer à la Commission qu'ils sont intéressés pour développer tel ou tel projet que ce soit dans le domaine de l'environnement ou dans tout autre domaine. A partir des propositions, nous engageons des études de faisabilité, lesquelles sont suivies des procédures normales.

En ce qui concerne les projets sans nom, sans étiquette, sans entreprise, tels que des opérations d'adduction d'eau, de décontamination dans tel ou tel secteur, d'installation de filtres dans telle ou telle industrie, nous procédons par la voie normale, utilisée par la Commission, c'est-à-dire par des appels d'offres internationaux auxquels participent, en général, des entreprises communautaires bien déterminées chacune dans leur domaine d'activité.

3 Pour conclure, je tiens à rappeler pour éviter toute ambiguïté qu'il ne s'agit pas de guichets ouverts auxquels on s'adresse pour financer un projet soi-disant excellent auquel s'intéresse une société hongroise. Dans ces cas-là, il est préférable de s'adresser à d'autres guichets, comme la Coface ou d'autres instruments financiers déjà existants pour ce type d'opération. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Nous clôturons maintenant le deuxième forum qui a été nourri de nombreuses réflexions extrêmement intéressantes et je remercie vivement l'ensemble des orateurs qui ont bien voulu nous apporter leur concours.

Nous allons nous retirer pour laisser la place aux intervenants suivants, le troisième forum étant présidé par M. Jean François-Poncet.

## TROISIÈME FORUM

### **PERSPECTIVES GÉOPOLITIQUES : L'EUROPE DE L'EST ENTRE L'U.R.S.S. ET LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE**

**Présidence de M. Jean François-Poncet,  
président de la commission des Affaires économiques  
et du Plan du Sénat.**

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je salue la présence de MM. Hassner et Gros qui concluront ce colloque en élargissant le domaine de notre réflexion. Nous avons examiné un certain nombre de problèmes techniques qui commandent le développement économique et social. Cet examen était indispensable et c'était l'objectif que la Mission s'était assignée en se rendant dans les pays de l'Est.

L'opinion publique et nous-mêmes avons à l'esprit des questions fondamentales qui dépassent largement les trois pays qui nous intéressent ici aujourd'hui. Ces questions concernent l'ensemble de l'Europe centrale et orientale, et au-delà le destin de l'Europe tout entière. Inutile de souligner l'ampleur, le caractère révolutionnaire des changements qui se sont produits, mais dans quel monde l'Europe pénètre-t-elle aujourd'hui ? C'est la question dont nous devons discuter maintenant.

Entrons-nous dans une Europe des nationalités ou des nationalismes ? Sortons-nous de la guerre froide ? L'U.R.S.S. sera-t-elle encore demain une superpuissance et projettera-t-elle encore son ombre, sur l'Europe occidentale ? Quel lien l'Europe centrale et orientale tissera-t-elle avec l'Europe occidentale ? Faut-il imaginer une adhésion à la Communauté, ou des traités d'associations ? Faut-il, au contraire, retenir l'idée de Mme Lavigne d'une structure régionale propre à l'Europe centrale qui établirait, en tant que telle, des liens avec la C.E.E. ?

Voilà rapidement résumée une série d'interrogations et, au-delà un problème plus général, celui de la place de l'Europe dans le monde. Nous sommes tous conscients que l'Europe, depuis 1945, est « mineure », protégée par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Je donne au mot « protection » un sens négatif s'agissant de l'U.R.S.S. et un sens positif s'agissant des Etats-Unis. Mais la question pour l'avenir se pose : Allons-nous devenir majeurs ?

Je suis frappé de constater qu'aux Etats-Unis, un certain nombre d'auteurs prétendent que l'Europe, débarrassée du communisme, sera une des principales puissances du XXI<sup>e</sup> siècle. Est-ce possible ? Est-ce pensable ? Est-ce probable ?

Je souhaiterais qu'avant de nous séparer, on aborde ces questions centrales.

Je donnerai à M. Hassner le privilège de la conclusion. Je m'adresse d'abord à M. Gros qui après avoir fréquenté l'université de Chicago, a obtenu son doctorat d'économie et qui est actuellement maître de recherche au centre européen d'études politiques de Bruxelles.

La parole est à M. Daniel Gros.

**Communication de M. Daniel Gros,  
conseiller au Center for European policy studies de Bruxelles.**

**M. GROS.** — Monsieur le Président, il me sera difficile, compte tenu du temps de parole qui m'est imparti, de répondre à toutes les questions que vous avez posées en présentant ce forum. Je m'efforcerai tout de même d'apporter brièvement certains éléments de réponse, de façon à laisser davantage de temps au débat qui doit s'ouvrir tout à l'heure.

Si nous parlons de choix politiques plus larges, nous devons adopter une perspective à moyen terme, soit d'ici deux à trois ans, c'est-à-dire après le passage à l'économie de marché des pays de l'Est. Ce passage, après les difficultés initiales, conduira à une croissance soutenue si les réformes sont faites en profondeur, ce qui semble être le cas actuellement. Nous devons donc projeter la situation au-delà de la présente phase de transition de laquelle se dégagent plus de problèmes que d'opportunités.

En ce qui concerne plus précisément le thème de ce troisième forum, c'est-à-dire l'Europe de l'Est entre l'U.R.S.S. et la Communauté économique européenne, il est peut-être utile de l'aborder de trois points de vue différents :

- 1) tout d'abord, du point de vue de ces pays ;
- 2) ensuite, du point de vue de l'Europe, c'est-à-dire du point de vue de la Communauté économique européenne ;
- 3) enfin, du point de vue de l'U.R.S.S.

Je commenterai ces trois points de vues sur le plan économique et sur le plan politique.

1. En ce qui concerne le point de vue des pays de l'Est, le thème de ce troisième forum est tout à fait révélateur puisqu'il se réfère à la Communauté économique européenne qui, comme vous le savez, aujourd'hui n'existe plus puisque, officiellement, nous parlons aujourd'hui des communautés européennes. Néanmoins, ce thème est révélateur, car sur le plan économique, la question du choix entre l'U.R.S.S. et la Communauté européenne ne se pose pas, surtout dans la mesure où l'Allemagne fait partie de la Communauté. Sa présence est essentielle dans le cadre de l'échange des produits industriels, qui facilitera la croissance des pays de l'Est. Ce point est également très important dans le domaine monétaire et le cas de la R.D.A. prouve d'emblée que nous ne pouvons pas sous-estimer l'importance d'une monnaie forte.

Cette réflexion m'amène à présenter une proposition qui pourrait faire l'objet d'un débat : la possibilité d'offrir à ces pays de lier leur monnaie à l'ECU. Il leur serait probablement trop difficile, pour commencer, de lier leur monnaie au mark. Cependant, l'ECU étant destiné à devenir la monnaie européenne, cette possibilité serait de nature à faciliter, par la suite, l'intégration de ces pays dans le cadre de l'espace économique européen.

Même si sur le plan économique, la question du choix entre l'Europe et de l'U.R.S.S. ne se pose pas pour ces pays, il faut tout de même sauvegarder, pendant la période de transition, les liens qui existent entre les pays de l'Est et l'U.R.S.S. pour maintenir la stabilité de la production de ces pays. Cependant, au-delà de la période de transition, le choix est clair.

Dans le domaine politique, les choix sont plus nombreux parce que la vocation européenne de ces pays n'est pas aussi forte. En outre, des initiatives très récentes ont proposé de procéder à un regroupement régional. Une réunion a eu lieu hier à ce sujet, mais je n'ai pas l'impression que cette initiative soit durable. Je pense plutôt que le but de ce regroupement est de faciliter l'adhésion future de ces pays à la Communauté européenne.

Mais il est également évident que sur le plan politique, l'U.R.S.S. ne représente pas une alternative valable. Le choix, dans ce domaine, s'orientera donc plutôt sur une voie régionale tout en restant dans la perspective de l'intégration européenne.

2. En ce qui concerne le point de vue européen, dans le domaine économique, il est clair que l'effet de la mutation économique dans les pays de l'Est est d'une importance secondaire. En matière de commerce, l'importance des pays comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne est très largement inférieure à des pays comme l'Autriche ou la Belgique. Il est certain que cette situation ne changera pas du jour au lendemain. L'importance des effets directs sur le commerce sera alors mineure. Cependant, nous constatons également des effets indirects

importants, notamment dans le développement des Bourses en Europe, plus particulièrement en Allemagne.

En revanche, dans le domaine **politique**, des choix doivent être faits. Je pars du principe que la Communauté européenne a une vocation politique. Cette donnée est claire et je ne la développerai pas. Cependant, il est également évident que l'Europe des Douze n'a pas intérêt à ce que les pays de l'Est connaissent une<sup>6</sup> certaine destabilisation ou « balkanisation ». Que pouvons-nous faire en la matière ? Je citerai à cet égard le choix que vous connaissez tous entre l'adhésion à des cercles concentriques ou à des accords de libre échange, sans parler de toutes les positions intermédiaires que nous pouvons imaginer.

Les questions fondamentales qui se posent sont les suivantes : quelle est la taille optimale de l'Europe. Quelle Europe voulons-nous construire ? Malheureusement, il m'est impossible d'approfondir ce sujet et de répondre à ces questions dans les dix minutes qui me sont imparties.

Du point de vue européen, la mutation des pays de l'Est ne pose pas trop de problèmes économiques mais un profond problème politique pour l'avenir de la Communauté.

3. En ce qui concerne le point de vue de l'U.R.S.S., la dimension **économique** ne pose pas de problème. Vous savez peut-être qu'un espace économique européen est en train d'être construit avec les pays de l'A.E.L.E., comprenant la Finlande. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de problème à cet égard avec l'U.R.S.S. et nous pourrions même imaginer que l'U.R.S.S. aurait besoin, dans un futur assez proche, d'avoir accès à l'espace économique européen, car c'est le seul marché qui serait susceptible d'augmenter les exportations de produits industriels dont l'U.R.S.S. aurait besoin pour son développement économique.

En revanche, la dimension **politique** est une source de problèmes. L'Histoire en Europe nous enseigne que la formation d'une puissance politique, qui s'étend de l'Atlantique à la frontière de l'U.R.S.S. est source de conflits. Au cours de ces 180 dernières années, nous avons connu cette situation deux fois (en 1812 et en 1941) et vous en connaissez les résultats.

Si une simple extension de la Communauté à l'ensemble des trois pays qui sont le sujet de ce colloque paraît difficile voire dangereuse il ne faut pas envisager de la même manière l'intégration politique pour les trois. Il est important, à ce stade du débat, de souligner un point qui a été énoncé à plusieurs reprises au cours de cette journée, à savoir que nous devons nuancer notre propos selon les pays de l'Est. A ce sujet, il est peut-être utile de consulter la carte qui est projetée dans cette salle, car c'est, de ce point de vue, très révélateur. Vous constatez d'emblée que la situation de la Pologne est complètement différente de celle des

autres pays, car seule la Pologne a une frontière très importante avec l'U.R.S.S., ce qui n'est pas le cas des deux autres pays qui nous intéressent. (Je ne parle pas du cas de la Roumanie qui est spécifique.)

Je note également, me référant à la situation en 1812 et à celle qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, que la différence entre ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie, en Autriche et en Pologne est très révélatrice. Dans les deux cas de la Pologne a joué un rôle clé dans le déclenchement de la guerre.

En conclusion, le choix, sur le plan de l'interprétation économique est assez clair. Le seul pôle d'attraction économique, c'est la Communauté, et l'orientation des pays de l'Est ne devrait pas entraîner d'importants problèmes soit économiques soit politiques. Cependant, sur le plan de l'intégration politique, des choix doivent être faits et nous devons nuancer la situation selon les pays. Nous pourrions envisager une intégration politique plus poussée pour certains pays comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie, mais en ce qui concerne la Pologne, les problèmes sembleraient plus importants. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous remercie, monsieur Gros, de nous avoir mis sur la voie de cette réflexion beaucoup plus générale.

Je vais donc donner maintenant la parole à M. Hassner que je vous présente. Normalien et agrégé de philosophie, M. Hassner est entré dès 1959 comme assistant à la Fondation nationale des sciences politiques. Depuis 1972, il y est maître de recherches, chargé d'enseignement des relations internationales. Il est parallèlement professeur au centre européen de l'université John Hopkins de Bologne.

M. Hassner est également l'auteur de nombreux articles et livres. Il est certainement un des meilleurs observateurs de l'évolution des relations entre l'Est et l'Ouest, de l'évolution de l'Allemagne, ainsi que de l'ensemble des problèmes qui retiennent notre attention.

C'est la raison pour laquelle j'ai pensé que M. Hassner serait probablement la personnalité la plus intéressante à écouter avant de nous séparer, non pas pour clore le débat mais pour l'ouvrir sur un prochain colloque que nous ne manquerons pas d'organiser...

La parole est à M. Pierre Hassner.

**Communication de M. Pierre Hassner,  
directeur de la recherche  
à la Fondation nationale des sciences politiques.**

**M. HASSNER.** — Monsieur le Président, lorsque vous m'avez demandé de prendre part à ce colloque, j'ai été quelque peu mal à l'aise, car vous me connaissiez suffisamment pour savoir que je suis tout à fait

étranger à l'économie qui fait le sujet de ce colloque. Votre introduction, cet après-midi, dans un premier temps, m'a rassuré et, dans un second temps, m'a de nouveau inquiété puisque vous avez posé vous-même parfaitement toutes les questions qui se posent et auxquelles j'ai encore moins que vous les réponses. Par conséquent, en un sens, je ne ferai que répéter les propos que vous avez tenus ce matin.

Je me sentais en un sens justifié d'être en porte-à-faux parce que notre sujet lui-même, l'Europe de l'Est, c'est, par définition, la région qui est toujours en porte-à-faux. Si nous retenons dans sa définition le titre qui nous est donné « l'Europe de l'Est », vous savez que les trois pays dont il est question refusent d'être considérés comme participant à l'Europe de l'Est. En un sens, nous pouvons dire que l'Europe de l'Est n'existe plus. Cette notion avait un sens par la domination soviétique : l'Europe qui appartenait à l'Est était, selon la formule de Kundera, un « *Occident kidnappé* ».

Dernièrement, j'ai consulté la revue américaine *Dedalus* qui consacrait un article au nationalisme en Europe de l'Est. Je me suis précipité dessus, mais il était question de la l'Estonie, de la Biélorussie et de la Géorgie. Pour les Polonais, les Tchécoslovaques et les Hongrois, l'Europe centrale, c'est eux ; l'Europe de l'Est, c'est la partie européenne de l'Union soviétique. Pour certain Polonais, l'Europe centrale, c'est la Lituanie et l'Ukraine, eux-même faisant partie de l'Occident, la Russie d'Europe étant l'Europe de l'Est. Par conséquent, il existe toujours cette espèce d'incertitude sur son identité même et sur ses limites.

Par ailleurs, le titre adopté est « l'Europe de l'Est entre la C.E.E. et l'U.R.S.S. », il me semble que c'est très bien poser la question parce que, sur le plan géopolitique, dans les années 1990, le problème sera précisément celui de la Communauté européenne et celui de l'U.R.S.S., plus que celui de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est.

L'année 1989 a été celle de l'Europe de l'Est et de l'Allemagne qui, au lieu d'objets sont devenus sujets, ce qui pour l'Allemagne n'est pas nouveau, mais l'est pour l'Europe de l'Est. Elles ont, en quelque sorte, changé la face du système international. Il me semble que dorénavant, elles suivront cette voie que vous avez décrite toute la journée, qui sera cahoteuse, mais qui s'orientera vers une situation meilleure malgré tous les aléas.

Cependant le problème fondamental qui se posera à l'Europe sera celui de l'U.R.S.S. et de la Communauté européenne. L'U.R.S.S. se défera-t-elle et comment, avec quelle violence, avec quels bouleversements imprévisibles ? L'Europe se fera-t-elle et comment ? Ce sont les deux questions qui se posent avant tout. L'Europe de l'Est ne disparaîtra pas, mais sur le plan de la sécurité et sur le plan géopolitique, elle reviendra, d'une certaine façon, à sa situation traditionnelle d'être une espèce de zone dont nous ne savons pas très bien quoi faire et quel rôle lui faire jouer. Cependant, dans sa particularité même, peut-être y a-t-il des leçons à retenir pour l'Europe tout entière.

Un historien hongrois récemment disparu disait que l'Europe centrale, c'est cette région qui a toujours été d'une certaine façon passive et bornée par la domination de l'Ouest et de l'Est. Tandis que l'Europe de l'Ouest connaissait une expansion coloniale vers le Sud et surtout une expansion économique vers l'Ouest, vers le monde atlantique, tandis que la Russie connaissait une expansion militaire vers l'Asie, l'Europe centrale, ce que nous appelons l'Europe de l'Est, était « coincée » sans avoir ni la prospérité de l'Europe occidentale ni la puissance militaire de la Russie.

Il y a quelques années, lorsque la mode était à l'« europessimisme », lorsque les auteurs américains, au lieu de dire que l'Europe occidentale allait être le centre du monde, disait qu'elle était un continent fini, on pouvait se poser la question de savoir si le sort traditionnel de l'Europe centrale n'allait pas être le sort de l'Europe, elle-même « coincée » entre l'avance économique et technique américaine et japonaise et l'avance militaire de l'Union soviétique. Aujourd'hui, les données sont de nouveau changées mais le problème demeure.

D'un autre côté, nous pouvons dire que l'Europe de l'Est est ce qui a créé la brèche dans le système des deux alliances, certains diraient des « deux blocs », mais c'est, en l'occurrence, une expression qu'il faut bannir à cause de la dissymétrie évidente du rapport de l'Europe occidentale avec les Etats-Unis et du rapport de l'Europe de l'Est avec l'Union soviétique qui n'a jamais été aussi visible que maintenant. Il est certain qu'il n'existe plus de Pacte de Varsovie en tant qu'organisation, en tant qu'entité opérationnelle. D'autre part, il y a l'unité allemande. Les deux données de l'Europe qui étaient l'Allemagne divisée et le bloc uni de l'empire soviétique ont volé en éclats.

Par conséquent se pose la question : qu'advient-il après le système bipolaire ? A cette question posée par l'Europe de l'Est, il se pourrait que certaines des réponses en bien ou en mal proviennent également de l'Europe de l'Est. Nous en avons évoqué une ici, celle de la « balkanisation », du morcellement en nationalismes rivaux. L'autre vient également de l'Europe de l'Est : les journaux de ce matin évoquaient la réunion de Bratislava, convoquée par Havel, entre la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne, avec comme observateurs l'Italie, la Yougoslavie et l'Autriche, qui avait pour objet d'essayer de promouvoir cette coopération régionale que Mme Lavigne appelait de ses vœux. Cependant, au cours de cette réunion, Havel a proposé de surcroît le remplacement à long terme des deux blocs, des deux alliances, par un système de sécurité collective fondée sur la C.S.C.E., ce qui se comprend évidemment du point de vue des Européens de l'Est qui veulent avant tout voir partir les troupes soviétiques. Pour eux, la C.S.C.E. est un organisme un peu artificiel où chacun, Malte, la Roumanie peut tout arrêter, où chacun pèse du poids que donne la diplomatie parlementaire et non pas de son poids militaire ou économique réel. C'est évidemment une utopie qui a beaucoup d'attrait pour l'Europe de l'Est. Elle en a

peut-être moins pour l'Europe de l'Ouest qui se pose des problèmes d'équilibre économique et militaire. Il existe donc un danger.

En outre, je crois que l'Europe de l'Est devient un modèle pour l'Union soviétique ; c'est l'une des choses les plus inattendues lorsque l'on pense à ce qu'a été la psychologie de l'Union soviétique par rapport à l'Europe de l'Est durant toutes ces dernières années. Ainsi, le conseiller économique de M. Gorbatchev, M. Pétrakov, l'autre jour, prêtait une grande attention à l'expérience polonaise et un autre analyste soviétique important, M. E. Ambartsoumov, disait récemment : *« de même que Lénine avait dit que le jour où il y aura la Révolution en Allemagne, la Russie passera au deuxième plan et se contentera de suivre le modèle de ce qui se passe en Occident, de même aujourd'hui, l'Union soviétique regarde vers le pluripartisme, le passage au marché, toute cette évolution qui se passe déjà en Europe de l'Est, plus avancée que l'ancienne métropole soviétique »*.

Par conséquent, il faut noter ce rôle d'inspiration tout à fait nouveau à l'égard de l'U.R.S.S. A notre égard, à l'égard de la Communauté européenne, c'est différent, je crois que c'est la Communauté européenne qui est le modèle pour l'Europe de l'Est et non pas l'inverse. En même temps, comme nous le savons, l'Europe de l'Est constitue, comme l'a indiqué l'orateur précédent, pour la Communauté européenne un défi considérable, d'où peut sortir soit un certain affaiblissement ou un certain affaibissement, soit au contraire une dynamique et une finalité politiques qui lui manquaient.

Cela m'amène à une considération qui dépasse l'Europe de l'Est, mais vous m'y avez encouragé, Monsieur le Président, sur le déplacement de l'équilibre en Europe. Clairement, il s'est déplacé d'Est en Ouest, contrairement à ce que craignaient certains ; c'est l'Allemagne de l'Ouest qui a absorbé l'Allemagne de l'Est et non pas l'Allemagne de l'Ouest qui a glissé vers l'Est. C'est la Communauté européenne à laquelle les pays de l'Est demandent leur adhésion ; le C.A.E.M., lui, s'est effondré. C'est le Pacte de Varsovie qui n'existe plus et non pas l'Alliance atlantique.

Cependant, dans les trois cas, se posent des problèmes très sérieux pour chacun des termes occidentaux de ces binômes, ceux consistant à digérer leur victoire. Ces problèmes sont surmontables pour l'Allemagne. Il est probable que pendant cinq ans, l'Allemagne de l'Ouest sera surtout absorbée par les problèmes de son unité. Il sera intéressant de savoir si, à cause de l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest sera moins dynamique et moins présente pendant quelques années dans le reste de l'Europe de l'Est ou dans la construction européenne : cela présente-t-il un danger ou, au contraire, une occasion pour des pays comme la France ? Cependant, l'un dans l'autre, je pense que les indications sont toutes optimistes et qu'il en résultera plutôt, au contraire, un surcroît de croissance pour l'Allemagne et indirectement pour l'Europe tout entière.

Pour la Communauté, la situation est déjà plus compliquée. Il me semble que tout le monde présent ici s'accordera à reconnaître — la France surtout — qu'il serait urgent, pour l'instant, de donner à l'approfondissement le pas sur l'élargissement. La Communauté ne peut pas s'élargir indéfiniment sans courir le risque de cesser de fonctionner. Pour qu'elle fonctionne, il faut des conditions à la fois de compatibilité des niveaux de vie et des systèmes économiques. Or, ces conditions ne sont pas remplies, même si ces pays deviennent tous démocratiques. C'est très bien pour le Conseil de l'Europe mais cela ne va pas pour la Communauté.

En même temps, j'ai le sentiment que la dynamique de l'élargissement presque inévitablement, aura autant d'importance que la dynamique de l'approfondissement, pour ne pas dire qu'elle l'emportera sur elle. L'Allemagne de l'Est faisant partie de l'Allemagne tout court et étant membre de la Communauté, on ne pourra très longtemps refuser à l'Autriche son entrée. Et derrière l'Autriche, n'y a-t-il pas la Hongrie ? J'ai vu hier que, bien que le Forum Démocratique insiste plus sur l'identité hongroise et moins sur l'occidentalisme que son rival malheureux, le S.D.S., la première chose qu'a faite M. Antall, son dirigeant devenu Premier ministre, c'est de dire : « nous allons demander notre adhésion à la Communauté ».

Personnellement, je suis quelque peu sceptique sur ce qui à nos yeux serait l'idéal, c'est-à-dire une espèce d'organisation symétrique, une Communauté des pays de l'Est ou même une grande coopération entre eux. Ce qui les intéresse, c'est la Communauté occidentale, beaucoup plus qu'une coopération les uns avec les autres, car ils se sentent plutôt en état de rivalité.

Vaclav Havel propose des grandes unions avec la Pologne et la Hongrie, mais ses ministres lui disent : « vous êtes fou, la dernière chose que nous voudrions, c'est le libre accès des Polonais en Tchécoslovaquie », la Pologne étant à la fois considérée comme trop grande politiquement ou militairement et trop arriérée économiquement : les Polonais achèteraient tout et ce serait absolument impossible. Par conséquent, tous essaieront d'entrer ensemble, mais leurs yeux sont fixés sur nous.

Dernièrement, dans l'*Express*, il y avait un débat que certains d'entre vous ont peut-être lu entre Mario Soarès et Broneslav Gemereck où ce dernier n'avait qu'un thème : « votre Europe, vous voulez vous la garder pour vous seuls, mais il faut nous y admettre ». Devrons-nous résister à cet appel ? Je ne le pense pas à long terme ; oui, certainement à court terme, mais il y a des problèmes que nous réglerons transitoirement par des mesures intermédiaires : associations, etc.

Cependant, le problème le plus grand concerne l'Alliance Atlantique, l'O.T.A.N. L'Allemagne étant unie et le Pacte de Varsovie n'existant plus, le problème de l'équilibre restera. Cependant, ce sera un équilibre O.T.A.N.-Union soviétique plutôt que O.T.A.N.-Pacte de Varsovie.

Nous ne saurons pas très bien — je reviens à notre sujet — de quel côté comptabiliser les forces des pays d'Europe de l'Est. Dans ces conditions, l'O.T.A.N. résistera-t-elle ? Je sais bien que sur le papier si le Chancelier Kohl gagne les élections, si l'U.R.S.S. ne s'en tient pas à ses propositions de neutralité, peut-être adoptera-t-on le plan Genscher selon lequel l'Allemagne resterait dans l'O.T.A.N., mais l'Allemagne de l'Est serait ou démilitarisée ou dénucléarisée ou du moins elle n'aurait pas chez elle de troupes étrangères ou de troupes de l'O.T.A.N. Je crois que c'est l'arrangement auquel nous aboutirons, mais tiendra-t-il ?

L'opinion publique allemande qui est, me semble-t-il, moins enthousiaste de la réunification que nous le croyons parce qu'elle craint que cela ne lui coûte en logements, en emplois, en impôts, est unanime sur le fait qu'elle ne veut plus de traces de la deuxième guerre mondiale, ni de souveraineté limitée, ni de singularité. Admettra-t-elle, en l'absence d'un adversaire, des troupes américaines ou étrangères en général et des armes nucléaires sur son sol ?

Je n'ai pas vu de réactions dans la presse française, mais j'en ai noté de très frappantes dans la presse allemande ces deux ou trois derniers jours. Le maire de Francfort, M. Vallmann (C.D.U.) a demandé le retrait des troupes américaines de Francfort ; M. Scholz, ancien ministre de la défense qui avait perdu son poste par orthodoxie atlantique dit qu'il faudra aboutir à un système de sécurité collective, à une commission de sécurité de la C.S.C.E. telle que l'a proposé Havel.

Par conséquent, je crois que cette solution ambiguë durera assez peu de temps. L'opinion américaine elle-même admettra-t-elle, en l'absence de menaces évidentes, d'avoir des troupes en Europe ? Le congressman Aspin, président de la Commission de Belfort a dit : la dissuasion nucléaire, maintenant, il n'y en a plus besoin.

Personnellement, pour les raisons que je vais indiquer — j'espère me tromper — je crois tout de même que cela ne tiendra pas très longtemps et que la dynamique va nous pousser, tout en gardant des liens avec les Etats-Unis, à nous orienter, l'O.T.A.N. étant dépassée, vers quelque chose de vague, appelée « sécurité collective », appelée « C.S.C.E. renforcée » avec une commission, etc.

Personnellement, je crois que cela peut avoir de bons côtés. En effet, face à ces nouveaux problèmes de sécurité, de minorités, de conflits nationaux, de guerre civile à l'Est, on ne voit pas très bien ce que l'O.T.A.N., pas plus que notre force de dissuasion nucléaire, peuvent faire. Il faut d'autres instruments d'ordre multilatéral, par rapport à la « nouvelle pensée » chère à M. Gorbatchev, ou paneuropéen. Personnellement, je suis un adepte de la vieille pensée : je ne vois pas comment la sécurité collective qui n'a jamais rien donné avec la Société des nations ou avec l'O.N.U. pourrait remplacer les alliances, l'équilibre, la dissuasion. Je suis donc devant ce dilemme : il est difficile de croire à la survie

à long terme de l'O.T.A.N., mais il est aussi difficile de voir ce qui pourrait la remplacer efficacement.

Ce qui fournira le cadre, ce ne sera ni les deux alliances ni la dissuasion élargie américaine, mais quelque chose de multilatéral, du genre C.S.C.E. ou sécurité collective. Néanmoins, il me semble que dès que les choses tourneront mal, dès que l'U.R.S.S. apparaîtra de nouveau comme menaçante ou que l'Allemagne apparaîtra comme trop forte ou une situation de ce genre, nous retrouverons l'éternel problème : la Russie et l'Allemagne — je parle à dessein de la Russie pour pousser l'argument au maximum, pour oublier l'aspect idéologique — apparaîtront plus fortes que les autres, nous aurons besoin de quelque chose à l'Ouest pour équilibrer leur conflit ou leur accord.

C'est pourquoi, il importe, me semble-t-il, de garder des liens avec les Etats-Unis. Bien qu'aucun pays n'entende aujourd'hui mettre vraiment la défense européenne en première priorité, compte tenu des dépenses que cela implique dans cette période d'euphorie, il importe, sans que ce soit la première préoccupation des opinions publiques, mais c'est d'une extrême importance, de préparer la voie des lendemains de fête et cette voie ne peut être que celle d'une Europe capable de se défendre elle-même, en accord avec les Etats-Unis, en créant un pôle européen politique et un pôle de sécurité.

Par conséquent, je dirais d'une manière un peu scolaire, dialectique : la thèse, c'est l'O.T.A.N. ; l'antithèse, c'est la C.S.C.E. ; mais la synthèse devra être la défense européenne, une communauté politique et de défense européenne à l'Ouest. Cependant, cela pose le problème de savoir quels seront les rapports avec l'Europe de l'Est qui entre temps se sera rapprochée de la Communauté.

En ce qui concerne l'Europe de l'Est, nous avons des incertitudes et une dialectique un peu parallèle. L'Europe de l'Est, vous l'avez constaté, s'orienté vers la démocratie et le capitalisme. Cela dit, j'ai été encouragé par les conclusions, somme toute plutôt optimistes de votre voyage et de votre enquête. Personnellement, je pense, sinon qu'il y aura beaucoup d'appelés et peu d'élus, du moins que tous les appelés ne seront pas élus. Ce sera comme pour le tiers monde : certains s'agrégeront au centre démocratique et prospèrent et d'autres seront marginalisés. L'éternel trio, le tiercé gagnant sera celui de la D.D.R. (où c'est pratiquement acquis) de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie. Déjà, pour la Pologne, il existe un point d'interrogation. Pour les autres pays, la Roumanie, la Bulgarie, une partie de la Yougoslavie (la Serbie) et une partie de l'Union soviétique (non pas les pays Baltes, mais peut-être la Russie même), c'est beaucoup plus problématique.

Comme vous l'avez indiqué, je crois qu'il y aura une différenciation très grande et donc, après la division artificielle, qui faisait que ces pays étaient éloignés de nous et inconnus de nous, après les retrouvailles et les effusions qu'elles impliquent, il y aura une troisième période, celle de

la différenciation et, par certains côtés, pour ceux qui échoueront, un certain éloignement dans une troisième phase après les déceptions et les échecs de la démocratisation, de la capitalisation, de l'occidentalisation.

Je suis moi-même originaire de Roumanie et on dit toujours que ces pays n'ont pas connu la démocratie ; ce n'est pas vrai. Cependant, toute leur histoire est celle d'une alternance constante, entre l'imitation du modèle occidental et son rejet. La Roumanie a été en quelque sorte créée par la France qui était son modèle, comme l'Angleterre. Cependant, le système ne fonctionnait pas et certains extrémistes de gauche ou de droite, devant la faiblesse des gouvernements parlementaires, devant la corruption des bourgeoisies locales, comme en Amérique latine, retournaient à des solutions populistes de gauche ou de droite. C'est ce qui peut encore se produire en cas de résultats décevants, de la conversion en démocratie.

C'est à cette troisième phase que nous pouvons beaucoup contribuer parce que nous ne savons pas dans quel sens elle ira et quelle synthèse se fera entre les spécificités nationales traditionnelles de ces pays et leur aspiration à l'Occident. Certes, les conditions paraissent beaucoup plus favorables que dans l'entre-deux-guerres. A l'époque, il y avait trois modèles : le modèle occidental démocratique qui semblait en perte de vitesse ; le modèle des dictatures qui montaient (le modèle allemand et italien) et le modèle de la Révolution soviétique. Aujourd'hui, il n'en existe plus qu'un : tout le monde se réclame du modèle occidental, mais tout le monde n'y parviendra pas.

Je me suis senti coupable quand, ce matin, vous avez parlé de ceux qui assimilaient les relations Est-Ouest aux relations Nord-Sud, je suis tout à fait conscient que l'Europe de l'Est ce n'est pas le tiers monde, qu'on trouve beaucoup de traditions culturelles communes avec l'Ouest et que la différence de niveau de vie n'est pas tellement grande. Mais il y a quand même des problèmes comme l'immigration que partage l'Europe de l'Est avec le tiers monde. Les uns et les autres aspirent à la fois à notre liberté et à notre prospérité, bien qu'ils aient peu de chances d'y parvenir vraiment. Et ils aspirent, faute d'avoir chez eux cette liberté et cette prospérité, à venir chez nous. Cependant, les pays de l'Ouest ne peuvent pas, évidemment, en partie ne pas se fermer devant cela.

Par conséquent, certains problèmes se poseront avec l'Europe de l'Est comme ils se posent avec le Maghreb et comme ils se posent aux États-Unis avec le Mexique.

Cette période incertaine et de troubles qui, encore une fois, se produiront dans certains pays mais pas dans d'autres, avec des degrés différents de gravité et pour lesquels nous-mêmes nous ne serons pas des spectateurs indifférents — nous pouvons y faire quelque chose — posera aussi des nouveaux problèmes de sécurité semblables à ceux que nous rencontrons dans le tiers monde ou que nous rencontrions dans l'entre-deux-guerres et auxquels nous n'étions plus habitués : les problèmes de

minorités, les problèmes de frontières, les problèmes d'usage de la force. Tout cela n'existait dans l'Europe occidentale que pour la Grèce et la Turquie qui, précisément, étaient relativement marginales. A Chypre, nous pouvions envisager une guerre entre la Grèce et la Turquie. Je crois profondément qu'il n'y aura pas de guerre entre la Roumanie et la Hongrie mais tout de même, à l'intérieur de la Yougoslavie et de l'Union soviétique, les guerres civiles, les conflits violents ne sont pas du tout impensables. Là, le problème est de savoir ce que nous pouvons faire. De quels instruments disposons-nous et voulons-nous même y faire quelque chose ? A ce problème considérable, je n'ai pas de réponse.

Beaucoup de personnes entretiennent peut-être une panique excessive, comme Alain Minc qui, le jour de l'ouverture du mur de Berlin, a dit : maintenant, je sais que mes enfants connaîtront la guerre. Beaucoup de gens voient le spectre de Sarajevo se profiler et, à ce moment là, la réaction de la plupart des Occidentaux sera surtout de ne pas mettre le pied dans ce guépier balkanique. Comme l'avait dit Bismarck, la question d'Orient ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien. Je crois que cela risque d'être une réaction occidentale assez fréquente ; en même temps, je crois qu'elle est illusoire.

En effet, cette Europe troublée est à nos portes. Il y aura peut-être une tendance à un nouveau découplage entre une Europe occidentale démocratique, prospère et intégrée (jusqu'à la prochaine crise) et une Europe orientale divisée, pleine de conflits et de tensions économiques, sociales, etc. ; mais, en même temps, je crois que ce découplage ne pourra pas marcher. Que ce soit par l'immigration ou par la proximité géographique, nous sommes impliqués, mais nous ne savons pas encore sous quelle forme. Toutefois, pour cela, il est très important de garder un pôle d'équilibre et de stabilité à l'Ouest ; la stabilité économique et sociale, c'est notre principal atout et ce à quoi aspire cette région à long terme.

Par ailleurs, la solution à long terme ne peut être que celle de l'intégration pour ces pays aussi et, à court terme, il est très important que devant les actions diplomatiques que nous pourrions être amenés à prendre, nous ayons une contre-dissuasion, quelque chose qui nous donne la sécurité et la confiance pour notre action pacifique elle-même.

Je pense donc que la défense européenne est très importante, mais il faudra trouver d'autres instruments qui seront ou multilatéraux ou bilatéraux, parfois même en accord avec les deux Grands, en accord avec l'U.R.S.S., peut-être une action de coopération politique ou dans le cadre de l'U.E.O. C'est tout un chantier ouvert pour lequel nous ne connaissons pas encore la réponse.

Cette question pose un dernier problème, celui de l'U.R.S.S. sur lequel je conclurai mon propos.

Je crois que beaucoup des considérations qui sont faites en Allemagne ou ailleurs sur la sécurité collective, sur une Europe de la

C.S.C.E., présuppose que l'Union soviétique continuera dans la *glasnost*, que la *perestroïka* évoluera pacifiquement, comme l'Europe de l'Est, vers la démocratie, le multipartisme et le marché. A l'opposé, il existe un dernier carré de personnes qui estiment que tout cela n'est pas une ruse, l'ouverture d'une période transitoire et que dans dix ou vingt ans, l'U.R.S.S. ayant acquis des ordinateurs et étant reprise en main, la menace soviétique reprendra comme avant. C'est pour quoi il faut maintenir notre effort et ne rien changer.

Il me semble que ces deux hypothèses ne sont pas les plus vraisemblables. Les plus vraisemblables sont deux autres : l'une, la décomposition pure et simple, les guerres civiles, le fait que le dernier empire aura le sort de l'empire austro-hongrois ou de l'empire ottoman et que, finalement, à travers de longs bouleversements imprévisibles, il ne restera peut-être, comme certains Soviétiques commencent à mettre, qu'une fédération des Slaves de Russie, de l'Ukraine et de Biélorussie qui, elle, restera beaucoup plus nombreuse et potentiellement plus puissante que les autres pays d'Europe, et qui pourrait avoir un marché, un système multipartisane, démocratique.

Cependant, que deviendront les autres ? Les Baltes, si on les laisse partir, il n'y aura pas de problème : ils seront facilement intégrés, les uns vers la Scandinavie, la Lituanie, peut-être avec la Pologne. Pour d'autres républiques, les républiques asiatiques, nous ne savons pas très bien ce qui se passera ; c'est une hypothèse par essence imprévisible, mais nous ne pouvons pas la négliger.

L'autre hypothèse, dont nous sommes peut-être assez proches, est celle d'une reprise en main, que ce soit par les militaires, par l'alliance de militaires, des Russes des républiques, des conservateurs ou par un changement d'orientations dont nous voyons certains prémices dans les propos de M. Gorbatchev lui-même.

Je suis tout à fait d'accord avec le Président François-Poncet pour dire que précisément, à ce moment-là, il serait trop tard pour que Moscou reprenne l'Europe de l'Est. J'ignore si cela changerait quelque chose au problème allemand, si cette Union soviétique, devenue à nouveau dure, voudrait à tout prix garder ses troupes en Allemagne, mais je ne crois pas qu'elle puisse faire une nouvelle doctrine Brejnev et partir à la reconquête de l'Europe de l'Est. Je considère que nous ne pensons pas suffisamment à cette hypothèse qui n'est finalement pas du tout invraisemblable, d'une Union soviétique redevenue dure et hostile, mais n'étant plus cette superpuissance, ce grand empire installé au cœur de l'Europe, par suite des grandes difficultés auxquelles il lui faut faire face. L'armée elle-même ne sait pas à quel saint se vouer entre les multiples explosions dans les différentes républiques.

Pour toutes ces raisons, l'Union soviétique ne constituerait plus une menace militaire ou idéologique directe pour nous. Ce serait un Etat un peu marginalisé, un peu comme entre les deux guerres — la comparaison

doit se faire davantage avec les années 1917-1919-1920 qu'avec 1947 — et nous avons une Europe de l'Est dont nous ne savons pas très bien à ce moment-là quel serait le statut géopolitique ou le statut de sécurité.

De ce point de vue là, nous pourrions imaginer une Europe de l'Est qui serait neutralisée, sinon démilitarisée. L'Europe de l'Est dans l'Europe, où elle a vocation tout de même à accéder, aurait un peu le statut que nous prévoyons aujourd'hui pour l'Allemagne de l'Est à l'intérieur de l'Allemagne, c'est-à-dire une zone tampon, un glacis, bien que ces mots constituent de mauvais souvenirs, une zone qui ne serait pas, sur le plan militaire, partie de l'Europe, mais qui n'aurait plus non plus de véritables liens avec l'Union soviétique.

Quant à l'Union soviétique, en ce qui concerne l'idée de confédération que le Président de la République a introduite, il existe toujours une ambiguïté pour la Russie. Personnellement, je trouve que l'Union soviétique ou la Russie de demain est trop forte ou trop faible pour entrer dans une confédération avec les autres Etats européens : ou l'U.R.S.S. reste entière et à ce moment-là, elle est facteur de déséquilibre, car — outre ses dimensions — elle présente un écart par rapport à nos institutions beaucoup plus grand que l'Europe de l'Est ; ou elle est, pour une génération, vouée à un temps de troubles et, à ce moment-là, nous ne voyons pas ce qu'elle pourrait faire dans une confédération des Etats de droit et des Etats prospères et pacifiques.

Par conséquent, personnellement, je crois que la vocation de l'Europe centrale et orientale, de l'Europe de l'Est, c'est, avec les étapes dont j'ai indiqué au début de mon propos qu'elles étaient souhaitables, finalement de se joindre à l'Europe occidentale. Par contre, je crois qu'il faut éviter d'introduire de dissymétrie entre les deux grands. Il faudra garder des liens avec les Etats-Unis, avec l'Union soviétique, mais ils ne seront pas de même nature que les liens auxquels sont appelées l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. (*Applaudissements.*)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je vous remercie, monsieur Pierre Hassner, de votre intervention qui était, comme je l'imaginai, particulièrement intéressante. Evidemment, elle pose plus de problèmes qu'elle n'en résoud.

Ce qui est normal, nous sortons d'un monde stable et dangereux. Nous entrons dans un monde instable, incertain et dont vous nous avez indiqué qu'il restait dangereux. Moins que dans le passé, mais très réellement tout de même.

Je vous propose, maintenant, mesdames, messieurs, d'ouvrir le débat.

**M. HUMBERT.** — J'ai constaté au cours de déplacements en Union soviétique que M. Gorbatchev est généralement détesté dans les différentes Républiques de l'Union soviétique. Par ailleurs, les gens lui

reprochent que le niveau de vie ait baissé de façon considérable. Effectivement, lorsque nous comparons la situation d'il y a six ans sous Adropov et la situation actuelle, c'est le monde à l'envers.

En outre, les structures sont déliquescentes, y compris l'armée soviétique dont il ne faut pas trop exagérer la puissance. Enfin, un certain nombre de républiques — au moins treize — se préparent à vouloir leur indépendance. Or, vous avez cité tout à l'heure, monsieur Gros, l'année 1812 et certaines frontières de 1812 en indiquant qu'elles seraient susceptibles de susciter des tensions dangereuses. Pourriez-vous préciser cette pensée, d'autant plus si mes souvenirs sont exacts qu'il y a quelques mois, l'ensemble des gouvernements occidentaux n'avaient ni prévu ni vu les événements qui allaient se produire en Europe de l'Est ? Actuellement, il est encore bien difficile de les prévoir et nous ne connaissons pas les réponses de beaucoup des questions que nous nous posons.

**M. GROS.** — Vous avez posé deux questions différentes.

En premier lieu, vous constatez que le niveau de vie a baissé en Union soviétique ces dernières années. Nous connaissons bien ce phénomène en économie, c'est-à-dire que la phase de transition est toujours la plus difficile. Nous savons que parfois, avec des réformes partielles, nous n'avons pas de gain économique. Dans ce sens, on a intérêt à être du côté de l'un des extrêmes, c'est-à-dire avoir, soit une économie complètement planifiée, soit une économie complètement libre. Au milieu, c'est l'incertitude et on n'est pas nécessairement meilleurs qu'avec une économie complètement planifiée.

Si je me suis référé tout à l'heure à l'année 1812, c'était pour indiquer que, traditionnellement, pour la Russie, il y a une certaine sphère d'intérêts que nous pourrions qualifier de vitale dans la mesure où elle ne permet pas l'ingérence d'une puissance étrangère.

A cet égard, le meilleur exemple est celui de la Finlande qui, depuis cinq ou six siècles, n'a pas de politique étrangère indépendante. D'ailleurs, elle a fait partie de la Russie de temps à autre. Cette constatation s'applique aussi aux Républiques baltes. Nous pouvons difficilement imaginer une frontière de la Communauté européenne — devenue communauté économique et politique et peut-être aussi puissance militaire — qui se termine à 100 kilomètres de Leningrad. Les intérêts de l'Union soviétique sont tellement puissants qu'elle devrait, à mon sens, réagir et prévenir la situation.

L'exemple d'une République balte est peut-être clair, mais d'autres le sont nettement moins. Je fais allusion à des républiques en Asie centrale, ainsi qu'à la Pologne, pays clé, car c'est la seule zone possible de neutralité que nous aurions entre une puissance politique européenne et la Russie.

**M. LE PRÉSIDENT.** — Mesdames, messieurs, nous sommes tout près de l'heure que nous étions fixés pour la fin de nos travaux et dans ce genre de réunion, il est important de terminer à l'heure prévue pour que, dans l'avenir, lorsque nous vous inviterons à nouveau, vous sachiez que vous pourrez compter sur l'horaire indiqué.

Je ne chercherai pas, devant vous, qui avez suivi tous ces travaux, à les résumer. Ce serait trop long et trop aléatoire. Nous avons entendu sur les sujets abordés des thèses qui n'étaient pas toujours convergentes et entre lesquelles il ne m'appartient pas de trancher. Certes ce matin, avant même que nous débutions notre journée, je vous ai indiqué les conclusions de la mission d'information qui s'est rendue dans les trois pays de l'Est et en U.R.S.S. Et il me semble que les propos que nous avons entendus ne contredisent pas ce que nous avons nous-mêmes perçu presque autant que vu puisque, en quinze jours, le nombre des conversations et des visites était nécessairement limité. Un grand nombre d'entre vous ici — je l'ai bien compris — ont été beaucoup plus souvent et beaucoup plus directement sur le terrain et ils connaissent certainement mieux que nous la situation de ces pays. C'est donc avec beaucoup de modestie et de réserve que nous vous avons soumis nos conclusions. Elles feront l'objet d'un rapport, qui comprendra d'ailleurs les différentes interventions qui ont été faites aujourd'hui. Ce rapport sera mis à votre disposition dans quatre ou cinq semaines.

Sur le plan économique, il existe, me semble-t-il, un très sérieux espoir — c'est avec ce sentiment que nous sommes revenus — de voir ces pays accrocher leurs wagons au train de l'économie de marché, c'est-à-dire de l'économie occidentale. C'est ce qu'ils souhaitent et c'est probablement ce qu'ils n'avaient pas réussi à faire entre les deux guerres. Nous avons acquis la conviction qu'ils finiront, cette fois-ci, par y parvenir.

Autre constatation qui a été développée dans les interventions mais que nous avons aussi formulée : les difficultés seront considérables et la route longue.

A cet égard, vous avez entendu développer deux thèses. Certains préconisent une stratégie de rupture pour que, très rapidement, toutes les conditions de l'économie de marché soient réunies, pour que les réflexes et les dynamiques d'une économie libre jouent pleinement dès que possible.

D'autres pensent que la transition devra être beaucoup plus longue et qu'il faut ménager des étapes, que le plongeon dans l'eau glacée serait fatal, ou du moins générateur de crises, de chocs en retour qui, en définitive, retarderaient plus qu'ils n'accéléraient le processus.

Ces deux thèses s'affrontent et ce n'est pas à nous de les départager. Il appartient aux gouvernements qui se mettent démocratiquement en place de le faire. Nous avons eu le sentiment que des pays comme la Pologne avaient déjà tranché pour la stratégie de la rupture alors que

d'autres, comme la Tchécoslovaquie, nous ont semblé prendre le chemin de la prudence. Ces choix peuvent étonner parce que les difficultés que la Pologne a devant elle sont bien plus grandes — c'est ce qu'a indiqué M. Pierre Hassner et tout le monde est d'accord sur ce point — que celles rencontrées par la Tchécoslovaquie ou la Hongrie.

Cette différence de choix aura-t-elle dans la réalité des effets très manifestes ? La mission d'information a plutôt le sentiment que si les attitudes d'esprit sont opposées, la réalité concrète différera moins qu'on ne pourrait le penser. En effet, quelle que soit l'ardeur des Polonais, il faudra beaucoup de temps pour réaliser la privatisation, sujet qui était au cœur de notre discussion mais que nous n'avons peut-être pas assez exploré. Or, la privatisation se heurte à des difficultés qui seront longues à surmonter pour de multiples raisons qui ont été évoquées au cours de cette journée.

On part, en effet, de combinats in-dénationalisables en l'état. Il faut donc commencer par débiter en tranches privatisables ces ensembles démesurés. Ensuite, il faut imaginer ce que sera la procédure de transfert de la propriété. Il faut dégager des capitaux ; or, les marchés de capitaux n'existent pas. L'épargne existante est monétaire, artificielle. Il faut assainir et en assainissant, on fera disparaître l'épargne. Bref, tout cela sera très long et problématique.

On peut certes faire appel au capital étranger, à travers, par exemple, les sociétés mixtes ; mais très rapidement, à mon sens, le recours aux capitaux étrangers rencontrera la limite d'une réaction nationaliste. Il ne peut-être pas question de brader le patrimoine national, même si l'intervention du capital étranger est bienfaisante et permet de tisser entre l'Europe de l'Est et l'Europe occidentale une trame de liens utiles.

L'imbrication des capitaux et des sociétés comporte ses propres limites. C'est une des raisons pour lesquelles les réformes prendront du temps, même pour les plus rapides et pour les plus audacieux. Les premiers partis ne seront d'ailleurs pas nécessairement les premiers arrivés et personne ne sera parvenu aussi loin qu'il l'espère aujourd'hui...

En ce qui concerne l'aide, il est clair qu'il existe un nécessaire volet d'aide publique occidentale. Nous avons mis l'accent sur l'importance et sur les coûts de la formation, par conséquent, sur la nécessité, dans ce domaine, même si cette formation est assurée par des entreprises privées ou par des collectivités territoriales, de dégager des financements publics.

Mais l'aide publique ne sera pas le facteur décisif. Son rôle sera moins déterminant pour l'Europe de l'Est dans les cinq, six, dix années qui viennent qu'il ne l'a été pour l'Europe occidentale au temps du Plan Marshall. A l'époque, en effet, nous avions des sociétés, des banques, une structure économique qu'il fallait irriguer, aider, approvisionner en crédits pour lui permettre de redémarrer, de produire et d'exporter.

En Europe centrale et en Europe orientale, un maillon de cette chaîne manque : précisément les structures qui peuvent utiliser ces crédits. Et c'est par le mariage entre des entreprises occidentales et des entreprises de l'Europe centrale et orientale que nous pouvons espérer accélérer ce processus et faire surgir dans ce qui est une espèce de désert sur le plan des structures économiques et des structures juridiques, des acteurs économiques qui deviennent des partenaires et puissent utiliser l'aide que nous proposons.

Nous sommes là au cœur d'analyses économiques passionnantes et qui ont fait prendre conscience de la responsabilité qui nous incombe. J'espère notamment que la Coface saura se montrer à la fois audacieuse et prudente, mais peut-être un peu plus audacieuse à certains moments que prudente... Nous avons recueilli — je ne vous le cache pas — dans nos déplacements un certain nombre de critiques de la Coface bien que je comprenne parfaitement les prudences du gestionnaire qui sont tout à fait naturelles. Néanmoins, je crois qu'il y aura là sujet à réflexion entre le Gouvernement et Coface si nous voulons être efficaces et présents à l'Est.

Tout cela débouche sur les questions qu'ont posées pour nous Daniel Gros et Pierre Hassner. Ces questions, vous les avez formulées, Pierre Hassner, et vous avez eu raison, en des interrogations assez inquiètes.

Il faut tout de même partir de l'idée que tout vaut mieux que le système dont nous sortons. Nous avons fait un immense progrès dans le sens d'une Europe pacifique, libérée de menaces majeures, où les chances de voir la paix régner ont beaucoup augmenté. Ce n'est pas parce que, aujourd'hui, nous découvrons que la guerre froide garantissait la stabilité qu'il faut sublimer et regretter ce mode d'organisation de l'Europe !

Le progrès est immense. Mais il est dans la nature des choses que le progrès génère des interrogations et des difficultés. Je ne crois pas que nous puissions faire beaucoup mieux que Pierre Hassner pour formuler ces interrogations.

Bien entendu, tout le monde a sa réponse et je ne voudrais pas imposer la mienne. Je me contente de la formuler modestement : à mes yeux la seule issue est la consolidation d'un pôle de l'Europe occidentale, qui soit d'abord un pôle économique grâce à la suppression des frontières et à la création d'une monnaie européenne à laquelle, comme vous l'avez suggéré, on pourrait raccrocher certaines des monnaies des pays de l'Est. C'est, à mon sens, la seule réponse que nous puissions véritablement apporter.

Peut-on y parvenir sans mettre en cause les souverainetés nationales ? Les identités nationales, elles, ne sont pas menacées. Mais les souverainetés devront accepter transferts et limitations. C'est une ques-

tion à laquelle nous devons réfléchir dans les mois qui viennent. Faut de quoi, la configuration qui émergera en Europe, sera celle de deux puissances dominantes, l'Allemagne et l'Union soviétique, que ce soit la grande Union soviétique dans ses frontières actuelles ou une Union soviétique réduite aux seuls Slaves.

Je fais le pari que ces deux puissances s'entendront et que le condominium germano-soviétique n'est pas un mythe. Nous avons le choix entre cette solution là ou une Europe occidentale intégrée, charpentée, devenant le centre de gravité d'une Europe réorganisée et capable de jouer pleinement un rôle moteur dans le monde du **xx<sup>e</sup>** siècle.

Utopie ? A vous d'en juger ! Personnellement, je crois que c'est la voie réaliste et constructive que nous devons avoir l'audace de concevoir et de mettre en œuvre. Je ne sais pas si cette confession était appropriée. Je me permets de vous la livrer avant de nous séparer. (*Applaudissements.*)

La séance est levée.

(La séance est levée à 17 h 25.)

## ANNEXE I

### LA TRANSITION PLAN-MARCHÉ : POUR UN SECOND PLAN MONNET

Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan.

Le moment est venu en Europe de passer de la phase politique à la phase économique.

Certes, la phase politique est loin d'être close. Elle ne l'est pas à l'Est où la démarche progressive de M. Gorbatchev en U.R.S.S. se heurte à de nombreux obstacles et où les révolutions de Roumanie, R.D.A., Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie n'ont pas encore débouché sur des démocraties complètes. Elle ne l'est pas à l'Ouest où les dirigeants attendent les élections libres, s'interrogent sur la réalité de ces démocraties nouvelles ainsi que sur la stabilité des frontières et des alliances.

Cependant, la phase économique est déjà devant nous, et ce pour deux raisons majeures :

— la première est que si la tempête politique s'est levée sous le souffle de la liberté trop longtemps bafouée, nul n'ignore de quel poids a pesé la pénurie économique dans ce vaste mouvement. L'effondrement du mur de Berlin, c'est aussi la ruée des consommateurs de Berlin-Est dans les magasins de Berlin-Ouest ;

— la seconde est qu'il est, sinon plus facile, du moins plus rapide de faire la révolution politique que la révolution économique : on peut remplacer un dictateur par un démocrate en quelques jours, on ne peut pas remplacer le Plan par le marché en quelques jours, même si le cheminement démocratique et le cheminement économique doivent rester parallèles.

Or, tout le monde sait, que si, dans les mois qui viennent, les citoyens des pays de l'Est n'ont pas la conviction que leur niveau de vie s'améliore, va s'améliorer ou peut s'améliorer, aucune des démocraties nouvellement créées ne pourra se maintenir et la voie sera ouverte à de nouvelles explosions politiques. Alors se pose, bien entendu, une question préalable : faut-il faire une révolution économique ?

Aussi curieux que cela paraisse aujourd'hui, la réponse n'était pas évidente il y a vingt ou trente ans : nombreux étaient ceux, à l'Ouest comme à l'Est, qui se demandaient quand l'U.R.S.S. rattraperait les U.S.A., voire les dépasserait dans le domaine économique comme elle l'avait fait dans le domaine spatial avec le premier spoutnik.

Si, aujourd'hui, la question ne se pose plus, tant il est évident que l'économie de marché fonctionne mieux que l'économie dirigiste, c'est par son aptitude à gérer la complexité et à innover. On le voit bien sur le cas des deux phénomènes essentiels que le marché a lui-même créés durant les vingt dernières années et qui ont définitivement creusé l'écart avec la planification centrale.

En premier lieu, le prodigieux essor du commerce international, qui, à l'Ouest, croissant deux fois plus vite que l'activité mondiale, a démultiplié le braquet du marché. L'accès du consommateur dans le supermarché de son quartier, aux meilleurs produits du monde au meilleur prix du monde a accru son niveau de vie, en même temps que la concurrence internationale aiguillonnait les ressorts de la productivité dans l'entreprise. Cela, l'économie dirigiste n'y avait pas accès dans son espace fermé.

En second lieu, la révolution technologique des puces et des robots qui se déroule depuis une vingtaine d'années, avec un impact aussi grand que le fut celui de la machine à vapeur, a profité au système de marché qui l'a créée et qui a su la diffuser, alors que l'économie dirigiste et ses rigidités bureaucratiques retarderaient le bénéfice à tirer de ces technologies nouvelles.

Aujourd'hui, le diagnostic est clair et sans ambiguïté : l'économie de marché a gagné, l'économie dirigiste a perdu.

Le débat idéologique entre une vision du marché centré sur l'intérêt individuel et une vision du Plan dirigiste relévant l'intérêt général est tranché : la main invisible vaut mieux que la poigne visible.

Rien d'étonnant, en conséquence, que les pays de l'Est songent aujourd'hui à faire la révolution économique et à choisir le marché.

Choisir le marché, c'est choisir quatre règles du jeu : les prix, l'entreprise, le crédit, le commerce international.

La règle du jeu des prix, la plus importante de toutes, est de passer d'une économie en volume à une économie en valeur, donc d'abandonner tous mécanismes de troc, contingentement, quotas, rationnement, pour laisser l'offre et la demande s'équilibrer librement par le prix.

La règle du jeu de l'entreprise, c'est de laisser l'économie fonctionner à partir de cellules autonomes — les entreprises — qui vont naître ou mourir, à partir d'initiatives privées ou publiques, croître ou décroître en fonction de leur aptitude à répondre à la demande qui leur est signifiée par le prix du marché. La concurrence les stimule, le monopole les étouffe.

La règle du jeu financière, c'est de faire de l'argent un bien comme les autres, en laissant l'offre des épargnants et la demande des investisseurs se rencontrer sur un marché librement accessible à tous et s'équilibrer à un taux d'intérêt fixé sur ce marché.

La règle du jeu du commerce international, c'est de laisser les biens fabriqués sur le territoire national et les biens fabriqués à l'étranger se concurrencer par l'intermédiaire d'un taux de change librement fixé par le marché dans le cadre de la convertibilité externe de la monnaie nationale.

Ces quatre règles du jeu ne sont pas exhaustives, elles ne fonctionnent parfaitement nulle part, elles sont modulables par les Etats selon des dosages qui ne sont pas les mêmes au Japon et aux U.S.A., en Angleterre, en France et en Suède, mais elles sont des conditions indispensables et inséparables pour qu'une économie fonctionne en régime de marché, et ce sont des conditions qui sont incompatibles avec l'économie dirigiste.

\*  
\* \*

Cette notion d'incompatibilité entre le Plan et le marché mérite quelques développements tant elle a été ardemment débattue, à la fois au niveau conceptuel et dans les expériences pratiquées dans plusieurs pays de l'Est depuis vingt ans.

Au niveau conceptuel, c'est O. Lange (1) qui, dès 1937 proposa la théorie du « socialisme de marché ». Dans ce schéma, le centre planificateur ne donne plus aux entreprises d'instructions en quantités à produire et leur fixe des prix à partir desquels elles se comportent comme des entreprises « capitalistes » et indiquent au Plan leurs besoins d'approvisionnements et leurs productions. Le Plan compare alors les offres et demandés et modifie les prix en cas de déséquilibre. Le centre planificateur joue ainsi le rôle de ce que Walras appelait le « commissaire priseur » dans le modèle d'équilibre général du marché.

Plus généralement, les progrès de l'économie mathématique aboutissaient à un théorème d'équivalence associant, dans un optimum de production, à tout système de quantités produites, un système de « prix duaux ». Le prix dual d'un bien est défini, dans un système planifié, comme l'augmentation de bien-être collectif qu'apporterait la disponibilité d'une unité supplémentaire de ce bien, et rejoint donc ce qui est, en économie de marché, la notion de prix marginal.

Ce débat théorique sur la gestion de l'économie marxiste a été enrichi par J. Kornai (1) en Hongrie (planification à deux niveaux), O. Sik (2) en Tchécoslovaquie et W. Brus (3) en Pologne.

---

(1) O. Lange, *On the economic theory of socialism*, *Review of Economic Studies*, octobre 1936, Rivier 1937.

(1) J. Kornai et Th. Liptak, *Two level planning*, *Econometrica*, janvier 1965.

(2) O. Sik, *Plan and market under socialism*, New York, I.A.S.P., 1967.

(3) W. Brus, *Problèmes généraux de fonctionnement de l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1968.

Puis sont venues les tentatives *pratiques* de synthèse du Plan et du marché, notamment en U.R.S.S. et en Hongrie.

La réforme de 1965 en U.R.S.S. inspirée par M. Nemtchinov et proposée par E. Liberman (4) ne prétendait pas aller au marché mais voulait « copier » certains stimulants du marché, tel que le profit et, en même temps, assouplir la tutelle qui pesait sur les entreprises. Elle se heurtera notamment à l'incompatibilité d'une telle économie avec le maintien de la décentralisation de l'allocation des capitaux.

En 1968, la Hongrie s'engagea vers le marché, notamment pour certains prix de gros et pour le crédit, mais cette réforme n'alla pas jusqu'à assumer le risque de la faillite des entreprises et le maintien donc sous tutelle.

Tirant récemment les leçons de ces échecs, J. Kornai (1) formule deux remarques :

— il serait naïf de croire que les problèmes sont résolus en passant d'un contrôle direct à un contrôle indirect : le pouvoir crée une irrésistible tentation de l'utiliser. Dès lors, la confrontation conflictuelle entre le bureaucrate et l'entreprise n'est pas supprimée ;

— il y a une contradiction entre une gestion de l'entreprise orientée par la rentabilité et le profit, et l'impossibilité pour celle-ci de déterminer sa propre croissance et son développement technique (qui restent du domaine du planificateur central).

Qu'il s'agisse du niveau conceptuel ou des expériences pratiques, c'est sur le système de prix que toute synthèse entre Plan et marché achoppe et échoue.

D'une part, aucune décentralisation d'un système de prix à la production ne donnera jamais un prix de marché parce qu'un prix de revient est d'une autre nature qu'un prix de vente. Aucune analyse de prix de revient ne permettra jamais de conclure que la valeur d'un brin de muguet augmente fortement le 1<sup>er</sup> mai et baisse brutalement le 2<sup>mai</sup>.

En outre, dans l'économie de marché, le prix est beaucoup plus qu'un simple indicateur de valeur, qu'une simple *information* à transmettre. Le prix est un signal de *décision* qui va enclencher la dynamique de la production, d'autant que, comme le rappelle F. Hayek (2) « l'essentiel de l'information est transmis aux seuls agents concernés ».

Si par exemple, il y a, au prix où ils sont vendus, pénurie de stylos-bille dans les magasins, on peut croire que, sans toucher au prix, il suffit de faire remonter l'information au centre pour qu'il décide d'augmenter la production. Mais le mécanisme de marché qui, lui, fera aussitôt augmenter le prix du stylo-bille aura un tout autre effet : non seulement il véhiculera l'information au système de production, mais il sera facteur de *décision* parce que, à ce prix, il y aura des raisons d'augmenter la production soit dans les entreprises existantes, soit par de nouvelles entreprises qui se créeront dans ce but.

En définitive, aucun rapprochement ne peut exister entre l'économie dirigiste et l'économie de marché : il s'agit de deux rationalités fondamentalement distinctes, voire fondamentalement opposées.

Toute tentative de synthèse est condamnée à l'échec. C'est bien en vain qu'on chercherait par exemple à décentraliser la décision d'entreprise si l'on n'autorise pas en même temps la propriété privée. A l'inverse, c'est en pure perte qu'on autoriserait la propriété privée dans un système de décision centralisée. Il peut y avoir des lopins de terre privés dans une économie administrée et il peut y avoir un secteur public fort dans une économie de marché : ce n'est pas pour autant qu'elles se rejoindront un jour.

Telle est la vérité que rappelait naguère le chancelier Erhardt, l'un des artisans du miracle allemand, en disant « une économie ne peut pas plus être plus ou moins libérale qu'une femme n'est plus ou moins enceinte : elle l'est ou elle ne l'est pas ».

« Cette vérité ne doit pas être cachée : il est certain que, à l'Est, nombreux sont ceux qui, en regardant vers l'Ouest, rêvent d'avoir le beurre et l'argent du beurre. De vivre à la fois au paradis occidental du consommateur et de garder les « droits acquis » des travailleurs des pays de l'Est, notamment la sécurité de l'emploi et une culture d'assistance généralisée sans initiatives ni risques, ni efforts personnels. C'est un rêve impossible : il y a ni convergence, ni compromis, ni synthèse, ni troisième voie.

---

(4) E. Liberman *Plan, le profit et la prime Pravda*, 9 septembre 1962.

(1) J. Kornai *The Hungarian reform process : visions, hopes and reality*. *Journal of Economic Literature* - Décembre 1986.

(2) F. Hayek *The use of knowledge in society* : *American Economic Review*, 1945.

Il y a donc un choix global de société à effectuer dont J. Sachs (1), dans ses propositions récentes pour la Pologne a souligné la difficulté : « la transition requiert un grand saut sous la forme d'un programme global de changements financiers, institutionnels et juridiques simultanés ».

Alors, rupture ou transition ?

La réponse est claire : rupture et transition.

Rupture dans la nature du choix du système, transition dans le temps pour passer d'un système à l'autre. Ni une réforme, ni une révolution : une évolution programmée.

La France est, à cet égard, peut être le pays qui, de toute l'Europe connaît le mieux ces problèmes car cette transition de l'économie administrée vers le marché, elle l'a elle-même conduite.

Il y a quarante ans, en effet, le Plan français déterminait les productions d'acier, de charbon, d'électricité, l'Etat fixait les prix, distribuait les crédits, délivrait les licences d'importation, contrôlait les changes.

L'entrée dans le Marché commun nous oblige à poser les choix fondamentaux précédents, et à reconnaître que si, à un moment donné, le Plan peut gérer la pénurie, c'est le marché qui peut la supprimer.

Ayant ainsi exploré en profondeur, les rapports du Plan et du marché, ayant su faire évoluer la planification à la française d'un Plan impératif à un Plan indicatif, puis à un Plan stratégique, ayant, par son choix de l'économie mixte, refusé de se prosterner aussi bien devant les idoles du Dieu marché que de l'Etat tout-puissant, la France a peut-être aujourd'hui sa contribution à apporter pour ce que pourrait être en Europe de l'Est la transition Plan-Marché.

#### La transition Plan-marché.

L'ensemble des propositions que je vais formuler ne correspond ni à une science infuse, ni à une vérité révélée. Mais je crois que le moment est venu de sortir des généralités et d'avoir un débat précis et concret. Je crois aussi que la réelle diversité des situations des pays de l'Est n'est pas telle qu'une architecture commune ne puisse être esquissée, vers le marché, comme elle l'était pour tous ces pays, dans le cadre du Plan.

Je crois enfin que, pour des pays n'ayant jamais rien connu d'autre qu'un système d'Etat, l'objectif ne saurait être un libéralisme sauvage et doit être un marché organisé.

Ce terme a une double signification :

- le marché doit s'organiser autour de règles du jeu fixées par l'Etat ou par l'ensemble des Etats couvrant la zone du marché,
- le marché économique doit s'articuler avec un système de solidarité sociale forte assurant la cohésion démocratique nationale.

Si l'on accepte ces prémisses, il me semble que la transition Plan-marché pourrait s'organiser en Europe de l'Est selon trois phases : l'adoption des règles du jeu, la gestion des déséquilibres, les réformes de structure.

#### Phase 1 : l'adoption des règles du jeu.

Cette phase comporte une décision politique globale et quatre décisions économiques fondamentales.

La décision politique globale est la mise en œuvre d'un pacte politique et social sur la transition. Il faut bien voir que le passage du Plan au marché constituera une véritable révolution culturelle. Les mentalités devront changer, intégrer les idées de responsabilité individuelle, de succès ou d'échec, donc de différences, de disparités, d'inégalités.

---

(1) J. Sachs *My pain for Poland, Eastern Europe*, 1989.

Chacun aura plus à prendre son destin en main, quelquefois avec confiance, quelquefois avec appréhension, dans tous les cas avec un changement profond dans les habitudes. Chacun aura l'espoir d'y gagner au bout du compte, mais pas forcément tout de suite, et les sacrifices immédiats n'en seront que plus douloureux.

Aussi est-il exclu qu'un gouvernement puisse aller « en cachette » du Plan vers le marché.

C'est exclu économiquement car l'effet d'annonce de l'objectif du marché est essentiel pour sa réalisation : les anticipations des citoyens-consommateurs-travailleurs doivent être totalement orientées vers cet objectif si on peut avoir une chance de l'atteindre.

C'est exclu socialement car l'apparition de phénomènes jusqu'alors inconnus comme l'inflation ou le chômage, l'apparition de disciplines pouvant entraîner des reculs momentanés de niveau de vie alors que les citoyens espèrent l'inverse, tout cela n'est possible que dans le cadre d'un compromis politique et social collectivement débattu et accepté, donc issu d'élections libres.

Certains pays choisiront pour cette phase un gouvernement d'union nationale, d'autres joueront le jeu démocratique d'une majorité et d'une opposition mais, dans tous les cas, un pacte politique et social, un véritable « compromis historique » doit pouvoir réunir les forces démocratiques, les forces économiques et les forces syndicales sur l'objectif du marché.

Cela fait, quatre décisions économiques sont à prendre dès cette première phase.

1. **Adoption du système de prix de marché** : il faut basculer du système de prix fixé par les producteurs au système de prix issu de la demande des consommateurs.

Ce basculement exige, si l'on veut éviter le risque d'hyperinflation, d'éponger au préalable les stocks de surliquidités existantes, notamment en U.R.S.S. et en Pologne. Elles peuvent provenir de stocks d'encaisses liquides constituées par les ménages, faute de trouver à quoi les dépenser. Elles peuvent aussi trouver leur origine dans les flux de dépenses excessives de l'Etat, dans le cas de déficits budgétaires importants (13 % du P.N.B. en U.R.S.S.). Des solutions peuvent être trouvées rapidement, soit par un emprunt national à des conditions très favorables, soit par l'importation massive et temporaire de biens d'équipement ménager demandés par les consommateurs soit par la privatisation de logement ou de parcelles de terres agricoles.

Ce basculement vers les prix de marché peut être possible et immédiat pour nombre de produits banaux, il ne l'est certainement pas pour les produits correspondant aux fonctions de première nécessité : se nourrir, se chauffer, se loger. Ces prix doivent rester administrés jusqu'à ce que l'offre et la demande se rapprochent, soit par augmentation de la production, soit de préférence, par recours à l'importation.

Ce basculement exige, toujours en raison du risque d'inflation, que l'Etat garde un contrôle des salaires tout au long de la phase de libération des prix.

2. **Droit de propriété privée.**

S'il paraît exclu de transformer brutalement une économie d'Etat en économie privée, il est par contre indispensable de permettre immédiatement à l'entreprise privée d'apparaître.

— au niveau national, il encourage la création d'une petite agriculture privée, du commerce, de l'artisanat, des services, de la petite entreprise ;

— au niveau international, il encourage la création de filiales de groupes étrangers. Cet encouragement implique la libre circulation des capitaux pour ces entreprises et, peut-être, un statut de « zones franches » pour lever leurs craintes d'être isolées du marché international.

3. **Création d'un marché de l'argent** : il s'agit moins de créer des banques, une Bourse, un marché financier, que de mettre en œuvre rapidement des points de rencontre entre l'offre et la demande de capitaux et de fixation d'un taux d'intérêt réalisant l'équilibre correspondant.

L'urgence d'un tel marché implique que l'on utilise au plus vite les circuits existants (caisses d'épargne ou autres) sans attendre de structurer des institutions financières nouvelles et que l'on rende négociables, par tous moyens, les créances ainsi apparues.

4. **Libération des changes** : le problème le plus urgent est celui du Comecon : il est impossible de créer une économie interne de marché avec une importante partie des approvisionnements des pays

de l'Est fondés sur des « balances-roubles » et des échanges en volume. Il faut donc en premier lieu « monétariser » la zone-rouble.

Peut-on être plus ambitieux et entrer d'emblée sur le marché international, grâce à la convertibilité externe par rapport au dollar ?

On a souvent dit que la convertibilité d'une monnaie ne peut être assurée avant que l'économie nationale soit remise en ordre : de nombreuses expériences historiques montrent que c'est faux et je crois, bien au contraire, que la décision de convertibilité facilite la remise en ordre de l'économie nationale. C'est ce qui est tenté actuellement en Pologne dans des conditions qui, du fait de l'endettement, sont pourtant plus difficiles que dans un pays non endetté comme la Roumanie.

La décision de convertibilité est typique de ces « sauts » dans l'inconnu que nécessite le passage au marché : non seulement elle doit être prise d'un seul coup, brutalement, mais surtout elle doit être irréversible et perçue comme telle par tous, faute de quoi elle déclenche une spéculation massive par crainte de retour au rationnement.

### **Phase 2 : La gestion des déséquilibres.**

Les décisions de la phase 1 vont créer une série de déséquilibres qui auront été identifiés dès le pacte politique et social et qui devront être traités par de nouveaux mécanismes de gestion :

1. **La protection sociale** : tandis que la hausse de plusieurs prix de marché et le contrôle des salaires vont appauvrir certains, le chômage issu des baisses de production d'activités inutiles ou non rentables va exclure certains autres de la vie économique.

Il est donc vital de mettre en place les garde-fous nécessaires, en particulier :

- un système de revenu minimum ou d'aide contre l'exclusion ;
- un système d'indemnisation du chômage avec un service de formation et d'emploi pour réinsérer les chômeurs.

Symétriquement, apparaîtra une nouvelle classe riche à qui il sera équitable de demander sa contribution à la solidarité nationale : un système fiscal comportant un impôt sur le revenu et le patrimoine devra donc être progressivement mis en place.

### **2. La reconversion des activités.**

Le passage au prix du marché et l'ouverture internationale vont immédiatement développer certaines activités et en mettre d'autres en difficultés. Cela va obliger l'Etat à établir un diagnostic économique et social pour distinguer les activités inutiles, les activités utiles mais mal gérées, les activités non compétitives.

Dans cette phase de gestion des déséquilibres, il serait tout à fait dangereux de trop exiger des entreprises, ce qui oblige à mettre en place un double système :

- un système de reconversion pour permettre de remplacer les activités inutiles par d'autres activités, avec une aide transitoire de l'Etat, en particulier sous forme d'un plan social ;
- un système de droits de douane temporaires pour éviter la confrontation trop brutale des activités nationales avec les entreprises les plus performantes du monde. Ces droits doivent être fixés à un niveau qui engendre l'émulation sans créer le découragement.

### **3. La sauvegarde des grands équilibres.**

Le budget, la monnaie, les réserves de devises vont connaître des secousses d'une ampleur jusque-là inconnues et, en outre, imprévisibles. L'Etat doit se donner le temps de mesurer ces déséquilibres, d'apprécier ces marges de manœuvre et de voir comment fonctionnent ses leviers d'action. Il ne faut pas dramatiser ces secousses, si brutales soient-elles, car nombreux sont les pays qui ont dû en passer par là, et nombreux sont les moyens d'y faire face quand il s'agit de déséquilibres momentanés.

### **Phase 3 : Les réformes de structure.**

C'est seulement lorsque l'économie aura, dans la phase 2, commencé à digérer les décisions de la phase 1 que l'on pourra aborder les problèmes d'organisation structurelle de l'économie de marché. Je me bornerai à en citer ici les quatre principaux :

1. **La liberté d'entreprise** : il était illusoire, dans les phases précédentes, de croire que l'entreprise pouvait s'orienter librement sur le marché et il eût donc été dramatique de la rendre totalement responsable de ses résultats. Dans la phase 3, il s'agit de la mettre en milieu concurrentiel, de lui restituer la liberté des salaires, du crédit afin d'arriver au résultat final : une entreprise responsable dont l'Etat souhaite le succès, mais dont l'Etat accepte la faillite, sans la renflouer. Tant qu'une entreprise sait que l'Etat l'empêchera de faire faillite, elle n'a pas véritablement un comportement responsable. La phase 3 doit être celle des premières faillites et des premiers succès autonomes des entreprises.

La liberté d'entreprise n'a de sens qu'associée à une concurrence véritable au niveau de ses fournisseurs comme de ses clients. C'est ce commerce qui va donner au système sa vitalité dans le cadre des règles du jeu du marché. Comme le rappelle N. Petrakov (1) « le commerce sans le marché, c'est une absurdité ».

2. **Les privatisations** : l'Etat n'a pas besoin de posséder des entreprises qui produisent des casseroles ou des chaussettes. Il serait en revanche bien inspiré d'y réfléchir à deux fois avant de privatiser (surtout à des capitaux étrangers) ses compagnies aériennes, ses services publics, ses entreprises stratégiques.

Il convient donc, avec pragmatisme, d'analyser ce qui peut passer sans dommage sous propriété privée, nationale ou étrangère, et de mettre en place des procédures de privatisation bien étudiées afin de ne pas brader le patrimoine national.

Il convient également que l'Etat passe, avec les entreprises dont il conserve la propriété, des contrats de Plan Etat-entreprises qui leur permettent d'être concurrentielles sur le marché, dans le cadre de règles du jeu définies avec l'Etat.

3. **Le marché financier** : déniait tout rôle à la loi de la valeur, l'économie planifiée se caractérise par l'absence quasi-totale d'une sphère financière : banques, compagnies d'assurance, marché financier, Bourse. L'économie de marché, elle, a besoin de telles structures qu'il faut donc progressivement mettre en place.

4. **La spécialisation internationale** : quand un pays entre sur le marché international, il se trouve soumis aux disciplines, bien connues depuis Ricardo, des avantages comparatifs. Par delà les protections transitoires qu'il peut instaurer pour échapper à ces disciplines il doit donc analyser ses atouts structurels, c'est-à-dire :

- les produits où il a *relativement* le meilleur rapport *qualité-prix*,
- les produits où il est capable de se différencier des autres produits existants par la technologie ou par tout autre moyen.

Spécialisation et différenciation sont les deux critères essentiels de la réussite sur le marché international et l'Etat se doit de bien analyser les forces et faiblesses nationales par rapport à ces deux critères. Sauf à être un libéral naïf, tout le monde sait qu'au Japon, aux U.S.A., dans les pays de la C.E.E., l'Etat intervient massivement, notamment par les programmes de recherche pour influencer sur ces mécanismes.

★  
★ ★

Tel peut être un schéma général de la transition Plan-marché pour les pays de l'Est, sous réserve, bien entendu, de mise en conformité avec les caractéristiques nationales de chacun des pays.

On voit l'ampleur des défis à relever, des risques à accepter, des chocs à subir et on y voit aussi le rôle de la dimension temps : c'est sans doute une durée de plusieurs années qui est nécessaire pour parcourir ce chemin.

Est-ce impossible ? Est-ce trop demander ?

Peut être oui si chacun de ces pays devait parcourir ce chemin tout seul, mais ce n'est heureusement pas le cas : l'Europe de l'Ouest est là, qui voit devant elle cette chance historique de réunifier le continent européen et qui aura à cœur d'y apporter sa contribution.

---

(1) N. Petrakov *L'économie et l'Etat*, Oganisk, n° 10, Mars 1989.

Comment ? Telle est la question par laquelle je voudrais conclure en proposant de transporter à l'Europe de l'Est, le processus par lequel Jean Monnet et Robert Schuman avaient réussi à unifier l'Europe de l'Ouest.

\*  
\* \*

#### Pour un second Plan Monnet.

Face aux difficultés économiques de l'Europe de l'Est, de nombreuses voix se sont déjà élevées pour proposer une coopération Est-Ouest.

Certains ont parlé d'un nouveau Plan Marshall. Il est vrai que le Plan Marshall a parfaitement réussi à faire repartir l'économie européenne après la guerre, en lui donnant de l'essence à mettre dans son moteur. Mais dans le cas de l'Europe de l'Est, le problème n'est pas de mettre de l'essence, c'est de mettre un moteur.

D'autres ont évoqué un Plan F.M.I., à l'image de ceux que le Fonds Monétaire International essaie de faire prévaloir en Amérique du Sud. De tels plans sont nécessaires — on le voit bien en Pologne — pour assainir l'économie d'un pays mais ils n'ont pas pour but d'en changer le système économique.

En fait, on voit bien que la transition Plan-marché à l'Est est un problème nouveau pour lequel il faut inventer une nouvelle forme de coopération : une coopération structurante.

On peut s'inspirer de l'intuition de base de Jean Monnet qui avait compris, pour l'Europe de l'Ouest, à quel point il était important de faire progresser à la fois l'unification économique et la coopération politique. La même démarche peut être aujourd'hui suivie pour l'unification globale de l'Europe même si le problème à résoudre est différent.

L'Europe de l'Ouest attendra-t-elle attendre les bras croisés que l'Europe de l'Est fasse tout le chemin pour la rejoindre ? Ce serait une erreur fatale, erreur de jugement tout d'abord et erreur psychologique de croire qu'une coopération solide peut naître sans efforts partagés : il n'y a de vraie rencontre qu'au milieu des chemins.

Dans cette conception, le partage des responsabilités s'impose à l'évidence. Aux pays de l'Est de faire le choix politique de la démocratie, des élections libres et d'emprunter le chemin vers l'économie de marché. Aux pays de l'Ouest d'aller à leur rencontre en leur donnant les moyens de parcourir ce chemin jusqu'à son terme.

Dès lors, l'idée directrice de ce second Plan Monnet pour l'Europe apparaît dans toute sa clarté : il s'agit pour l'Europe de l'Ouest d'aider l'Europe de l'Est à payer le coût de la transition du Plan vers le marché.

Ce coût est multiforme, et comporte notamment les priorités suivantes :

- aide alimentaire pour résorber les pénuries ;
- aide en formation pour améliorer la gestion ;
- aide commerciale pour créer des débouchés ;
- aide financière pour apporter des capitaux.

D'ores et déjà, deux institutions européennes créées à l'initiative de la présidence française vont y contribuer : la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, et l'Institut Européen de Formation.

D'autres coûts doivent y être ajoutés, par exemple les coûts culturels et sociaux pour parvenir à une vision globale, dans le temps et dans l'espace de ce processus de coopération.

Le jeu en vaut la chandelle : que pèse le coût par rapport au risque ? Imagine-t-on un échec économique compromettre les chances démocratiques de l'Europe de l'Est et la possibilité historique, après que la C.E.E. ait effacé les conflits militaires de 1914 et 1940, de voir une Confédération Européenne effacer les conflits idéologiques qui déchirent l'Europe depuis 1917 ?

L'Histoire frappe à notre porte.

Ne la laissons pas repartir brédouille.

## ANNEXE II

### **TCHÉCOSLOVAQUIE, HONGRIE, POLOGNE : LA TRANSITION VERS LE MARCHÉ : CHACUN POUR SOI OU ENSEMBLE ?**

Marie Lavigne, professeur à l'université de Paris I,  
Panthéon-Sorbonne  
(Février-mai 1990 : Institut Harriman, Université Columbia, New York.)

La situation économique en Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne, telle qu'elle vient de nous être présentée, appelle plusieurs types de commentaires.

— Quelles sont leurs performances actuelles ? Les résultats de 1989 sont partout mauvais : stagnation ou baisse de la production, baisse du niveau de vie, inflation allant de modérée et largement réprimée comme en Tchécoslovaquie, à galopante comme en Pologne, développement du chômage, accroissement de la dette extérieure. Les prévisions pour 1990 vont dans le sens d'une baisse continue de la production due à la mise en œuvre de programmes de déflation et stabilisation.

— Quelle est la nature des ajustements conjoncturels ? Du traitement de choc à la polonaise (baisse massive des salaires réels) à une politique tentant de préserver (sans y réussir) le pouvoir d'achat par une stabilisation graduée (Hongrie et Tchécoslovaquie) les différences sont sensibles en 1989 mais se réduisent peu à peu dans la mesure où les marges de manœuvre des gouvernements se rétrécissent, particulièrement en Hongrie.

— Comment se fait la transition vers le marché ? Le choix polonais pour une libéralisation résolue n'a pas été fait jusqu'ici dans les deux autres pays, pour des raisons politiques. Le résultat des élections en Hongrie annonce un tel choix ; le débat n'est pas encore clos en Tchécoslovaquie où partisans d'un marché « friedmanien » et d'une économie mixte s'affrontent encore.

— Quel est le pays à terme le plus attractif pour les investisseurs occidentaux ? La situation des finances extérieures plaide en faveur de la Tchécoslovaquie, même si la Pologne doit bénéficier d'une aide économique plus forte et si la Hongrie a fait preuve de plus d'ouverture pour accueillir les investissements étrangers.

Plutôt que de tenter de répondre de façon plus détaillée à cette question, je voudrais présenter quelques réflexions sur le thème : est-il opportun pour ces pays de faire face à leurs difficultés en ordre dispersé comme c'est le cas actuellement, ou d'envisager un arrangement régional entre eux ? La question est d'autant plus d'actualité que, le 9 avril 1990, s'est ouvert le premier sommet « Adriatique-Danube » à Bratislava entre les trois pays considérés.

Ma thèse est la suivante : après la dissolution prochaine du C.A.E.M., ces pays ont tout intérêt à recréer entre eux une forme de coopération économique et commerciale. Cette thèse n'est populaire nulle part, et rencontre des objections fortes à l'Ouest comme à l'Est. Aussi bien je voudrais, avant de l'argumenter, présenter les deux scénarios qui ont actuellement le plus de faveur :

#### **Scénario I : Vers l'Ouest, toute !**

Cette thèse s'appuie sur plusieurs arguments économiques et politiques apparemment très forts :

— le commerce actuel de ces pays entre eux a une structure régionale aberrante fondée sur une composition par produits obsolète : il est fondé sur des livraisons soviétiques de matières premières et énergie contre des ventes de produits manufacturés d'Europe orientale, impossibles à écouler à l'Ouest en raison de leur basse qualité ; autant en finir avec ce format « stalinien », entraînant une surconsomma-

tion de produits de base. L'arrangement intervenu en janvier 1990 avec l'U.R.S.S., qui prévoit le passage dès 1991 à des réglemens en devises et à des prix de marché entre les pays de (l'ancien ?) C.A.E.M., sera dur pour l'Europe de l'Est qui deviendra déficitaire avec l'U.R.S.S., mais à moyen terme forcera les pays de l'Est à accélérer la restructuration et la modernisation ;

— le commerce intrarégional et avec l'U.R.S.S. n'est pas « naturel ». Le rappel de la situation existant avant-guerre permet de s'en convaincre. Mais cette situation était-elle naturelle, dans une Europe centrale arrimée à l'Allemagne nazie, avec une U.R.S.S. politiquement et économiquement isolée ?

— l'objectif des pays d'Europe centrale étant de s'intégrer à terme dans la C.E.E., il ne faut rien faire qui puisse seulement suggérer une renaissance de l'ancienne « autarcie de bloc ». Tout au plus pourrait-on rechercher des liens avec l'Association européenne de libre-échange ;

— rechercher des liens commerciaux avec l'U.R.S.S., fussent-ils fondés sur une nouvelle base économique, ne peut être favorable à l'Europe de l'Est, parce que la situation économique et politique en U.R.S.S. est hautement instable, et qu'on ne voit pas encore l'U.R.S.S. prendre un véritable tournant vers le marché ;

— chaque pays veut affirmer sa souveraineté vis-à-vis de tous les autres (mais a-t-on réfléchi que si l'intégration dans la C.E.E. se réalise, elle impliquera automatiquement une réduction de souveraineté ?) ;

— chaque pays est très dissemblable et constitue un cas unique (mais n'était-ce pas de même en Europe de l'Ouest après la guerre ?). Il doit jouer avec ses propres armes (le raisonnement implicite est : essayer de tirer à soi le maximum d'assistance occidentale). Qui plus est, les antagonismes nationalistes de tous ordres se réveillent : ce n'est pas le moment de les exacerber en cherchant à réformer une famille. La situation actuelle est comparable aux suites d'un divorce pénible : le mariage est dissous, les enfants issus de cette union découvrent qu'en fait ils se détestent ou au mieux n'ont pas d'atomes crochus ; mieux vaut en prendre acte et s'en aller chacun pour soi.

Ce scénario semble le plus vraisemblable. Le commerce « intra-C.A.E.M. » s'est contracté en 1989 et se réduira encore plus en 1990. Loin de s'abaisser, les barrières entre les pays deviennent plus hautes, à mesure que chacun oppose des restrictions quantitatives au commerce mutuel. Parallèlement, chaque pays s'affirme décidé à réorienter vers l'Ouest la plus grande part de ses échanges.

**Scénario 2 : Continuons nos échanges, mais surtout pas d'arrangements institutionnels entre nous.**

Ce scénario, alternative « raisonnable » du précédent, se fonde sur l'argument suivant : la transition vers des échanges massivement axés sur l'Ouest ne peut être immédiate, pour plusieurs raisons :

— il n'y a pas actuellement de réponse adéquate de l'offre aux ajustements conjoncturels macro-économiques, ni pour le marché domestique, ni pour le marché extérieur ;

— l'intégration au marché mondial requiert d'importants ajustements structurels (refonte des structures industrielles démantelant les industries lourdes, modernisation) et une compétitivité qui passe par de nouvelles baisses de salaires réels ; cela prendra du temps ;

— les économies de l'Est sont encore largement dépendante de l'U.R.S.S. comme fournisseur et comme débouché ; rompre ces liens conduirait à de nombreuses faillites d'entreprises, à une désorganisation des approvisionnements.

Il faut donc conserver en partie, pour le temps de la transition, ces relations économiques et commerciales, mais en abandonnant tout ce qui constituait autrefois l'« intégration socialiste » : réseau d'accords interétatiques de commerce et coopération, accords multilatéraux de spécialisation-coopération.

**Scénario 3 : Pour un nouveau groupement économique régional.**

C'est la thèse que je soutiens personnellement. J'ai peu de références à appeler à l'aide ; j'en cite une seule, mais significative, tirée du discours de M. Jacques Delors au Parlement européen, le 17 janvier 1990 :

*« Dans le domaine économique, outre l'A.E.L.E., il y a le C.A.E.M. qui, profondément réformé, pourrait confirmer ses raisons d'être, ne serait-ce que celle de maintenir un courant d'échange de produits*

qualitativement peu préparés à affronter le marché mondial. C'est, semble-t-il, ce qu'ont compris les responsables réunis à Sofia pour la 45<sup>e</sup> réunion du C.A.E.M., début janvier 1990, malgré les réticences que certains pays ont manifestées à l'égard de cet organisme. Si les pays du C.A.E.M. décidaient effectivement de choisir la voie des réformes et s'ils en exprimaient le désir, il est clair que la Communauté serait prête à mettre à leur disposition son expérience en matière de coopération économique ».

La question préalable consiste à se demander si un tel arrangement comprendrait l'U.R.S.S. ? A mon avis ce serait souhaitable. Mais les réserves (de l'Est et de l'Ouest) sont tellement fortes à l'égard de tout ce qui pourrait rappeler l'ex-C.A.E.M. qu'il vaudrait sans doute mieux commencer avec l'Europe de l'Est et particulièrement les trois pays que nous examinons aujourd'hui, en réservant le cas de la Roumanie et de la Bulgarie. On peut aussi concevoir une approche différenciée par problèmes : les questions commerciales, ministérielles de politique industrielle peuvent donner lieu à des regroupements différents.

A quoi servirait un tel arrangement ? Je lui vois au moins trois domaines d'application :

- Encadrer le commerce.

Il ne s'agit naturellement pas de revenir à un commerce administré. Si nous partons de l'hypothèse que les pays d'Europe de l'Est, et tout particulièrement la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, vont devenir de vrais marchés, il faut aussi créer les conditions d'un marché international avec une libre circulation des marchandises, services, capitaux, de la main-d'œuvre. Ces conditions n'existent actuellement pas. Ce serait une sorte d'entraînement au fonctionnement du marché international. Serait-elle une zone de libre-échange ou une union douanière ? Je penche pour la seconde solution. Un peu de protectionnisme ne ferait pas de mal pour protéger la transition et les nouvelles industries naissantes modernes, sans qu'il soit question d'adopter un profil autarctique. Cela donnerait aussi à ces pays un *quid pro quo* dans les négociations avec la Communauté et permettrait, sans doute, de faire progresser des négociations commerciales sans avoir à tout recommencer avec chaque partenaire.

Une telle organisation devrait avoir un effet de « création de commerce » à l'intérieur de la zone, et aussi, conformément à la théorie des unions douanières, un effet de « diversion » au profit des partenaires. Mais encore une fois, ce ne sera pas l'ancien C.A.E.M. dès lors que les échanges se feront dans un contexte de marché. La théorie de l'échange international entre économies de marché enseigne qu'il est « rationnel » de commercer avec ses voisins : une « union douanière » est un *second best* par rapport au libre échange intégral mais une solution préférable à un commerce où chacun se protège de tous les autres.

- Soutenir les ajustements structurels et sectoriels.

Je vois ici deux domaines d'application :

- l'expérience communautaire de la CEE pourrait être utile pour la gestion collective du déclin de certaines branches (charbon, acier) ;

- elle pourrait aussi servir en matière de lutte antimonopoles, dont la nécessité est si souvent signalée à l'Est. Les articles 85-86 du Traité de Rome se sont révélés utiles.

On pourrait aussi utiliser le cadre d'un arrangement régional pour promouvoir une coopération inter-firmes. Tous les pays de l'Est veulent attirer des investissements étrangers occidentaux. Les « multinationales socialistes » mises en place dans le cadre du C.A.E.M. ont largement échoué. Mais n'y a-t-il pas place pour de nouvelles multinationales orientales, avec des spécialisations intrabranche fondées sur le marché ? Les entreprises nationales n'ont pas l'expérience nécessaire à de telles créations. Là aussi l'expertise de l'Ouest peut être utile.

- Soutenir le passage à la convertibilité.

Je rejoins ici les partisans d'une nouvelle « Union européenne des paiements » pour l'Europe de l'Est, quoique avec des réserves. Les conditions de celle-ci en 1990 ne sont pas comparables à celles de l'Europe de l'Ouest en 1950. Il me semble tout de même qu'on a besoin d'une formule favorisant le passage à la convertibilité des monnaies orientales. Aujourd'hui on raisonne comme si le seul problème était la convertibilité en devises « convertibles » : chacun pour soi, le zloty, la couronne, le forint, deviendront convertibles en dollars, DM, etc. On dit que c'est chose faite pour le zloty — en fait, il s'agit plutôt d'une possibilité d'accès pour les résidents à des monnaies convertibles, autrement dit d'une convertibilité interne limitée. Les relations commerciales entre ces pays seront prochainement desservies

également par des règlements en devises. Ces évolutions arrangent les partenaires occidentaux : le rapatriement des profits des joints ventures sera facilité. Mais est-ce suffisant pour les pays de l'Est ?

Il me semble que l'absence du taux de change rationnels *entre* monnaies de l'Est, l'absence de toute coopération monétaire entre ces pays alors que l'Europe de l'Ouest prépare son union monétaire, sont bien plus un facteur de faiblesse et un frein à l'adoption de décisions rationnelles en matière commerciale et économique, qu'un gage d'intégration plus rapide dans le système monétaire international. C'est pourquoi un mécanisme de concertation monétaire (là encore, abandonnant les références au passé, au rouble transférable de triste mémoire) serait opportun.

Très clairement, ces propositions ne sont pas populaires. L'Est n'est pas prêt à les adopter. Où est l'intérêt de l'Ouest ? Rappelons-nous qu'en 1947, la puissance économique dispensatrice de l'aide à la reconstruction — les Etats-Unis — a imposé à l'Europe une coopération économique comme condition de l'aide. Ce n'était alors pas tellement populaire du côté des bénéficiaires. Et finalement cela a profité à tout le monde. Aujourd'hui, une incitation à la concertation pourrait, je pense, être entendue à condition de ne pas exclure une intégration à terme dans l'espace économique européen. On peut certes se dispenser d'une telle incitation. Mais alors cela nous coûtera plus cher, à nous Européens de l'Ouest, de reconstruire le potentiel économique de l'Europe de l'Est. Il y a un prix à payer pour les solutions de facilité, fussent-elles politiquement attrayantes.